

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

LE  
**POUVOIR CONSTITUANT**

SOUS LA  
MONARCHIE DE JUILLET

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

*Le mercredi 12 Juin 1901, à 8 heures 1/2*

PAR

**Adolphe-François FERNY**

Avocat à la Cour d'appel

---

*Président : M. CHAVEGRIN professeur.*

*Assesseurs : MM. { LARNAUDE } professeurs.  
                  { GARÇON }*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées  
sur les autres matières de l'enseignement

---

**L. BOYER**

IMPRIMEUR-ÉDITEUR

**15, rue Racine, 15**

---

1901







THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

UNIVERSITE DE PARIS. — FAULTÉ DE DROIT

---

LE  
**POUVOIR CONSTITUANT**

SOUS LA  
MONARCHIE DE JUILLET

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

*Le mercredi 12 Juin 1901, à 8 heures 1/2*

PAR

**Adolphe-François FERNY**

Avocat à la Cour d'appel

---

*Président ; M. CHAVEGRIN professeur.*

*Assesseurs : MM. { LARNAUDE } professeurs.  
                          { GARÇON }*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées  
sur les autres matières de l'enseignement

---

**L. BOYER**

IMPRIMEUR-ÉDITEUR

15, rue Racine, 15

---

1901





Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41555427\\_0025](https://archive.org/details/IA41555427_0025)

A LA MÉMOIRE DE MON GRAND-PÈRE



LE  
POUVOIR CONSTITUANT  
SOUS LA  
MONARCHIE DE JUILLET

---

INTRODUCTION

1. — La souveraineté nationale et le pouvoir constituant.
2. — Plan de notre étude.

§ 1.

Avant d'aborder véritablement notre sujet, quelques brèves indications s'imposent sur le pouvoir constituant, sur la souveraineté, dont il n'est qu'une émanation, mais la principale, et sur la méthode, que nous comptons suivre dans l'étude du *Pouvoir constituant sous la Monarchie de juillet*.

« La souveraineté, dit un illustre docteur de l'ancienne France, est la puissance absolue et perpétuelle

d'une république, que les Latins appelaient *Majestatem*, c'est-à-dire la plus grande puissance de commander » (1). *Absolue* car il n'y en a pas de supérieure, *perpétuelle*, car elle subsiste à travers les âges.

Il appartenait à la Révolution de proclamer en France le véritable principe : celui de la souveraineté nationale. « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation » (2) affirme la *Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen*. La constitution de 1791 dispose également. « La souveraineté est une, indivisible, inaliénable et imprescriptible, elle appartient à la nation » (3).

« La Puissance publique et le gouvernement qui l'exerce, n'existent que dans l'intérêt de tous les membres, qui composent la nation (4). » Telle est l'idée sur laquelle repose la souveraineté nationale. Par suite « ce qui est établi dans l'intérêt de tous doit être réglé par les intéressés, par la volonté générale, tous les citoyens participant à cet établissement (5) ».

Dès l'instant où nous reconnaissons que la souverai-

1. Jean Bodin, Angevin. *Les six livres de la République*. Édition Gamonet. Genève, 1629. Livre 1, p. 122.

2. *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, art. 3.

3. Constitution de 1791, titre III, art. 1, *Collection Duvergier*, tome 3, pages 275 et suiv.

4. C. f. A. Esmein, *Éléments de droit constitutionnel*, Deuxième édition. Paris 1899. p. 157.

5. A. Esmein, *op. cit.* p. 157.

neté appartient à la nation, nous devons lui reconnaître le droit de s'organiser au mieux de ses intérêts. C'est pourquoi elle possède essentiellement *le pouvoir constituant*, c'est-à-dire celui de « faire, défaire et refaire les lois de sa constitution » (1), de fixer les règles qui présumeront à sa vie sociale.

Le pouvoir constituant peut être exercé directement par le peuple; les *landsgemeinden* helvétiques et les *townsmeetings* des primitives colonies anglaises d'Amérique nous en donnent des exemples. Le plébiscite constituant est pratiqué par certains cantons suisses et quelques Etats de la République des Etats-Unis. La nation peut aussi déléguer le pouvoir constituant à des représentants spécialement élus, dont la réunion formera une assemblée constituante ou une convention. Elle peut même reconnaître des attributions constitutionnelles sous certaines conditions à ses mandataires ordinaires; tel est chez nous le cas de la réunion des députés et des sénateurs en Congrès, prévu par la constitution de 1875 (2).

1. C.f. M. E. Chavegrin, *Le Pouvoir constituant*, cours de doctorat professé à la Faculté de droit de Paris en 1899-1900. Introduction.

2. Loi des 25-28 février 1875 relative à l'organisation des pouvoirs publics, article 8.

§ 2.

Nous verrons dans le cours de notre étude si ce principe de la souveraineté nationale, qui veut que le peuple directement ou indirectement exerce le pouvoir constituant, fut celui de la Monarchie de Juillet. S'il ne fut pas observé, nous essaierons de montrer ce qui fut fait.

Nous prendrons le pouvoir constituant aux trois moments où il s'est manifesté : en 1830 pendant la Révolution de Juillet, en 1831 avec la loi destinée à remplacer l'article 23 de la Charte constitutionnelle et à trancher la question de l'hérédité de la pairie, et enfin en 1842 avec la question de la régence.

Mais auparavant, nous indiquerons très brièvement ce que fut le pouvoir constituant sous l'empire de la Charte de 1814 ; et ceci parce que les événements de juillet 1830 vont nous mettre en présence d'une Charte, qui sera non pas une constitution nouvelle, mais simplement la Charte de Louis XVIII révisée et mise au courant des besoins de l'époque (1).

1. Dans sa proclamation du 31 juillet 1830, le lieutenant général déclarait : « Une charte sera désormais une vérité ». C'était flatter les partis avancés qui voulaient une constitution nouvelle. Mais les Doctrinaires et les Orléanistes firent le lendemain rectifier cette phrase par le *Moniteur*. « La Charte sera désormais une vérité », telle était leur correction significative.

## CHAPITRE I

### Le pouvoir constituant sous la Restauration (1).

1. La rentrée de Louis XVIII en France. La déclaration de Saint-Ouen. La Charte du 4 juin 1814.
2. — Quelle sera la procédure de révision constitutionnelle? Les diverses thèses; la doctrine admise.
3. — Les ordonnances de Charles X et la Révolution de Juillet 1830.

#### § 1.

Dès le 2 mai 1814, à Saint-Ouen, le nouveau roi déclare (2) son intention de donner à la France une constitution libérale et le 4 juin, fidèle à sa promesse, il *octroyait* une Charte à son peuple (3). Les chambres n'avaient été convoquées que pour en entendre la lecture et non pour en discuter les articles.

Bien que les classes éclairées eussent préféré une

1. Cf. M. E. Chavegrin. *Cours cité*. Chapitre 2.

2. Déclaration de Saint-Ouen du 2 mai 1814. *Collection Duvergier*, tome 19.

3. Charte constitutionnelle du 4 juin 1814. *Collection Duvergier* tome 19, p. 76 et suiv.

Charte convenue, elles accueillirent la nouvelle constitution comme l'aube d'une ère de liberté. La France allait essayer loyalement « de concilier et de retenir ensemble le principe de l'hérédité antique avec celui de la liberté moderne » (1).

## § 2.

La grosse question était de savoir comment la constitution nouvelle pourrait être révisée. Sa solution n'était pas des plus faciles. La Charte, en effet, ne prévoyait pas que des changements constitutionnels pourraient être rendus nécessaires par les circonstances. Elle était silencieuse, aussi bien sur la possibilité de sa révision, que sur le pouvoir qui pourrait l'effectuer et sur les formalités nécessaires pour y parvenir.

De ce silence un groupe de théoriciens, composé surtout de doctrinaires, et ayant pour chef Royer-Collard, concluait que la constitution était immuable. Cette thèse fut surtout soutenue au cours des débats soulevés par le projet de Villèle en 1824. « La Charte, dit Royer-Collard est par la hauteur de son origine au dessus de toute atteinte (2) ». Le général Foy proclame son immutabilité en termes non moins énergiques. « La stabilité du trône et la force permanente du gou-

1. Mot de Tocqueville à Royer-Collard.

2. Discours du 15 juin 1824.

vernement reposent sur l'inflexibilité de cette loi fondamentale, qu'on ne pourrait, sans parjure, changer comme une loi ordinaire (1) ». Mais ces hommes ne soutenaient une telle thèse que dans le but d'éviter des changements constitutionnels prématurés ou irréflechis. Pour eux la stabilité de la constitution était le premier des biens, et ils pensaient l'assurer en niant la possibilité de réviser la Charte. Par là encore ils voulaient empêcher le Parlement français de s'emparer du pouvoir constituant et de suivre les errements du Parlement d'Angleterre. Mais ils étaient trop perspicaces pour regarder leur thèse autrement que comme une arme défensive, et pour croire qu'une œuvre humaine pût rester immuable.

La question de la révision constitutionnelle restait donc entière. D'autres solutions ne pouvaient manquer d'être proposées.

Un groupe de théoriciens royalistes, soutient que le pouvoir constituant appartient exclusivement au roi. Leur but est de relier la Charte au passé par dessus la Révolution. S'inspirant de son préambule (2) ils mon-

1. Discours du 20 décembre 1824. *Discours du général Foy*, Paris 1826, t. 1<sup>er</sup>, p. 233,

2. En voici les passages saillants : « Nous avons considéré, dit Louis XVIII, que, bien que *l'autorité tout entière* résidât, en France, *dans la personne du roi*, nos prédécesseurs n'avaient point hésité à en modifier l'exercice... c'est ainsi que les communes ont dû leur affranchissement à Louis le Gros... (suit l'énu-

trent que la Charte n'est qu'une ordonnance, qui vient s'ajouter, comme une maille nouvelle, à la longue chaîne des actes, par lesquels les rois de France ont fait connaître leur volonté à leurs sujets. Le roi, qui en 1814 a octroyé la Charte, « parce que le vœu de ses sujets pour une charte constitutionnelle était l'expression d'un besoin réel », peut la modifier à son gré, selon les besoins du royaume. L'omnipotence royale, disent encore les *Ultras* n'est pas seulement prouvée par le raisonnement logique ; il y a plus, un texte, l'article 14 dispose formellement que *le roi fait les règlements et ordonnances nécessaires à la sûreté de l'Etat*. Cette thèse, malgré son apparente rigueur, soulevait de graves objections. Elle donnait une interprétation contestable de la Charte ; elle se heurtait à la fois à l'esprit du peuple, qui l'avait reçue, et à la pensée du roi, qui l'avait donnée. Le roi en effet avait juré de respecter la Charte et on pouvait avoir pleine confiance en la loyauté de sa parole. Si l'article 14 lui permettait de faire les règlements et ordonnances nécessaires à la sûreté de l'Etat, c'était sous la condition évidente qu'il ne violerait pas les lois existantes et surtout qu'il respecterait la plus sacrée de toutes : la Charte. Ajoutons que Louis XVIII avait été accueilli avec joie par

mération des causes qui motivent une Charte). A ces causes nous avons volontairement et par le libre exercice de notre autorité royale, accordé et accordons, fait concession et octroi à nos sujets... de la Charte constitutionnelle qui suit ».

la majorité des hommes de ce temps, parce que son avènement semblait la fin certaine du despotisme impérial et des guerres continuelles. La Charte dans l'esprit de tous était destinée à rétablir la paix et à prévenir le retour à l'ancien état de choses. Révocable *ad nutum* elle n'aurait pas eu de raison d'être.

Si le prince ne pouvait seul modifier la Charte, comment allait-on procéder ? Pouvait-on dire que cette mission incombait à des mandataires spécialement élus par le peuple ? Sous la Restauration une telle opinion était singulièrement osée ; c'était affirmer que le véritable constituant était le peuple ; c'était entamer l'antique souveraineté des rois, que reconnaissait encore le préambule de la Charte. Selon cette thèse les modifications constitutionnelles auraient été faites par le peuple d'accord avec le prince : aussi ne réunit-elle que bien peu de partisans.

Il n'y avait plus qu'une seule solution possible. Il fallait admettre que le pouvoir constituant, tout comme le pouvoir législatif, appartenait au roi d'accord avec la chambre des députés et la chambre des pairs. Bien plus, comme la Charte n'imposait aucune formalité spéciale pour le vote d'une réforme constitutionnelle, il était obligatoire de suivre la voie législative ordinaire. Le ministère de Villèle soutint énergiquement cette thèse en 1824 (1). M. de Corbières, ministre de l'inté-

1. Au cours des longs débats soulevés par le projet de Villèle, qui tendait à prolonger de cinq à sept ans le mandat des députés

rieur, la développa dans plusieurs discours à la chambre des députés et le marquis de Pastoret dans son rapport du 22 avril à la chambre des pairs. Louis XVIII et la majorité des hommes politiques de la Restauration admettaient donc que la constitution pouvait être changée par l'accord des trois facteurs de la loi.

La confusion du législatif et du constituant était devenue doctrine officielle. Mais elle donnait une immense puissance au Parlement. Pour lui ôter toute propension à en mésuser, on établit une distinction entre les articles *fondamentaux* de la Charte et les articles simplement *réglementaires*. Les premiers furent reconnus intangibles, tandis que les seconds pouvaient être modifiés par le législateur, selon son bon plaisir. Cette distinction eût été une excellente garantie de stabilité pour les institutions libérales de la Charte, si elle eut été formellement faite par elle.

Malheureusement il n'exista jamais de critérium infaillible pour distinguer une disposition fondamentale d'une disposition réglementaire.

### § 3.

Si Louis XVIII, prince éclairé et libéral, tenait à la Charte qu'il avait donnée à la France, son frère Charles

et à substituer le renouvellement intégral au renouvellement partiel. Ce projet voté le 9 juin 1824 fut désigné depuis sous le nom de loi de *septennalité*.

X, arrivé au pouvoir, ne se fit aucun scrupule pour atténuer ou suspendre les dispositions constitutionnelles, qui le gênaient. Toutefois il le fit longtemps avec le concours des chambres. Au mois de juillet 1830, n'ayant plus aucune confiance ni dans les députés ni dans les pairs, et se jugeant assez fort, il prend des mesures contraires à la Charte par voie de simple ordonnance, usant ainsi d'une politique franchement inconstitutionnelle. Hostile au gouvernement parlementaire, convaincu du droit que lui donnait la fameuse phrase de l'article 14 et croyant servir les intérêts de la royauté il signe les ordonnances du 25 juillet 1830.

A peine parues au *Moniteur* (1), elles sont le signal d'un soulèvement général. Au coup d'Etat de Charles X, Paris répond par les émeutes des 27, 28 et 29 juillet 1830. Le 30, la révolution était maîtresse de la capitale et Charles X n'avait plus qu'à reprendre pour la troisième fois le chemin de l'exil, de la terre étrangère.

La bourgeoisie venait de renverser, une fois encore, le trône des Bourbons, grâce à l'appui que le peuple lui avait généreusement donné. Il ne restait plus qu'à organiser la victoire. Dans ce but, les députés présents à Paris arrêtaient « qu'il était urgent de prier S. A. R. Mgr le duc d'Orléans, de se rendre dans la capitale pour y exercer les fonctions de lieutenant général du

1. *Moniteur* du 26 juillet 1830.

royaume, et de lui exprimer le vœu de conserver les couleurs nationales (1) ». Le 31, sur son acceptation, il est proclamé lieutenant général du royaume. Le drapeau tricolore flotte sur l'Hôtel-de-Ville.

1. C. f. Félix Berriat Saint-Prix, *Commentaire sur la charte constitutionnelle*. Paris, 1836, p. 21.

## CHAPITRE II

### Les conséquences de la Révolution de Juillet La Charte de 1830.

1. — Les actes du lieutenant général et des chambres du 3 au 7 août 1830.
2. — Les Partis.
3. — Les députés refont la Charte et nomment un roi dans la mémorable séance du 7 août. Adhésion des pairs. Séance d'apparat du 9 Août.
4. — Le pouvoir constituant exercé *réellement* par la chambre des députés et *juridiquement* par les trois facteurs de la loi. Examen critique de « l'impérieuse nécessité » et du « vœu universel » par lesquels le législateur a voulu justifier ses actes constitutionnels.
5. — Les véritables principes.
6. — Les Orléanistes s'efforcent de prouver que le peuple a tacitement ratifié le gouvernement de juillet.

#### § 1.

Dès sa rentrée à Paris, le duc d'Orléans, prépare son accession au trône. Il lance cette habile proclamation : « Habitants de Paris, les députés de la France ont exprimé le désir que je me rendisse dans cette capitale, pour y exercer les fonctions de lieutenant général du royaume. Je n'ai pas *balancé* à venir par-

tager vos dangers, à me placer au milieu de cette héroïque population et à faire tous mes efforts pour vous préserver de la guerre civile et de l'anarchie ». Et il termine par la fameuse phrase : « *la Charte sera désormais une vérité* (1) ».

En réalité le duc d'Orléans avait hésité et hésité longtemps. Sa décision ne fut prise que lorsque Thiers lui eut affirmé que tous les libéraux le réclamaient, et que le moment était venu de rentrer dans Paris.

Le duc d'Orléans, à qui la faveur de la bourgeoisie était acquise bien avant la révolution, sut très habilement se faire accepter par le peuple. Pour cela il n'eut qu'à faire une visite à l'Hôtel-de-Ville et à la présenter comme celle « d'un garde national, qui venait saluer son ancien chef ». Quand Lafayette un drapeau tricolore à la main lui eut solennellement donné l'accolade sur le balcon de l'Hôtel de ville, cent mille bouches, crièrent à la fois : Vive le duc d'Orléans ! « Le rôle du peuple était fini, celui de la bourgeoisie commençait » (2).

La bourgeoisie, qui a fait la révolution grâce au concours du peuple, va jouir pleinement de sa victoire. En majorité à la chambre des députés, elle va créer une monarchie ayant ses passions et ses intérêts et qui lui sera d'autant plus dévouée qu'elle lui devra la vie.

1. C. F. *Journal des Débats*, n° du 31 Juillet et 1<sup>er</sup> août 1830.

2. Louis Blanc. *Histoire de dix ans* (1830-40) 12<sup>e</sup> édition, Paris 1877, tome 1<sup>er</sup>, p. 352.

Avant tout il faut rentrer dans des voies ayant l'apparence de la légalité. Si les députés et les pairs présents à Paris pendant la Révolution se sont *réunis* sans mandat, ils vont maintenant *siéger* en assemblée régulière. Mais la session ne s'ouvre que sur une convocation du roi. Or le roi est déchu. Que faire ? On suppose que les dernières ordonnances de Charles X sont inexistantes parce qu'elles violent la constitution ; d'ailleurs Charles X les a lui-même rapportées. Par suite la chambre des députés n'a pas été dissoute et elle se réunira au jour antérieurement fixé par Charles X pour l'ouverture de la session.

Le 3 août donc, le lieutenant général, tenant lieu de roi, ouvre la session régulière des chambres. « Je suis accouru dit-il, pour rétablir l'empire des lois, sauver la liberté menacée, et rendre impossible le retour de si *grands maux*, en assurant à jamais le pouvoir de cette Charte, dont le nom invoqué pendant le combat l'était encore après la victoire. — Dans l'accomplissement de cette noble tâche c'est aux chambres qu'il appartient de me guider » (1).

Il fallait surtout *rétablir l'ordre* et en assurer solidement le maintien. Et il y avait hâte à le faire car le pays ne pouvait rester longtemps dans cette situation révolutionnaire.

Pourtant la chambre des députés ne montre pas tout

1. *Archives Parlementaires* publiées par Mavidal et Laurent 2<sup>e</sup> série, tome 63, p. 28.

d'abord la précipitation que l'on aurait pu attendre d'elle. Paisiblement elle constitue son bureau et procède à l'examen des pouvoirs de ses membres. Personne ne parle encore de refaire la constitution.

Un simple député de Seine-et-Oise toutefois, M. Bérard, a dès le 3 août l'idée de présenter à la chambre une proposition (1) de constitution nouvelle. Il la soumet au conseil des ministres. Mais comme c'est une proposition toute de principes, dont la discussion serait longue, le duc d'Orléans lui propose de la convertir en un nouvel acte constitutionnel définitif par des modifications faites immédiatement à la Charte. Avec l'assentiment de son auteur, le lieutenant général charge Guizot et le duc de Broglie de retoucher dans ce sens la proposition Bérard (2).

## § 2.

### A. — LE PARTI RÉPUBLICAIN.

Les partis se demandent anxieusement quelles vont être les suites de la Révolution de Juillet. Plus que tout autre le parti républicain voudrait les connaître, car il caresse d'immenses espérances. Admirablement dirigé par des chefs jeunes, instruits, ardents et insou-

1. Cf. F. Berriat Saint Prix *op. cit.* p. 22.

2. S. Bérard, *Souvenirs historiques sur la Révolution de 1830*, Paris 1834, p. 199.

cieux de la vie, il manque malheureusement de soldats.

Sans l'irrésolution du général Lafayette, les républicains, tout puissants à l'Hôtel-de-Ville au fort de la révolution (1), auraient pu tenter un coup de main. Au coup d'état de Charles X répondre en proclamant la République eût été un défi audacieux, qui aurait fasciné bien des hommes.

Ne l'ayant pas fait, ils pensent néanmoins arriver au rétablissement de la République par des voies légales. C'est pourquoi leurs journaux et leurs brochures demandent avec insistance une consultation nationale. Les Républicains, en effet, sont intimement convaincus que la nation (c'est-à-dire tous les citoyens majeurs et non pas les 80.000 censitaires de la Restauration), consultée sur le gouvernement de son choix, proclamera la République.

La commission provisoire du gouvernement rédige cette proclamation sensationnelle, qui expose nettement les vues démocrates : « La France est libre ! Elle veut une constitution ! Elle n'accorde au gouvernement provisoire que le droit de la consulter ! En attendant qu'elle ait exprimé sa volonté par de nouvelles élections, respect aux principes suivants : plus de Royauté, le gouvernement exercé par les seuls mandataires de la nation, le concours médiat ou immédiat de tous les citoyens à l'élection des députés ». (2)

1. Cf. Chateaubriand. *Mémoires d'Outre-Tombe*, tome 5, p. 205.

2. C. F. *Tribune des Départements*, n° du 31 juillet 1830.

Une autre proclamation, non moins fameuse, est adressée aux députés le 30 juillet par les républicains réunis chez le restaurateur Lointier. Il y est dit : « Le peuple hier a reconquis ses droits sacrés au prix de son sang. Le plus précieux de ses droits est de choisir librement son gouvernement... Il faut, messieurs, empêcher qu'aucune proclamation ne soit faite, qui déjà désigne un chef, lorsque même la forme du gouvernement ne peut-être déterminée. Il existe une représentation provisoire de la nation; qu'elle reste en permanence jusqu'à ce que le vœu de la majorité des Français ait pu être connu. Que la représentation provisoire s'occupe donc tout de suite des moyens de consulter ce vœu, toute autre mesure serait intempestive et coupable » (1).

Le comité central du XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, dans une adresse à la chambre des députés reproduit des demandes analogues. Il déclare qu'il : « appelle de tous ses vœux l'élection libre et populaire de mandataires, qui représentent réellement les besoins du peuple; que les assemblées primaires seules peuvent amener ce résultat. S'il en était autrement la nation trahirait de nullité tout ce qui tendrait à la gêner dans l'exercice de ses droits » (2).

Avec plus de chaleur encore un jeune avocat de la cour de Paris, Camille Roussel, expose les revendica-

1. C. F. Louis Blanc, *op. cit.* tome 1<sup>er</sup>, p. 318.

2. C. F. Chateaubriand, *op. cit.* tome 5, p. 296-297.

tions des républicains. Il affirme que « la Charte de Louis XVIII n'existe plus, Charles X l'a déchirée. Les cartouches de ses soldats et les nôtres en ont dispersé les lambeaux. La nation française est rentrée dans le plein exercice de sa souveraineté. Elle seule peut et doit délibérer sur la forme de son gouvernement » (1).

La situation est résumée en ces termes par un organe républicain : « La Révolution de 1830 a tout détruit. Il n'y a plus de roi, plus de Charte, plus de pairs, plus de députés. Il n'existe que ce qui est impérissable : le peuple » (2).

Ainsi les nombreux comités (3), groupements ou sociétés de Républicains réclament, avant toute autre mesure, la consultation de la nation et ils comptent qu'elle donnera la République. Bien qu'ils proclament les véritables principes, il n'ont en 1830 que peu de chances de succès.

Quand bien même la République eut été rétablie, elle n'aurait vécu probablement que fort peu de temps, à cause de l'inexpérience nationale surtout, et du danger (4) qu'elle aurait semblé présenter aux cours de

1. Roussel aîné, *De la Charte et des Chambres*. Paris 1830, brochure in-8°.

2. *Le Patriote*, n° du 7 août 1830.

3. C. f. Tchernoff, *Le Parti républicain sous la monarchie de juillet*, Paris 1901, p. 54 et ss.

4. C. f. *Journal des Débats* du 4 août 1830.

Russie, de Prusse et d'Autriche en réaction violente contre les idées nées de la Révolution française (1).

#### B. — LE PARTI LÉGITIMISTE.

Il comprenait deux fractions bien distinctes : ceux qui avaient vu avec terreur Charles X s'engager dans une politique inconstitutionnelle, et ceux qui avaient été ravis de voir le roi modifier la Charte par simple ordonnance. Selon ces derniers les ordonnances du 25 juillet étaient un heureux retour à la vieille royauté, à la seule vraie. La Révolution de 1830 les avait tous surpris, puis consternés. Trois jours d'émeute avaient décidé d'un trône.

Le parti légitimiste, privé brusquement de son roi est incapable de se diriger. Aussi ne prend-il aucune mesure. Tristes, confus, presque timides, les royalistes semblent par leur indécision et leur inaction vouloir éviter un nouveau déchaînement de la colère populaire.

Leurs journaux, *la Quotidienne*, *la Gazette de France* se contentent de publier, pendant les journées de juillet, des extraits des feuilles des autres partis. Ce n'est qu'après la nomination du duc d'Orléans aux fonctions de lieutenant général du royaume, qu'ils recommencent à défendre le principe, qui leur est cher : celui de

1. C'était la continuation de la *Sainte-alliance*, qui dominait l'Europe continentale depuis la chute de Napoléon.

la légitimité. Le *Drapeau-Blanc*, qui, pendant toute la Restauration, avait eu la gloire des destinées officielles, disparaît.

Bientôt les feuilles légitimistes donnent, à la France étonnée, le curieux spectacle de soutenir et de défendre le principe de la souveraineté du peuple avec une énergie égale à celle des feuilles républicaines. Elles demandent que la nation soit appelée à nommer son roi, car elles espèrent lui voir repousser la royauté de Louis-Philippe. Elles affirment que toute autre procédure serait illégale. « Ce serait donc par les assemblées primaires qu'un tel acte de souveraineté pourrait avoir lieu, car il ne saurait s'accomplir, ni par la volonté d'une seule ville, ni par les votes de deux assemblées, qui n'ont que la Charte pour origine et pour mandat » (2).

Le vicomte de Chateaubriand, ancien ministre de Louis XVIII et pair de France, commentant un placard du parti républicain, qui demandait la consultation du peuple par de nouvelles élections, s'exprime dans des termes aussi significatifs : « Une nouvelle assemblée de

1. *Gazette de France*, n° du 8 août 1830. C. f. ce passage de la *Quotidienne* du 14 août 1830 : « Les hommes, qui veulent constituer la société de bas en haut, s'arrêtent à cette donnée que le peuple a fait table rase et qu'étant maître de placer, qui bon lui semble au trône, il devrait à tout prix être consulté ». La *Quotidienne* place la France entre les cornes de ce dilemme : ou accepter son roi légitime, ou en faire nommer un par le peuple.

députés, dit-il, aurait décidé s'il était bon ou mauvais de céder à ce vœu : plus de royauté ; chacun aurait plaidé sa cause et l'élection d'un gouvernement quelconque par un congrès national eût eu le caractère de la légalité (1) ».

#### C. — LE PARTI IMPÉRIALISTE.

Le glorieux souvenir de l'empereur s'était pieusement conservé dans les masses populaires. Longtemps ses anciens soldats avaient espéré le voir surgir encore à la tête de cette France, qu'il avait couverte d'une immortelle gloire.

Mais le parti impérialiste avait perdu peu à peu toute force et toute activité. Au retour des Bourbons en 1814, il était actif et comptait de nombreux adhérents. Les officiers en demi-solde faisaient une propagande de tous les instants. En 1830 au contraire « le Bonapartisme n'était qu'une religion ayant quelques prêtres et point de fidèles, dit le fils d'un haut fonctionnaire impérial. Pour le plus grand nombre comme pour moi, l'empire de Napoléon n'était qu'un glorieux et grand souvenir (2) ».

Quelques tentatives en faveur de Napoléon II furent faites cependant. Le général Gourgaud, le 29 Juillet à

1. Chateaubriand, *op. cit.*, tome 5, p. 243-244.

2. Comte de Montalivet, *Fragments et souvenirs*. Paris 1899, tome 1, p. 111.

l'hôtel Laffitte, protesta contre la candidature du duc d'Orléans ; dans la nuit du 29 au 30 juillet, il réunit chez lui quelques officiers pour aviser aux moyens de proclamer le duc de Reichstadt empereur (1). Deux anciens officiers, Ladvocat, qui avait été condamné deux fois à mort sous la Restauration, et Dumoulin, officier d'ordonnance de l'empereur à Waterloo, essayèrent vainement de faire acclamer le roi de Rome dans le faubourg Saint-Antoine (2).

Si « le souvenir de l'Empereur palpitait dans le sein du peuple (3) », le parti impérialiste manquait de direction et ne pouvait arriver au pouvoir. Ce n'est qu'à partir de 1832, à dater de la mort du duc de Reichstadt, qu'il reprendra une vie et une activité nouvelle sous l'impulsion d'un autre prétendant : le prince Louis-Napoléon Bonaparte.

#### D. — LE PARTI ORLÉANISTE.

Il était composé par la bourgeoisie aisée. Les quinze années de paix de la Restauration lui avaient permis de s'enrichir et elle comptait jouir paisiblement, sous les auspices de la Charte, des avantages, que procure la fortune. Ce parti était incontestablement celui, qui

1. C. f. Louis Blanc, *op. cit.* tome 1<sup>er</sup> p. 327.

2. C. f. Comte de Montalivet, *op. cit.* tome 2 p. 111.

3. C. f. Louis Blanc, *op. cit.* tome 1, p. 327.

comprenait les gens les plus instruits de la société d'alors. Les ordonnances du 25 juillet, par lesquelles Charles X, s'emparant du pouvoir constituant, prétendait modifier *seul* la Charte, lui causèrent une indicible stupeur et une véritable épouvante. La bourgeoisie eut peur pour sa liberté et donna le signal de la révolte. Elle eut le bonheur d'entraîner le peuple à sa suite et grâce à ce concours le mouvement put réussir. Elle avait fait une révolution au cri de *Vive la Charte !*

Mais la commission municipale venait à peine de s'installer à l'Hôtel-de-Ville que tous les hommes de la bourgeoisie commencèrent à manifester quelque inquiétude. Ils voyaient déjà Paris et la France en proie aux troubles de la démagogie. Ils se demandaient anxieux, si leur révolution n'avait pas trop complètement réussi. Et dès lors ils ne pensent plus qu'à une chose : rétablir l'ORDRE, le plus promptement possible. Pour y arriver, ils ne veulent conserver sur le trône, ni Charles X, ni son fils, ni son petit-fils. Ils ne veulent pas davantage de l'empire. Quant à la République, son seul nom suffit pour les épouvanter et rappeler à leurs imaginations surexcitées les jours sanglants de la Révolution. Il leur faut la Royauté, mais la Royauté avec un roi qui leur devra tout, qui ne montera sur le trône qu'après avoir juré d'observer la constitution. Quel sera ce roi ?

Dès les premiers moments Laffitte, Thiers, Mignet lancent habilement la candidature du duc d'Orléans.

Des affiches sont placardées sur les murs de Paris, des proclamations sont distribuées à des milliers d'exemplaires. Et toutes célèbrent avec insistance les vertus du duc d'Orléans. On insinue habilement que son passé sera le sûr garant de l'avenir. Avec lui la France rentrera en possession de l'ordre et de la liberté (1). Il est tout dévoué aux intérêts de la nation qui n'a qu'à formuler un vœu pour que le prince s'y conforme non pour lui-même, mais dans l'intérêt supérieur de la patrie. D'ailleurs ce n'est pas un Bourbon, affirment mensongèrement ses partisans, c'est un Valois (2). Le duc d'Orléans a toutes les qualités et il a fait ses premières armes sous la Révolution, derrière les plis du drapeau tricolore (3).

Les députés réunis au Palais-Bourbon l'invitent à « se rendre dans la capitale pour y remplir les fonctions de lieutenant général du royaume ». Il se rend à leur invitation (4), lance une proclamation habile et fait une visite à Lafayette à l'Hôtel-de-Ville. Sa candidature est dès lors suffisamment préparée ; il n'a plus qu'à rentrer au Palais-Royal et à attendre patiemment son élévation au trône, qui n'est plus qu'une question d'heures. Joyeux ses partisans s'en vont proclamant partout que « le duc d'Orléans est la meilleure

1. Louis Blanc, *op. cit.*, t. 1, p. 342, 343.

2. Louis Blanc, *op. cit.*, t. 1, p. 357.

3. Louis Blanc, *op. cit.*, t. 1, p. 307, 308.

4. *Suprà*, p. 17 et 18.

des républiques » (1).

### § 3.

Les Orléanistes étaient en majorité parmi les députés, qui avaient repris leur siège à la chambre depuis le 3 août. Après la vérification des pouvoirs de ses membres, la chambre, qui avait conservé une attitude calme et assez indécise du 3 au 6 août, est subitement prise de panique. Elle craint des événements, qui lui semblent d'autant plus redoutables qu'ils sont plus imprécis. Elle a peur des extrémités, auxquelles elle croit les démocrates prêts à se porter. Croyant très sincèrement la chose publique en danger, elle la veut sauver de l'imminente *anarchie*. A tout prix il faut établir sur de solides bases l'ordre, la liberté et la *propriété*. Sur l'heure il lui faut une constitution.

Le 6 août, M. Bérard développe sa proposition revue et corrigée par les ministres doctrinaires Guizot et de Broglie. « Un pacte solennel unissait le peuple français à son monarque ; ce pacte vient d'être brisé. Le violateur du contrat ne peut en réclamer l'exécution...

1. Ces mots ont eu une étrange destinée. Ils furent attribués à Odilon Barrot (L. Blanc, *op. cit.* t. 1, p. 322) à Lafayette (Duvergier de Hauranne, *Histoire du gouvernement parlementaire en France*, 2<sup>e</sup> édition, Paris 1870, t. 10, p. 676) à Talleyrand (Baron de Lamoignon-Langon, *Extraits des mémoires du Prince de Talleyrand*. Paris 1838-39, t. 4, p. 198).

Dans cet état de choses, prenant en considération *la situation grave et pressante*, dans laquelle se trouve le pays, l'indispensable besoin, qu'il éprouve de sortir d'une position précaire, et les *vœux universels* émis par la France pour obtenir le complément de ses institutions, j'ai l'honneur de vous présenter les résolutions suivantes (1). » Ces résolutions consistent à prononcer la déchéance de Charles X et de sa famille, à proclamer la vacance du trône et à supprimer ou modifier certains articles de la Charte constitutionnelle de 1814. La proposition Bérard est renvoyée à l'examen d'une commission.

A neuf heures et demie du soir, le rapporteur Dupin, qui n'a eu que deux heures pour rédiger son rapport, vient en donner connaissance à la chambre. « La nécessité de proclamer la vacance du trône a été reconnue à l'unanimité. Mais votre commission a pensé qu'il ne suffirait pas de la proclamer comme un fait, qu'il fallait aussi la déclarer comme un droit résultant de la violation de la Charte et de la légitime résistance apportée par le peuple à cette violation (2). »

L'heure était avancée. Une grande fatigue se lisait sur les visages de nombre de députés. Malgré cela le passage à la discussion immédiate fut proposé. Mais Benjamin Constant et E. Salverte s'élevèrent avec tant de force contre le scandale d'une telle précipita-

1. *Moniteur* du 7 août 1830, p. 860, colonnes 2 et 3.

2. Rapport Dupin. *Moniteur* du 8 août, p. 864, col. 3.

tion, que la chambre, parpudeur, ajourna la discussion au lendemain « Quand il s'agit de reconstituer la nation française, ce n'est pas de dix à onze heures du soir, qu'on peut faire un tel travail (1) ».

Le 7 août est le jour mémorable de la Monarchie de Juillet. La séance commence à *dix heures*. A *quatre heures* la France est dotée d'une constitution nouvelle. Et encore une partie de ce temps a été absorbée par des discours généraux ou des déclarations légitimistes. MM. de Conny (2), de la Lezardière (3), Pas de Beau-lien (4), Arthur de la Bourdonnaye (5) et Berryer (6) n'admettent pas que la chambre attaque le principe de la légitimité. Un royaliste ardent M. Hyde de Neuville (7), député de la Nièvre, fait entendre des doléances empreintes de la plus noble élévation.

Quelles qu'eussent été l'éloquence et la sincérité de convictions des partisans de la légitimité, ils ont beau la défendre, c'est une cause perdue d'avance. La déclaration arrêtée par la commission et votée sans modifications par la chambre est le fondement du nouvel édifice constitutionnel. La voici : « La chambre des

1. C'est la phrase de M. Salverte. *Moniteur* du 8 août.

2. *Moniteur* du 8 août, page 866, col 1.

3. *Idem.* p. 866, col. 3.

4. *Idem.* p. 866, col. 3.

5. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, t. 63, p. 65, col 1.

6. *Idem*, 2<sup>e</sup> série, t. 63, p. 65, col. 2.

7. *Moniteur* du 8 août, p. 866, col. 2.

députés prenant en considération *l'impérieuse nécessité*, qui résulte des événements des 26, 27, 28, 29 juillet dernier et jours suivants, et de la situation générale où la France s'est trouvée placée par suite de la *violation* de la Charte constitutionnelle ; — considérant en outre que par suite de cette violation et de la résistance héroïque des citoyens de Paris, S. M. Charles X et S. A. R. Louis-Antoine Dauphin, et tous les membres de la branche aînée de la maison royale *sortent en ce moment* du territoire français, — déclare (premièrement) que *le trône est vacant en fait et en droit* et qu'il est indispensable d'y pourvoir. — La chambre des députés déclare, secondement, que *selon le vœu et dans l'intérêt* du peuple français, le préambule de la Charte constitutionnelle est supprimé, comme blessant la dignité nationale en paraissant octroyer aux Français des droits qui leur appartiennent essentiellement, et que les articles suivants de la Charte doivent être supprimés ou modifiés de la manière qui va être indiquée. » (1).

La révision de la Charte a lieu avec une rapidité vertigineuse. A peine un article est-il voté que le vote du suivant commence. La chambre, pour aller plus vite, circonscrit rigoureusement son travail dans les limites de la proposition Bérard, amendée par la commission. Elle s'interdit de toucher aux autres dispositions de la Charte. Bien plus elle écarte par la ques-

1. *Moniteur* du 8 Août, p. 863, col. 1.

tion préalable la motion faite par M. Demarçay de lire tous les articles de la Charte (1). Elle supprime 11 articles de la Charte de 1814, elle en modifie 15, elle en remplace 3 par des dispositions contraires, elle en ajoute 4, et en conserve 1 sauf nouvel examen, et 46 sans modification (2).

Nous voici au dernier paragraphe dans lequel la chambre des députés « déclare enfin que *l'intérêt universel et pressant* du peuple Français appelle au trône » Louis Philippe d'Orléans. Mais les députés veulent absolument faire sentir au nouveau roi, qu'il est leur élu, qu'il leur doit tout et qu'il doit respecter leur œuvre. « En conséquence, S.-A.-R. Louis Philippe d'Orléans... sera invité à *accepter et à jurer* les clauses et engagements ci-dessus énoncés, l'observation de la Charte constitutionnelle et des modifications indiquées, et *après l'avoir fait* devant les chambres assemblées, à prendre le titre de roi des Français ».

Il ne reste plus à la chambre qu'à voter sur l'ensemble de la proposition Bérard modifiant la Charte constitutionnelle. Elle l'adopte par 219 boules blanches contre 33 noires sur 252 votants (3).

A peine le dernier vote est-il enlevé que les députés quittent le Palais-Bourbon et se rendent au Palais-

1. C. F. F. Berriat Saint-Prix. *Commentaire sur la Charte Constitutionnelle*, page 24.

2. Berriat St-Prix. *Op. cit.*, p. 32.

3. *Archives parlementaires*. 2<sup>e</sup> série, t. 63 p. 81, col. 2.

Royal. Ils présentent au lieutenant général la Charte modifiée et le trône. Laffitte lit la déclaration votée par la chambre. Le duc d'Orléans, qui continue à jouer son rôle de citoyen désintéressé, mais dévoué aux intérêts de son pays, lui fait cette réponse caractéristique : « Je reçois avec une profonde émotion la déclaration, que vous me présentez. Je la regarde comme l'expression de la *volonté nationale*, et elle me paraît conforme aux principes politiques, que j'ai professés toute ma vie. Rempli de souvenirs, qui m'ont toujours fait désirer de n'être jamais appelé au trône, exempt d'ambition et habitué à la vie paisible, que je menais dans ma famille, je ne puis vous cacher tous les sentiments, qui agitent mon cœur dans cette grande conjoncture ; mais il en est un qui les domine tous : *c'est l'amour de mon pays*. Je sens ce qu'il me prescrit et je le ferai ».

En six heures la chambre des députés a pu prononcer la déchéance de la branche aînée des Bourbons, modifier la Charte constitutionnelle, que Louis XVIII avait octroyée en 1814, et appeler au trône le prince qui en était le plus près par sa naissance (1). Et encore dans cette chambre qui comprenait environ 430 membres, n'y en eût-il, le 7 août, que 252 qui prirent part au vote (2). La majorité absolue étant  $\frac{430}{2} + 1 = 216$ ,

1. Le duc d'Orléans, descendait du Régent, Philippe d'Orléans, frère de Louis XIV.

2. C.f. Paul Thureau-Dangin. *Histoire de la Monarchie de juillet* 2<sup>e</sup> édition, Paris 1888-92, t. 1<sup>er</sup>, p. 28, en note.

la constitution nouvelle avait été votée par 219 voix contre 33 c'est-à-dire à 3 voix de majorité.

Au dernier moment, en partant pour le Palais-Royal, la chambre des députés se souvient qu'il existe encore quelque part une des chambre pairs. Elle lui envoie une *expédition* de ses décisions, certaine d'avance, de son approbation. « La pairie ne s'étant formée que de toutes les défections éclatantes, dont trente ans de secousses politiques avaient fourni l'occasion et donné au monde le scandale, on l'avait jugée toute prête pour une nouvelle servitude (1) ».

Les pairs avaient eu une attitude singulière pendant toute la Révolution. Parmi eux, les uns étaient de dévoués serviteurs de la vieille royauté; les autres, bien que monarchistes, penchaient vers le libéralisme. On trouvait encore parmi les pairs un certain nombre de maréchaux et hauts dignitaires de l'empire, qui s'étaient ralliés aux Bourbons pour sauver les hautes situations, qu'ils avaient acquises. La chambre des pairs allait-elle reprendre le rôle important du Sénat de 1814, prononcer la déchéance de Charles X et de sa famille et essayer de diriger la Révolution? Non. La rapidité des événements fut telle que tout était accompli avant qu'elle eût pris une décision. Les pairs étaient indécis, sans vouloir et sans énergie. Faisant chaque jour de courtes apparitions au Luxembourg, ils ne purent trou-

1. J. Laffitte, *Souvenirs racontés par lui-même*, Paris 1844, tome 2, p. 306 et ss.

ver parmi eux un chef d'une suffisante envergure pour commander aux évènements. Ils n'avaient plus qu'à les subir.

Quelques pairs avaient compris le danger d'une telle inaction et avaient essayé, sans succès, de réagir. « J'insistai sur le danger évident, que faisait courir aux idées modérées et spécialement à la pairie l'absence de toute démonstration, destinée à la mettre dans une certaine mesure en accord avec la partie la plus résolue de la chambre des députés, et de la population de Paris elle-même. Cet avis ne rencontrait pas beaucoup de contradicteurs ; mais peu à peu la porte du salon s'ouvrait et donnait passage à quelques pairs, qui faisaient discrètement retraite. Nous nous trouvâmes ainsi bientôt réduits au nombre modeste d'une dizaine et nous nous séparâmes. Pour moi je quittai tristement le Luxembourg ; je songeais que les incertitudes de la pairie étaient grosses de dangers pour elle » (1). Quoiqu'il en soit, malgré ces exhortations, les pairs ne firent rien pendant toute la révolution, alors qu'ils auraient pu, grâce à quelques mesures habiles, se créer une popularité facile.

Le 7 août la chambre des pairs se réunit à neuf heures et demie du soir pour entendre son président lui donner lecture de la *déclaration* de la chambre des députés. Châteaubriand, très judicieusement, fait remar-

1. Conte de Montalivet. *Fragments et souvenirs*, tome 1<sup>er</sup>, pages 90-91.

quer, avant l'ouverture des débats, que l'autre chambre s'est déjà portée auprès du prince lieutenant général, pour lui présenter la déclaration, sur laquelle la chambre des pairs est présentement appelée à délibérer. « Ou la résolution de l'autre chambre, dit-il, est illégalement prise, et alors la chambre des pairs ne peut s'en occuper, ou elle avait un caractère légal pour la prendre, et dès qu'elle n'a pas consulté la chambre des pairs, celle-ci n'a rien à répondre. » (1) M. de Pontécoulant ajoute dans le même sens : « ce n'est pas un projet de loi auquel il soit loisible de faire des amendements ; tout a été proclamé, reçu, accepté. C'est donc un fait accompli ; il n'y a plus qu'à l'enregistrer. » (2)

Mais cela ne fait pas l'affaire du gouvernement. Il lui importe d'obtenir l'adhésion de la chambre des pairs. C'est pourquoi le duc de Broglie s'efforce de prouver à cette chambre, qu'elle n'a pas à s'inquiéter des démarches plus ou moins opportunes, que l'autre chambre aurait jugé à propos de faire sans sa participation et sans lui en avoir donné connaissance. Un fait, qui n'est connu que par des conversations particulières, ne peut être pris en considération. La chambre ne connaît officiellement et ne doit connaître que le message, qui lui est parvenu (3).

1. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, t. 63. p. 84, col. 2.

2. C. f. F. Berriat St Prix. *op. cit* p. 26. et *Archives parlementaires* 2<sup>e</sup> série, tome 63, p. 88, col. 1.

3. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 63, p. 84, col. 2.

On passe à la discussion générale. Chateaubriand prononce un admirable discours. Il soutient non sans succès que le trône n'est pas vacant, comme l'a déclaré l'autre chambre. La meilleure solution possible aux événements lui paraît être de reconnaître le duc de Bordeaux roi et le duc d'Orléans lieutenant général du royaume. Entre temps il proteste éloquemment de son attachement à la branche aînée, qui ne lui en a pas toujours été reconnaissante (1).

Quelques pairs déclarent qu'ils ne peuvent admettre la vacance du trône et suivent en cela le vicomte de Chateaubriand. Mais la majorité accepte facilement tous les changements faits par les députés. Seule la mesure, qui tend à la décimer, semble de quelque intérêt à la chambre haute. Mais elle n'ose la trancher et se contente de déclarer « qu'elle s'en remet sur ce point à la haute prudence du lieutenant général ». Puis on passe au scrutin sur l'ensemble de la *déclaration*. Sur les 364 pairs (2), qui composaient la chambre avant 1830, il n'y eut au vote sur la révision que 114 présents, 89 pour, 10 contre, 14 bulletins blancs et 1 nul (3). Les pairs, ne voulant pas être en reste de flatterie à l'égard du duc d'Orléans, imitent les députés et vont solennellement porter leur *adhésion* au Palais-Royal.

Pour donner à la transmission de la couronne une

1. *Archives Parlementaires* tome 63 p. 85, et s.

2. C. f. Thureau-Dangin *op. cit.* p. 28 en note.

3. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 63, p. 89 col. 1.

importance toute particulière aux yeux de la foule, on prépare une séance d'apparat. Le Palais-Bourbon est aménagé à cet effet, On y élève un trône ombragé de drapeaux tricolores; devant ce trône on place une table et trois pliants. Le 9 août, jour de la cérémonie, le lieutenant général fait son entrée aux accords guerriers de la *Marseillaise*. Le canon tonne aux Invalides. Le duc d'Orléans et ses deux fils s'assoient sur les pliants disposés devant le trône. Le prince se couvre et invite les membres des deux chambres à s'asseoir (1).

Le président de la chambre élective, Casimir-Périer, donne lecture *de la déclaration des députés*. Le baron Pasquier lit l'acte d'*adhésion des pairs*. C'est au tour du lieutenant général à donner son *acceptation*. « Messieurs les Pairs, Messieurs les députés, j'ai lu avec une grande attention la déclaration de la chambre des députés et l'acte d'adhésion de la chambre des pairs. J'en ai pesé et médité toutes les expressions. *J'accepte sans restriction ni réserve les clauses et engagements que renferme cette déclaration*, et le titre de roi des Français qu'elle me confère, et je suis prêt à en jurer l'observation ». Puis il jure fidélité à la constitution, (2) quitte son pliant, signe les trois originaux

1. Il change dans un but de popularité l'antique cérémonial selon lequel le Roi ne s'adressait qu'aux pairs et faisait dire aux députés par le Chancelier : « Messieurs le roi vous permet de vous asseoir ».

2. Voici la formule du serment : « En présence de Dieu *je jure*

de la Charte et du serment et *monte sur le trône*. Le duc d'Orléans est Roi des Français sous le nom de Louis-Philippe I<sup>er</sup>.

Tout ce cérémonial quelque peu prétentieux avait pour tant un but : celui de montrer clairement quelle était l'origine du nouveau gouvernement. Louis-Philippe I<sup>er</sup> ne montait sur le trône que par la volonté de ceux qui avaient dirigé la Révolution, et seulement *après avoir juré fidélité* à la Charte, telle qu'elle avait été modifiée. La nouvelle constitution était non plus octroyée mais *convenue*.

#### § 4.

Nous venons de voir comment a été faite la Charte de 1830 et créée une royauté nouvelle. Nous avons saisi les faits sur le vif, et nous les voyons contraires à la lettre de préambule de la rédaction officielle de la nouvelle constitution (1). La Charte de 1830 date non

*d'observer fidèlement la charte constitutionnelle, avec les modifications exprimées dans la déclaration ; de ne gouverner que par les lois et selon les lois ; de faire rendre bonne et exacte justice à chacun selon son droit, et d'agir en toute chose dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français ».*

1. « Nous avons ordonné et ordonnons que la Charte Constitutionnelle de 1814, telle qu'elle a été amendée par les deux chambres le 7 août et acceptée par nous le 9, sera de nouveau publiée dans les termes suivants ». *Préambule* de l'édition officielle de la Charte publiée le 14 août 1830. *Collection-Duvergier*, tome 30, page 181.

pas du 9 août, jour où fut tenue la séance d'apparat, mais du 7, c'est-à-dire du jour où elle a été remaniée par la *seule* chambre des députés. La chambre des pairs n'a fait qu'adhérer à la déclaration de l'autre chambre, parce qu'elle comprenait bien qu'il lui était impossible de faire autrement, et aussi parce qu'elle avait nombre de ses membres, qu'une variation politique de plus n'était pas pour effrayer. « Il y a des hommes, qui après avoir prêté serment à la République Une et Indivisible, au Directoire en cinq personnes, au Consulat en trois, à l'Empire en une seule, à la première Restauration, à l'Acte additionnel aux constitutions de de l'Empire, à la Seconde Restauration, ont encore quelque chose à prêter à Louis-Philippe » (1).

Mais si la chambre des pairs *adhéra* à la déclaration de la chambre des députés, en la copiant textuellement, sauf la substitution du mot *pairs* au mot *députés* elle fit une restriction, la suivante : « La chambre des pairs déclare qu'elle ne peut délibérer sur la disposition de la déclaration de la chambre des députés conçue en ces termes : Toutes les nominations et créations nouvelles de pairs faites sous le règne de Charles X sont déclarées nulles et non avenues. Elle déclare s'en rapporter entièrement sur ce sujet à la haute prudence du prince lieutenant général ». Si la chambre de pairs s'était sentie une force suffisante, elle n'eut pas alambiqué à ce point sa réponse à une disposi-

1. Chateaubriand, *op. cit.*, tome 5, p. 243-244.

tion, qui ne lui convenait pas. Mais 'comprenant que, si elle la rejetait, l'autre chambre passerait outre, elle préféra s'en remettre à la sagesse du prince avec la secrète espérance qu'il rejetterait cette disposition.

Quoiqu'il en soit, si on laisse de côté la restriction précédente et si on se place surtout en face de la *lettre* de la Charte publiée, officiellement le 14 août 1830, au lieu de considérer surtout *les faits*, il est permis de soutenir que, *juridiquement*, la nouvelle constitution est l'œuvre des deux chambres d'accord avec le roi. Ce fut d'ailleurs la thèse admise (1) par les défenseurs de la Monarchie de Juillet. Ils reliaient ainsi la chaîne des temps par dessus la Révolution de Juillet. Pour eux (et c'était la vérité) la Charte de 1830 était non pas *une* charte, mais *la* Charte constitutionnelle de 1814 modifiée et adaptée aux exigences de besoins nouveaux. Et le pouvoir constituant, qui avait accompli cette œuvre de révision en 1830, avait été exercé par les trois facteurs de la loi, comme cela avait eu lieu depuis le retour des Bourbons (2), exception faite bien entendu de la violation de la Charte par les ordonnances de Charles X.

Cette chambre des députés, qui, le 7 août, avait hardiment supprimé, modifié, ou remplacé les articles constitutionnels, sur quoi appuyait-elle son pouvoir constituant ? Il n'y a pas à chercher longtemps pour être

1. Cf. M. E. Chavegrin. *Cours cité*. Chapitre 2, 1<sup>re</sup> partie.

2. C.f. *supra*. Ch. 1<sup>re</sup>, § 2 *in fine*. pages 15 et 16.

renseigné. L'auteur même de la proposition de constitution nouvelle, M. Bérard, le déclare dans son exposé des motifs. « Nous sommes les élus du peuple, il nous a confié la défense de ses intérêts et l'expression de ses besoins; ses premiers besoins, ses plus chers intérêts sont la liberté et le repos. Il a conquis sa liberté sur la tyrannie; c'est à nous à assurer son repos, et nous ne le pouvons qu'en lui donnant un gouvernement stable et juste. Vainement on voudrait prétendre qu'en agissant ainsi, nous outrepassons nos droits. Je détruirais une pareille objection, si on osait la faire, en rappelant la loi, que j'ai invoquée, celle de *l'impérieuse de l'invincible nécessité* (1) ».

Ainsi la chambre des députés a un titre, qui lui permet d'exercer le pouvoir constituant aux yeux de la majorité de ses membres; elle agit poussée *par la nécessité*. Il faut même qu'elle se hâte car la bourgeoisie, qu'elle représente, réclame une constitution, qui assure l'ordre et la préserve de la démagogie.

M. Eusèbe Salverte est plus catégorique encore. « On a prétendu, dit-il, que nous n'avons pas le droit de faire les actes, qui nous sont proposés par M. Bérard .. Je ne parlerai pas de votre droit, je parlerai de vos devoirs. Ils sont très grands, ils sont immenses. La nation française attend de vous son salut dans

1. Chambre des députés, séance du 6 août 1830. *Moniteur* du 7 août, p. 860.

des circonstances où vous seuls pouvez l'assurer, où vous seuls pouvez prévenir des troubles, des divisions, des déchirements. Ces devoirs sont la mesure de vos droits » (1).

Il y avait bien en ceci quelque vérité. La France ne pouvait rester sans constitution, car cela eût causé le plus grand dommage à sa vie économique. De plus, une telle situation pouvait être rapidement mise à profit par les agitateurs de profession et tous les fauteurs de troubles, au détriment certain des intérêts du pays.

La *nécessité* donne aux députés, non seulement le droit de modifier la constitution, mais encore celui de disposer du trône, qu'ils ont fictivement prétendu vacant. « Dans les circonstances actuelles, dit Benjamin Constant, c'est le vœu du peuple, exprimé par ses représentants, qui doit donner le trône » (2).

Convaincus de la nécessité urgente d'argir, et croyant le faire *selon le vœu et dans l'intérêt du peuple français*, les députés donnent à la France une constitution et un roi.

Quelle appréciation devons-nous faire du rôle constitutionnel joué par les députés de 1830 ? De bons esprits ont soutenu que la Révolution de Juillet n'avait pas tellement ébranlé les assises de la société française, qu'il fut obligatoire de lui donner une constitution presque nouvelle. Il eût été possible, croyaient-ils,

1. C. D. 7 août 1830, *Moniteur* du 8 août, p. 866, col. 3.

2. C. D. 7 août 1830, *Moniteur* du 8 août, p. 866, col. 2.

de vivre très libéralement sous l'empire de la Charte de 1814, en en supprimant le préambule et le trop fameux article 14 (1). Ils trouvaient détestable de modifier d'un seul coup un nombre considérable d'articles constitutionnels. Pourquoi ne pas s'être contenté de modifier ou de supprimer ce qui était strictement obligatoire? De cette façon on aurait laissé à l'avenir le soin d'indiquer successivement les changements voulus par des besoins nouveaux. La constitution eût été plus stable tout en restant adéquate à l'évolution sociale du pays.

La chambre des députés de 1830, en modifiant la Charte constitutionnelle et en créant un roi, a-t-elle réellement répondu *un vœu universel* des Français? Sortir du provisoire, rétablir promptement l'ordre, étaient deux demandes impérativement formulées par la bourgeoisie aisée, par la classe qui avait donné le signal de la Révolution. Mais elle ne comprenait que 80.000 censitaires (2).

Et en dehors de *ce pays électoral* il y avait le *pays véritable* c'est-à-dire 32 millions de Français, qui ne demandaient nullement une charte nouvelle, ni des libertés profitables surtout aux classes aisées, ni un roi descendant du Régent au lieu Louis XIV. Consi-

1. C. f. Guizot. *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, Paris 1870, t. 2, p. 21 et Paul Thureau-Dangin *op. cit.* tome 1, p. 30.

2. *La Tribune des départements* du 11 août 1830.

déré dans sa réalité ce vœu du pays, c'est-à-dire du *pays censitaire*, sur lequel prétendaient s'appuyer les députés est bien moins imposant que paraissaient le croire les Orléanistes et leurs journaux.

Le *Journal des Débats* surtout avait poussé les chambres pour leur faire réaliser ses désirs, c'est-à-dire ceux des Orléanistes. « Le maintien de l'ordre social actuel et son développement progressif et régulier, tels sont nos principes. La société actuelle a pour but l'accord de la liberté et de l'ordre... Il fallait sauver la liberté. Elle est sauvée aujourd'hui... Pour assurer l'ordre le premier soin à prendre c'est de sortir du provisoire, car le provisoire serait bientôt l'anarchie. C'est à la chambre des députés, à la chambre des pairs de pourvoir au salut de la France ». (1)

Ainsi stimulée et comprenant elle même une majorité Orléaniste la chambre des députés ne pouvait résister à la tentation de s'emparer du pouvoir constituant. Elle prit ce pouvoir réellement le 7 Août, re-mania la Charte et appela le duc d'Orléans au trône. Ces actes, il est vrai, furent justifiés par l'adhésion subséquente des pairs et l'acceptation du roi.

Pour enlever tout scrupule à la Chambre des députés, si elle en avait eu à accomplir ce qu'on lui deman-

1. *Journal des Débats* du 4 Août 1830. Les mêmes idées sont exprimées dans beaucoup d'autres journaux, c. f. le *Temps* du 3 Août, le *Courrier français* du 7 Août, le *Constitutionnel* du 4 Août, le *Globe* du 5 et du 7 Août.

dait, on alla jusqu'à lui prêcher cette morale facile que la fin justifie les moyens. C'était à trois siècles de distance, et dans un milieu tout autre, préconiser la ligne de conduite, qu'enseignait jadis au prince le doux Florentin Machiavel en un moment de lassitude moral : « L'omnipotence parlementaire était notre droit politique il y a huit jours. Il reste donc quelque chose de cette omnipotence à la chambre. D'ailleurs tout cela est oiseux. Nous sommes en Révolution, il faut que les pouvoirs qui demeurent agissent révolutionnairement ; leur action révolutionnaire n'a qu'une règle : *l'utilité et l'assentiment général* ; or, aujourd'hui, l'utilité et d'aller à tout prix à l'union des partis, à la fondation de la royauté et d'un gouvernement fort » (1).

### § 5.

Toutefois l'exercice du pouvoir constituant, même dans l'unique but de faire quelque chose d'utile pour le pays, peut avoir lieu contrairement aux véritables principes. En 1830, agit-on selon ces principes immuables supérieurs aux atteintes, que peuvent leur porter les législateurs ?

Nous avons vu que la Révolution victorieuse dans les journées des 27, 28 et 29 juillet a été habilement mise à profit par la bourgeoisie. Les partisans d'une

1. *Le Globe*, du 5 août 1830.

monarchie constitutionnelle ont pris la direction des évènements. En majorité à la chambre des députés ils ont modifié la Charte de 1814 en la *modernisant* et ont appelé le duc d'Orléans au trône. La nouvelle constitution est marquée de leur sceau indélébile. « Le nom de l'architecte de la Charte de 1830, dit un pair de France, apparaît au seuil du monument : *La Chambre des députés déclare...* etc. Ainsi des journalistes ont protesté, des citoyens en uniforme de garde nationale, des élèves des écoles Polytechnique, d'Alfort, des étudiants ont dirigé les bandes insurgés, le peuple a vaincu, et la Chambre des députés, hostile en majorité à la révolution, chez qui la révolution armée comptait à peine quelques timides partisans, la Chambre des députés diminuée par 73 démissions, s'empare de la victoire, confère la couronne, inspire et vote la Charte nouvelle (1) ». Cette chambre des députés qui a tout fait, avait-elle ce droit ? Non.

Charles X, réfugié à Saint-Cloud, traqué à Rambouillet, se dirige sur Cherbourg où il prendra le chemin de la terre d'exil. La France n'a donc plus de roi. Voilà le premier résultat de la révolution de 1830, puisqu'on ne reconnaît aucune validité à son abdication en faveur de son petit-fils, le duc de Bordeaux. Mais, avec Charles X, est tombée non seulement la monarchie de la branche aînée des Bourbons, mais aussi son

1. Comte d'Alton. Shée, *Mes mémoires*, Paris 1869, tome I, p. 216-217.

gouvernement. Donc il n'y a plus ni roi, ni chambre des députés, ni chambre des pairs, ni Charte constitutionnelle. La révolution de 1830 a fait table rase du passé.

La France, libre de tout lien, peut choisir le régime que bon lui semble ; elle peut disposer d'elle-même et elle *seule* le peut. Le pouvoir, enlevé à Charles X, est retourné à sa source, c'est-à-dire au peuple, à la nation (1). C'est à la nation à user de sa souveraineté, en déléguant les pouvoirs, qu'elle lui confère, à qui il lui plaît, par les organes de ses assemblées primaires. Deux procédures sont possibles. La nation peut, ou nommer une assemblée constituante, qui fera une constitution au nom du peuple souverain et fixera le régime sous lequel la France est appelée à vivre, ou, si elle hésite à se placer sous la dictature d'une telle assemblée, elle peut se contenter de laisser ses représentants ordinaires élaborer la Constitution nouvelle sous la condition expresse de la soumettre à sa ratification. Tels étaient les véritables principes interprétés avec la dernière rigueur. « Appliquons ces principes, dit un inflexible logicien, à la Révolution de Juillet. Le

1. Cf. Camille Roussel, *brochure citée* ; Adresse de la réunion Lointier dans la *Tribune des Départements* du 31 juillet 1830 ; l'Adresse des Amis de la vérité au peuple parisien dans la *Tribune des Départements* même numéro ; l'Adresse du Comité central des Amis du peuple à l'Hôtel de Ville dans la *Tribune des Départements*, des 1, 2, 3 août 1830.

sceptre des Bourbons venait de voler en éclats sous les pavés des barricades. Le trône était vacant; le peuple victorieux ramassait les faisceaux brisés du pouvoir et la réversibilité s'accomplissait. C'était donc à la nation à déléguer la couronne au titre, dans les formes et sous les conditions qu'il lui plaisait. Mais qui pouvait faire en son nom cette délégation ? Qui pouvait imposer les conditions ? Qui pouvait dresser cette autre charte ? Qui pouvait exprimer la volonté du peuple ? Était-ce une chambre législative émanée d'un gouvernement dissous ? Non. C'était une chambre nouvelle, une chambre populaire, une *chambre constituante* » (1).

Ces principes ne passèrent pas inaperçus des contemporains. Les partis avancés en prirent la défense avec chaleur, mais dans leur intérêt. Du côté légitimiste, puisque la souveraineté légitime, selon les royalistes, n'est plus admise et qu'à sa place est proclamée la souveraineté populaire, la *Gazette de France* et la *Quotidienne* demandent qu'on applique rigoureusement les principes de cette souveraineté populaire et que l'on consulte avant toute chose le « vœu de la France » (2). Du côté républicain la *Tribune des Départements*, le *Patriote*, la *Révolution de 1830* pro-

1. De Cormenin, *Réponse à MM. Devaux et Kératry*, insérée dans le *Courrier français* du 9 septembre 1831, et dans ses *Lettres complètes*, 8<sup>e</sup> édition, Paris, Setier 1832, page 10.

2. C. f. notamment la *Gazette de France* du 8 août et la *Quotidienne* du 14 août 1830.

clament énergiquement la nécessité d'appeler le peuple dans ses assemblées primaires, afin de lui permettre d'élire des députés à une Assemblée Constituante (1). « Il n'y a plus de roi, plus de charte, plus de pairs, plus de députés; tout doit être reconstruit, réédifié. Il n'existe en ce moment qu'une nation » (2).

Ainsi donc la chambre élue à la fin du règne de Charles X n'avait qualité, ni pour faire une constitution nouvelle, ni pour préparer un projet, qui serait soumis à l'acceptation du peuple. Non seulement le travail constituant était interdit à cette chambre ainsi qu'à celle des pairs, mais encore le travail législatif. En effet, pour faire une loi, la Charte de 1814 disposait qu'il fallait l'accord de trois facteurs; la chambre des députés, celle des pairs et le roi. Or, ce dernier était en exil. Par suite les chambres n'avaient pas même qualité pour voter une loi électorale, qui fixerait la procédure selon laquelle les citoyens éliraient une constituante. Toutes ces idées furent excellemment exprimées dans les brochures (3) sensationnelles de Camille Roussel.

1. C. f. entre autres le *Patriote* du 7 août, la *Tribune des départements* du 31 juillet et des 2, 3 et 11 août 1830, la *Révolution de 1830* dans sa profession de foi.

2. *Le Patriote* du 7 août 1830.

3. Roussel aîné, *De la charte et des chambres*, brochure in-8, Paris 1830. — Du même : *De la nécessité d'une réforme radicale* brochure in-8, Paris 6 août 1830.

Bien plus, sion admettait que la Charte de 1814 était encore en vigueur et que les chambres avaient conservé tout leur pouvoir, il fallait reconnaître que ces chambres avaient violé les principes, qui eurent cours de 1814 à 1830, en prononçant la vacance du trône. En effet, d'après un usage constant la Charte ne pouvait être modifiée que dans ses dispositions réglementaires et non pas dans ses dispositions fondamentales (1). Or, proclamer la vacance du trône c'était faire *le changement fondamental* par excellence. Donc, les chambres commettaient une violation de la constitution et une usurpation de pouvoirs.

D'ailleurs la chambre des députés avait été sensiblement diminuée par 73 démissions. Ce n'était plus, selon l'énergique expression du vicomte de Chateaubriand, qu'un *croupion* de chambre (2). De plus elle avait fait une coupe sombre dans la chambre haute en éliminant 93 pairs nommés par Charles X. Avant de faire quoique ce soit, il eût semblé logique de compléter les chambres. Or, pour cela, il fallait un roi. Car seul le roi pouvait créer de nouveaux pairs, seul encore il pouvait convoquer les électeurs dans les collèges électoraux afin de leur faire élire des successeurs aux députés démissionnaires. Mais il n'y avait plus de roi. On se heurtait donc, ici encore, à une nouvelle impossibilité.

1. Cf. *suprà*, Ch. 1, § 2 *in fine*, page 16.

2. Chateaubriand *op. cit.*, tome 5, p. 297.

Les principes, interprétés avec rigueur, montraient que la situation était sombre. Quelques parlementaires intransigeants y conformèrent leur conduite.

De Cormenin (1) notamment ne siégea plus à la chambre qu'en simple spectateur, se refusant énergiquement, faute de mandat, à prendre une part quelconque aux délibérations. MM. Boulon-Martel (2) et le général Bonnemains (3) déclarent qu'ils n'ont pas reçu de mandat de leurs commettants, pour suivre la chambre sur le terrain constitutionnel où elle s'engage. Des royalistes, MM Pas de Beaulieu (4). Arthur de la Bourdonnaye, (5) se retranchent également derrière l'insuffisance de leur mandat. Rationnellement les partis extrêmes étaient dans le vrai, la nation seule avait le pouvoir et le droit de se donner une constitution et un roi.

Mais les chefs du mouvement en 1830 représentaient la bourgeoisie et en avaient les *intérêts* et les *désirs*. Or, leur *intérêt* primordial était de terminer la révolution au plus vite en établissant un gouvernement stable. Ils voulaient, dans le plus bref délai possible, donner à la France ses fondements constitutionnels, pour éviter

1. M Tchernoff. *op cit.* chap. III, pages 139 à 142 lui accole l'épithète de *républicain conservateur* qui semble étrange à nos habitudes parlementaires.

2. *Archives Parlementaires*. 2<sup>e</sup> Série, tome. 63, p. 66, col. 1.

3. *Idem* tome 63, p. 67, col. 2.

4. *Moniteur* du 8 août 1830, p. 866, col. 3.

5. *Archives Parlementaires* 2<sup>e</sup> Série. tome. 63. p. 65, col. 1.

une chute dans la démagogie. Leur *désir* c'était d'établir une monarchie véritablement représentative et libérale, entièrement dévouée à la bourgeoisie, Et ceci excuse un peu l'entorse donnée aux principes.

Les libéraux, les Orléanistes étaient décidés à fermer les yeux sur toutes les incorrections, pourvu que la constitution nouvelle fut, non pas une œuvre de maturité longuement discutée comme le demandait Mauguin (1), mais au contraire une constitution, faite plus rapidement que constitution ne l'avait jamais été (2).

Leur vœu fut amplement réalisé. En six heures, la chambre des députés modifia la Charte de 1814, au lieu de faire une Charte nouvelle, comme le demandaient les républicains dans la presse et à l'Hôtel-de-Ville et M. le général Demarçay à la tribune de la chambre (3). Elle choisit même un nouveau monarque. Ce choix est caractéristique. « En 1830, dit un contemporain, l'avènement de la bourgeoisie se manifeste par les actes de ses députés : celui, qu'ils proclament roi des Français, est son véritable représentant ; il en a les qualités, les défauts et les goûts (4) ».

Mais ce choix du nouveau roi, fait en quelques heures, semble conférer à Louis Philippe une royauté élective et précaire ou tout au moins marquée d'une apparence de

1. *Moniteur* du 7 août 1830, p. 862. col. 2.

2. C. F. *Le Constitutionnel* du 5 août 1830.

3. *Moniteur* du 7 août 1830, p. 861, col. 2.

4. Comte d'Alton-Shée, *op. cit.* tome 1<sup>er</sup> p. 250.

faiblesse par son humilité originelle. Aussi les hommes de ce temps se défendent-ils d'avoir choisi le roi. Ils ont accepté, disent-ils, l'homme qu'ils ne pouvaient pas ne pas prendre. Les journaux orléanistes, en de longues colonnes, démontrent, que Louis-Philippe est un Bourbon (1), et que même il descend plus directement du roi le plus populaire de l'ancienne France, Henri IV, que le dauphin Louis-Antoine ou le petit duc de Bordeaux.

Quoiqu'il en soit, le roi avait été choisi, et la constitution remaniée par les chambres. C'était un précédent dangereux ; car tout comme les chambres de 1830, celles de l'avenir pourraient se prétendre investies par la nécessité d'un pouvoir constituant illimité et retoucher à tout instant les assises de la société. Quelque hommes proposèrent de soumettre le choix du roi et la nouvelle constitution à la ratification du peuple.

Le 7 août M. Fleury de l'Orne demande, à la tribune de la chambre des députés, pour trancher l'importante question de l'élection d'un roi, que « le prince lieutenant général convoque de suite ou dans quelque temps, suivant qu'il le jugera à propos, les collèges électoraux,

1. Quelques jours auparavant, lorsqu'ils avaient investi le duc d'Orléans de la lieutenance générale, pour lui concilier les suffrages du peuple, ils avaient faussement déclaré que ce prince était un Valois et non pas un Bourbon. C. F. L. Blanc. *op. cit.*, t. 1, p. 357.

pour envoyer des députés ayant un mandat *ad hoc* (1)». M. de Corcelle présente un amendement dans le même sens à la même séance. Son amendement n'est pas même appuyé et par suite n'a pas les honneurs de la mise aux voix (2). Ne se tenant pas pour battu, M. de Corcelle à la séance du 11 août prête serment en ces termes : « sauf l'acceptation de la nation française, qui me paraît indispensable, et dont j'attends la manifestation aux prochaines élections, en attendant, je jure ». Ceci provoque un violent tumulte. Le président invite M. de Corcelle à exprimer ses véritables intentions. Aussi, après avoir rédigé son vote, le fait-il ainsi : « Convaincu que le consentement de la nation est indispensable, je fais des vœux pour qu'il soit manifesté dans le plus court délai. Je jure (3) ».

Un publiciste nommé Duran écrit une brochure intitulée : *Projet de sanction de la charte constitutionnelle ou complément de la révolution de 1830*. Il demande que la Charte nouvelle et la nomination du roi soient soumises à la sanction du *pouvoir constituant*. Mais c'est un timoré, qui n'ose reconnaître le pouvoir constituant, là où il se trouve réellement, c'est-à-dire dans le peuple. Il veut faire sanctionner les actes des chambres par un corps constituant composé de tous les électeurs des collèges électoraux de France

1. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, t. 63, p. 81, col. 1.

2. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, t. 63, p. 81, col. 1.

3. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, t. 63, p. 109, col. 1.

et de tous les notables compris dans la liste du jury, sur toute l'étendue du territoire (1). « A chaque assemblée d'électeurs et de jurés, dit-il, on posera les deux questions suivantes : 1° L'assemblée du département approuva-t-elle les changements apportés par les deux chambres à la Charte constitutionnelle ? 2° Approuve-t-elle la nomination du duc d'Orléans Philippe 1<sup>er</sup>, comme roi des Français (2) » ?

Sa sanction, demandée au peuple, eût été très probablement obtenue, car s'il n'avait aucune sympathie pour le gouvernement nouveau, il avait en revanche de l'antipathie pour Louis XVIII et son frère Charles X, auxquels il n'avait jamais pardonné les deux invasions de 1814 et 1815. Pour se débarrasser de la branche aînée, le peuple eût approuvé la nomination du duc d'Orléans comme roi. Solliciter la sanction populaire eut été d'une habile politique, car une certaine popularité aurait *auréolé* la nouvelle monarchie, et un gouvernement, quel qu'il soit, ne peut en faire fi.

Mais les doctrinaires du ministère provisoire, Guizot et le duc de Broglie ne voulaient en aucune façon entendre parler d'un plébiscite. « Quelques personnes dit l'historien de la Monarchie de Juillet, s'étaient demandées s'il ne conviendrait pas de provoquer une rati-

1. Duran. *Projet de sanction de la charte constitutionnelle ou complément de la révolution de 1830*. Foix 1830, brochure in-8, p. 5.

2. *Idem*, p. 8,

fication plébiscitaire, dont le succès eut été alors certain. Cet expédient fut écarté par une sorte de probité fière, comme n'étant, suivant la parole du duc de Broglie, que *méchante farce, ridicule simagrée, jonglerie méprisable* (1) ».

Dès le début de la Monarchie de Juillet, les doctrinaires semblaient ainsi chercher des causes, qui les rendissent impopulaires aux yeux des masses ; et Guizot pendant ses longues années de ministère saura accumuler sur sa tête, d'accord avec ses principes, la plus grande somme d'impopularité, qu'homme d'Etat ait jamais portée. Ce dédain de l'assentiment populaire, manifesté par le gouvernement de 1830, dès les premiers jours de son avènement au pouvoir, allait agrandir peu à peu le fossé creusé entre les classes dirigeantes et les masses populaires (2).

En 1848, le fossé sera devenu un abîme, seule la Révolution de Février pourra le combler.

## § 6.

Selon les démocrates et les légitimistes la Révolution de 1830, qui proclamait la souveraineté du peuple, devait logiquement en reconnaître les conséquences, et permettre à la nation de s'organiser à sa guise. Il n'en fut rien. Des chambres sans mandat avaient refait une constitution et choisi un roi. La nation se trouvait-

1. Thureau-Dangin. *op. cit.*, tome 1, p. 42.

2. Cf. Duvergier de Hauranne, *op. cit.*, tome, 1<sup>er</sup> préface, p. XII.

elle liée par des actes, qui n'étaient pas des siens, et qui n'étaient pas davantage faits avec son assentiment ? Pour les hommes des partis avancés, les actes des chambres étaient des *res inter alios actæ* et le peuple n'avait pas à en tenir compte (1).

Cette manière de raisonner est d'une logique gênante pour les partisans du régime nouveau. Aussi s'efforcent-ils de prouver la légitimité du Gouvernement de Juillet. Ils cherchent des preuves de tous côtés et finissent non sans peine par trouver quelque chose.

Tout d'abord, ils partent en guerre contre le plébiscite, et certes, ils ne sont pas tendres pour cette façon d'obtenir l'approbation de la nation. Ce qui s'était passé sous l'empire, il est vrai, justifiait leur rigueur. Tout ce que l'empereur avait daigné soumettre à la ratification des citoyens, avait été approuvé avec enthousiasme. Le plébiscite napoléonien fut d'une docilité constante aux volontés du despote. Dans un opuscule (2) publié pour justifier l'établissement de la monarchie orléaniste, Thiers s'écrie non sans raison : « Que veut-on ? Du papier, c'est-à-dire des délibérations d'assemblées primaires, ou des registres ouverts chez les notaires ? En vérité de telles jongleries ne sont pas de notre temps ».

Après avoir rompu quelques lances contre ce vieux souvenir, les Orléanistes nous apportent des faits de

1. Cf. M. E. Chavegrin. Cours cité. Ch. 2, 1<sup>re</sup> partie:

2. Thiers. *La Monarchie de 1830*. Paris, 1831, Chapitre IV.

ratification plus précis et plus probants.

Tout d'abord, ils trouvaient que la Charte de 1830 et la monarchie nouvelle étaient excellentes pour le pays. Les chambres, voyant les intérêts de la nation compromis par les ordonnances des Charles X, en avaient pris la gestion. Cette gestion avait été bonne et la nation n'avait plus qu'à reconnaître la validité des engagements de ses gérants (1). Cette pseudo-ratification du peuple, présentée comme la conséquence d'un quasi-contrat de gestion d'affaires (2), pouvait faire honneur à la subtilité des juristes, que les chambres comptaient alors en grand nombre. Toutefois, pour subtile qu'elle était, elle n'était pas des plus probantes.

Heureusement pour les Orléanistes ils peuvent invoquer d'autres faits. Talleyrand, qui venait de mettre son dévouement au service de Louis-Philippe, avec une désinvolture (3) égale à celle avec laquelle, en 1814, il l'avait mis au service de Louis XVIII, trouve

1. Cf. Pinheiro-Ferreira. *Cours de droit public*, Paris 1830-38, t. 3, 2<sup>e</sup> partie, section 2 (observations sur la charte constitutionnelle de France) p. 7.

2. Article 1375, *C. civ.* « Le maître, dont l'affaire a été bien administrée, doit remplir les engagements que le gérant a contractés en son nom.... »

3. « En 1830, Charles X venait d'imiter Napoléon, il s'était joué de la Charte, il l'avait lacérée. Eh bien, je crus pouvoir en sûreté de conscience, agir aux trois journées comme j'avais agi le 31 mars 1814 ; et encore dans cette circonstance, le parti que j'a-

une preuve de ratification populaire, qui sort de l'ordinaire banalité. « La chambre des députés, dit-il, consumma tous les actes, qui donnèrent à la France une nouvelle vie, en raison de *l'acceptation générale formulée par le fameux axiome: qui ne dit mot consent* » ! (1) C'est la justification facile de tous les coups d'État.

Dupin (2) Guizot (3) Thiers nous offrent à l'envi des faits probants de ratification nationale. Des *adresses*, disent-ils, des *députations* ont été envoyées à Louis-Philippe, de toutes les parties du territoire. « Il n'y a si petite commune, qui n'ait envoyé son maire, son capitaine ou son colonel de la garde nationale ». (4) *Quatre-vingt mille gardes nationaux* se sont levés, organisés, et équipés à leurs frais, pour défendre chacun chez eux le gouvernement du roi. Bien plus, des *impôts écrasants* ont été levés sur toute l'étendue du territoire et pas une plainte, pas un murmure ne s'est fait entendre. L'abolition de la conscription si bien accueillie au retour des Bourbons en 1814, n'a pas été réclamée après la révolution de juillet (5). Aussi doptai fut celui que prit la nation ». Talleyrand, *op. cit.*, tome IV, p. 236, 237.

1. Talleyrand, *op. cit.*, tome IV, p. 263-264.

2. Dupin, *La Révolution de 1830*, Paris 1835, p. 20 et 26.

3. Guizot, *op. cit.*, tome II, p. 24-25.

4. Thiers, *op. cit.*, chapitre IV.

5. La conscription avait en effet été rétablie indirectement par la loi Gouvion Saint-Cyr votée en 1818.

400 .000 hommes ont-ils répondu à l'appel du gouvernement pour se rendre sous les drapeaux? Tous les députés élus en 1831, conformément à la nouvelle loi électorale, sont rentrés au Palais-Bourbon, sans qu'aucun eût été chargé de protester contre le nouvel état de choses.

« Sur 30 millions de Français, dit le nivernais Dupin, combien peu, même aujourd'hui, savent lire! Mais tous savent crier *vive le Roi!* On ne peut pas nier que l'avènement de Louis-Philippe n'ait été salué partout des plus vives acclamations; et que les adhésions envoyées de tous les points du territoire n'aient consacré en sa faveur la plus évidente, et la plus complète ratification (1) ». Toutes ces acclamations ne sont-elles pas, elles aussi, une excellente preuve que la nation reconnaît le gouvernement nouveau.

On pourrait objecter que tous ces parlementaires, qui recherchent avec un soin minutieux les faits de ratification de la nation, sont sujets à caution. Ce sont en effet des Orléanistes convaincus et les hommes d'Etat les plus éminents de la Monarchie de Juillet. Un esprit malavisé pourrait même les accuser de plaider *pro domo*. Admettons qu'il n'en est rien et que le seul souci de la vérité dirige leurs recherches et préside à leurs affirmations! D'ailleurs nous avons un témoin oculaire, digne de foi à tous égards, c'est l'éphémère commandant général des gardes nationales du royaume: le général marquis de Lafayette. Dans une lettre

1. Dupin, *op. cit.* page 26.

datée du 26 novembre 1830 et adressée au comte de Survilliers, pseudonyme sous lequel se cachait l'ex-roi d'Espagne Joseph Bonaparte, il cite les faits rapportés plus haut par Thiers, Dupin et Guizot. « C'est en un mot, conclut-il, un faisceau d'adhésions non provoquées et indubitables, qui nous confirment de plus en plus que ce que nous avons fait est conforme à la volonté actuelle d'une très grande majorité du peuple français (1) ».

Peut-être Lafayette, qui, la république mise à part, préfère une monarchie constitutionnelle à tout autre régime politique, exagéra-t-il un peu ses convictions devant Joseph Bonaparte, prétendant possible à l'empire. Mais, malgré tout, sa lettre est caractéristique.

Le doctrinaire Guizot devait lui aussi apporter sa pierre à l'édifice laborieusement élevé par les Orléanistes avec leurs prétendus faits de ratification populaire. « L'adhésion de la France, en 1830, au gouvernement nouveau, dit-il, fut parfaitement libre, générale, et sincère; elle était beaucoup plus pressée de le voir établi que jalouse de le voter expressément, et nous obéîmes à son véritable désir comme à son intérêt bien entendu, en mettant sans complication ni délai une prompte fin à la révolution et un pouvoir régulier à la tête du pays (2) ».

1. Général Lafayette, *Mémoires, correspondances et manuscrits* publiés par sa famille. Paris 1837-38. Tome VI, p. 4 71.

2. Guizot, *op. cit.*, tome 2. p. 24-25.

Ne nous laissons pas prendre à cette sentencieuse affirmation de Guizot, pas plus qu'aux faits colligés et rapportés par Thiers, Dupin et même Lafayette. Ce sont évidemment des actes d'adhésion au régime nouveau. Mais le point essentiel, pour juger de leur valeur, est de savoir de qui ils émanent. Est-ce des 32 millions d'hommes qui peuplaient alors la France? Non! Ces 32 millions de Français, ce ne sont que les masses populaires, rejetées dans leur incapacité politique séculaire par la Restauration, et pieusement laissées dans cette situation inférieure par le gouvernement nouveau. Tous ces millions d'hommes servent uniquement à faire triompher les révolutions. Mais après la victoire, leur concours à la vie publique devient inutile et ils n'ont qu'à rentrer dans l'ombre. La nation censitaire seule (soit 80.000 électeurs avant la loi de 1831, et 180.000 après) joue un rôle politique en France. Et les ratifications avec lesquelles on essaie de nous éblouir, ne sont que l'expression de l'assentiment que les censitaires donnent aux actes accomplis. Aux yeux de la nation véritable, ces ratifications ne comptent pas; ce sont encore des *res inter alios actæ*, dont elle n'a que faire!

### CHAPITRE III (1)

#### Les modifications faites à la Charte en 1830 et les modifications annoncées.

1. — Les modifications faites à la Charte.
2. — Les modifications annoncées. L'article 69.
3. — L'article 68, al. 2 et la question de l'hérédité de la pairie.

#### § 1.

Nous avons vu, par l'étude des faits, quelle était l'œuvre des députés de 1830. Le 7 août, dans une séance de six heures, ils avaient modifié la Charte de 1814 et disposé du trône en faveur du duc d'Orléans, à condition qu'il jurât de respecter la constitution nouvelle. Toutefois la séance royale du 9 août rendit quelque prestige au roi et à la chambre des pairs.

Mais la prépondérance de la chambre des députés était encore trop évidente. Il fallait lui substituer une *égale coopération* des trois pouvoirs au travail consti-

1. C. f. Pour tous les développements de ce chapitre l'étude des modifications introduites dans la Charte, faite par M. E. Chavegrin *Cours cité*, chapitre II, 1<sup>re</sup> partie.

tutionnel. L'ordonnance royale du 14 août 1830, contenant le texte officiel (1) de la Charte, s'en chargea. Elle débute par ce préambule significatif : « Nous ordonnons que la Charte constitutionnelle de 1814, *telle qu'elle a été amendée par les deux Chambres le 7, et acceptée par Nous le 9*, sera de nouveau publiée ».

Cette phrase est rédigée avec une habileté consommée. Elle présente la Charte nouvelle, comme la continuation de la Charte de Louis XVIII, rajeunie et modifiée. Dès lors les changements qu'elle contient doivent avoir été réalisés légalement. Or la procédure légale de révision, admise sous la Restauration, était le concours des *trois facteurs de la loi* (2) : le roi et les deux chambres. C'est pourquoi la Charte nouvelle est présentée comme *amendée par les deux chambres le 7 août et acceptée le 9 par le roi*.

Pendant toute la durée de la Monarchie de Juillet, ceci sera la thèse officielle. Comme sous l'empire de

1. Cette nouvelle rédaction s'imposait « La combinaison de la charte de 1814 et de la déclaration du 7 août aurait été une cause perpétuelle de confusion et d'embarras dans la pratique. Mais la chambre ayant procédé par voie de suppression et de substitution expresse, en indiquant le n° des articles, il a été facile d'effectuer l'amalgame, que sa précipitation ne lui avait pas permis d'opérer elle-même. Tel est le but de l'ordonnance du 14 août 1830, contresignée Guizot, qui ordonne de publier de nouveau la Charte de 1814 amendée ». C. f. Berriat Saint-Prix, *op. cit.* p. 31-32.

2. C. f. supra pages 15 et 16.

la Charte octroyée, les changements constitutionnels ne pourront avoir lieu que par l'accord des trois facteurs de la loi, selon la voie législative ordinaire. Et cette thèse n'a rien d'irrationnel, puisque l'on admet, que la nouvelle monarchie n'est que la continuatrice plus moderne de celle qui vient de tomber.

Quels sont donc ces changements apportés par les chambres de 1830 à la Charte de 1814 et approuvés par le roi ? Pour la clarté de l'exposition et sa simplicité on peut les ranger sous trois chefs (1).

1° LES CHANGEMENTS RELATIFS AUX PRÉROGATIVES DU ROI ET DES CHAMBRES.

Le préambule (2) de l'ancienne Charte, renouant la chaîne des temps par dessus la révolution et l'empire, reconnaissait que le souverain pouvoir appartenait au prince. *Si veut le Roi, si veut la loi*, disait le vieil adage. La souveraineté de la nation, si hautement et si justement proclamée en 1789 par la Révolution Française, était rejetée dans l'ombre. Mais la Révolution de 1830, ayant triomphé grâce au peuple, il devenait difficile de conserver un tel préambule. Aussi fut-il supprimé, « selon le vœu et dans l'intérêt du peuple

1. C'est la division adoptée par M. E. Chavegrin, *cours cité*. Chapitre 2, 1<sup>re</sup> partie.

2. C. f. *suprà* p. 13, note 2.

français », sans être remplacé par un nouveau, qui aurait *explicitement* (1) proclamé la souveraineté de la nation.

L'article 14, qui avait permis à Charles X de violer la Charte par les ordonnances du 25 juillet 1830, fut remplacé par un texte moins dangereux, l'article 13. A la disposition antérieure, qui permettait au roi de prendre « toutes les mesures nécessaires à la sûreté de l'Etat », on substitua la suivante : « Le roi... fait les règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois *sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles mêmes, ni dispenser de leur exécution* (2) ».

Sous la Restauration, conformément à la Charte de 1814, l'initiative des lois n'appartenait qu'au roi. Par l'usage, il est vrai, les chambres avaient obtenu une quasi-initiative. La nouvelle charte dispose dans son article 15, alinéa 1 : « La proposition des lois appartient au roi, à la chambre des pairs et à la chambre des députés ».

1. M. Persil proposa d'emprunter à la constitution de 1791 les articles suivants : « La souveraineté appartient à la nation ; elle est inaliénable et imprescriptible. La nation, de qui seule émanent tous les pouvoirs, ne peut les exercer que par délégation ». La consécration du principe de la souveraineté du peuple aurait été incontestable. Dupin fit échouer cette proposition en la prétendant sans objet. C. f. F. Berriat Saint-Prix, *op. cit.* p. 11.

2. C. f. *infra*, p. 121.

2° CHANGEMENTS RELATIFS AUX LIBERTÉS DES CITOYENS.

L'article 6 de la Charte de 1814 proclamait que « la religion catholique était la religion de l'Etat ». La nouvelle monarchie, créée par la bourgeoisie libérale, devait professer comme elle un *indifférentisme* (1) très voltairien, en haine de la Congrégation, qui avait dominé le règne précédent. Il n'y eut plus de religion d'Etat. Toutefois on n'osa pas mettre la religion catholique exactement sur le même pied que les autres cultes, et pour ménager les susceptibilités de ses adeptes, et leur faire accepter plus facilement le gouvernement nouveau, on consentit à reconnaître « qu'elle était professée par la majorité des Français ».

Pendant toute la Restauration la liberté de la presse avait été dans une situation des plus précaires. Parfois des lois draconiennes avaient failli la faire passer à l'état de souvenir. La censure avait été de tout temps fort tracassière et tout particulièrement sous Charles X. Il était notamment devenu impossible de mal parler de la grande propriété, sous prétexte qu'elle était le plus ferme soutien de la monarchie. Avec Louis-Philippe tout devait changer. Pendant toute la durée de la Restauration, son salon avait été le rendez-vous des hommes de lettres, des penseurs, des libéraux. Il était

1. C. f. S. Bérard, *op. cit.*, p. 242.

difficile à son avènement de renier ces attaches et de maintenir pour la presse le régime de compression antérieure. Ce ne fut pas non plus le désir des auteurs de la Charte nouvelle, qui donnèrent à l'article 7, cette rédaction : « Les Français ont droit de publier et de faire imprimer leurs opinions, en se conformant aux lois. *La censure ne pourra jamais être rétablie* ».

3<sup>e</sup> MODIFICATIONS APPORTÉES AU RECRUTEMENT OU A  
L'ORGANISATION DES CHAMBRES.

Antérieurement il fallait 40 ans pour être éligible et 30 pour être électeur. L'article 32 abaisse l'éligibilité à 30 ans et l'article 34 confère l'électorat dès l'âge de 25 ans. Beaucoup d'autres questions attiraient encore l'attention des auteurs de la Charte. Mais elles étaient délicates et il fallait les résoudre seulement après mûr examen. D'autre part, les hommes de 1830 voulaient donner le plus rapidement possible une constitution à la France, pour mettre fin à la crise révolutionnaire (1). Dans ce but ils prirent le sage parti de réserver les questions les plus importantes. Tel fut le cas de l'élection des députés et de l'hérédité de la pairie.

§ 2.

Toutes les lois, que la chambre des députés annonçait dans la troisième partie de sa déclaration, furent

1. Cf. Louis Blanc, *op. cit.* tome 1<sup>er</sup> pages 435-436.

placées dans la publication officielle du 14 août, sous l'article 69 (1), ainsi conçu. « Il sera pourvu successivement, *par des lois séparées*, dans le plus court délai possible, aux objets qui suivent :

1° L'application du jury aux délits de la presse et aux délits politiques.

2° La responsabilité des ministres et des autres agents du pouvoir.

3° La réélection des ministres et des députés promus à des fonctions publiques salariées.

4° Le vote annuel du contingent de l'armée.

5° L'organisation de la garde nationale avec intervention des gardes nationaux dans le choix de leurs officiers.

6° Des dispositions qui assurent d'une manière légale l'état des officiers de tout grade de terre et de mer.

7° Des institutions départementales et municipales fondées sur un système électif.

8° L'instruction publique et la liberté de l'enseignement.

9° L'abolition du double vote et la fixation des conditions électorales et d'éligibilité. »

Pour faire toute cette série de lois la Charte reconnaissait formellement la compétence du législateur. Lui reconnaissait-elle par là même le pouvoir constituant ? Nullement, car légiférer sur ces points n'avait

1. Cf. F. Berriat Saint-Prix, *op. cit.* pages 458 et ss.

rien de constitutionnel. Parmi eux, les uns ne figuraient ni dans la Charte de 1814 ni dans celle de 1830. Les autres, comme les conditions de l'électorat et de l'éligibilité, visées par le n° 9 figuraient bien dans la Charte de 1814, mais ils avaient disparu de celle de 1830. Par suite, ce n'étaient plus des matières constitutionnelles, mais des matières simplement législatives. C'est pourquoi nous n'avons pas à insister sur les lois séparées, annoncées par l'article 69.

### § 3.

Toutes ces lois séparées promises par l'article 69, faisaient partie des revendications de la bourgeoisie de 1830. Elles étaient, pour la plupart annoncées dans la proclamation qu'avaient lancée les députés réunis à Paris le 31 juillet. (1)

Un autre vœu, ardemment formulé pendant les journées révolutionnaires, était celui de l'abolition de l'hérédité de la pairie.

Des hommes des partis avancés avaient eu un moment l'idée de se porter en armes au palais du Luxembourg, pour en chasser les pairs et en sceller les portes. Le 7 août pourtant la chambre des députés se contenta d'annuler les nominations de pairs faites par Charles X. Elle n'osa pas se prononcer sur la question principale, celle de l'hérédité de la pairie.

1. Louis Blanc, *op. cit.*, tome, 1 p. 242 et ss.

rie ; elle en réserva l'examen à la session de 1831 (article 68, alinéa 2.)

Cette question de l'hérédité de la pairie, est fort importante pour nous, car c'est une des rares manifestations du pouvoir constituant sous la Monarchie de Juillet. Pour cette raison et à cause des développements qu'elle comporte nous croyons devoir lui consacrer tout un chapitre : ce sera le suivant.

## CHAPITRE IV.

### La question de l'Hérédité de la Pairie

1. — Le ministère Casimir-Périer. Les élections de 1831.  
L'article 68. al. 2 de la Charte et l'hérédité de la pairie devant l'opinion.
2. — Quelle procédure sera suivie dans l'examen de l'article 23?  
— La proposition Salverte. — Le projet Casimir-Périer.
3. — Les partisans d'une réforme faite par les trois facteurs de la loi, selon la voie législative ordinaire. Leurs arguments.
4. — Les partisans de la chambre des députés constituante.  
— Leurs arguments.
5. — Royer-Collard et la raison. — Les Censitaires ne sont pas la nation. — De Cormenin et la souveraineté du peuple.
6. — La campagne de presse pour et contre l'hérédité faite par les divers journaux.
7. — Le projet voté par les députés sera porté devant les pairs.  
— L'ordonnance du 19 novembre 1831.
8. — Les débats devant les pairs. — Le vote.
9. — Comment la réforme de la pairie s'est-elle effectuée?  
L'Avenir de la chambre haute.

#### § 1.

Le premier ministère constitué par Louis-Philippe (11 août-2 novembre 1830) renferme des membres des différents partis, qui ont pris part à la révolution contre Charles X. Les avancés y sont représentés par

Dupont de l'Eure et Laffitte ; les doctrinaires par le duc de Broglie, Guizot, Casimir-Périer ; à côté d'eux on trouve encore un ancien ministre de la Restauration : le baron Louis, et d'anciens fonctionnaires ou généraux de l'empire : les comtes Molé, Gérard, et Sébastiani. Leur rôle principal fut de rétablir l'ordre, si ardemment réclamé par la classe, qui arrivait au pouvoir.

Le 2 novembre une scission se produit dans ce ministère composite ; les doctrinaires se retirent. Laffitte reste président du conseil. Mais sa politique dite *du mouvement* n'a pas les sympathies royales. Usé lentement, le ministère Laffitte se retire en mars 1831.

Sa succession est recueillie par un ministère *derésistance* avec Casimir-Périer, comme président du Conseil. Dès son arrivée aux affaires, ce ministère fait voter une des lois séparées, annoncées par l'article 69 (1) de la Charte. Cette loi, promulguée le 19 Avril 1831, abolit le double vote et fixe les conditions électorales et d'éligibilité. Entre autres mérites, elle a celui d'élargir quelque peu le corps électoral, qui passe de 80.000 à 200.000 membres.

Mais parmi les réformes accomplies sous le ministère Casimir-Périer, celle de la pairie domine toutes les autres. Nous avons vu la Charte stipuler impérativement dans son article 68. al. 2 que *l'article 23 de la Charte sera soumis à nouvel examen*

1. C. f. *supra*.. p. 74.

*dans la session de 1831.* C'est une difficulté impossible à éluder. Casimir-Périer et les doctrinaires le comprennent malgré leur répugnance à mettre la question de l'hérédité des pairs sur le tapis. Pour obtenir le vœu du pays, la chambre des députés est dissoute et renvoyée devant les collèges électoraux, élargis par la loi du 19 Avril 1831. Les élections vont avoir lieu selon les formes et les conditions établies par cette loi.

Les journaux de tous les partis s'efforcent de faire de la question de l'hérédité de la pairie la grande plateforme sur laquelle auront lieu les élections dans tout le pays. Et de fait, beaucoup de collèges électoraux se croient le droit de donner à leurs élus un mandat formel, en ce qui concerne l'hérédité de la chambre haute.

Le pays censitaire, très généralement se montre hostile aux pairs. Il ne pardonnait pas à ces grands seigneurs, l'inertie qu'ils avaient eue pendant les journées de juillet. Il pensait que cette attitude était l'expression d'une hostilité polie à l'avènement du nouveau régime. Dès lors les électeurs ne pouvaient faire autrement que de répondre, à ce qu'ils croyaient une hostilité sourde contre leur gouvernement, par une hostilité déclarée. Telle est d'ailleurs la coutume des majorités.

Les chambres furent assemblées en juillet. Le 24, jour de la séance royale, Louis Philippe, dans son

discours d'ouverture, assure les chambres que l'ordre sera protégé et la liberté garantie, et annonce qu'il a fait préparer divers projets de loi pour consolider de plus en plus la monarchie constitutionnelle. Le plus important de tous est mis en vedette par le royal orateur. « Vous reconnaîtrez, je l'espère, dans celui qui a pour objet la décision d'une grande question constitutionnelle réservée par la Charte à l'examen des chambres, que je cherche toujours à mettre nos institutions en harmonie avec les intérêts et les vœux de la nation, éclairés par l'expérience et mûris par le temps (1). »

Le moment est venu de faire ce que, par prudence peut-être, et par hâte certainement, les hommes de 1830 n'ont pas voulu faire : Il faut trancher la délicate question de l'hérédité des pairs.

Pouvait-on préjuger le résultat des débats qui allaient s'ouvrir ? La question était complexe. La pairie avait su se créer des adversaires déclarés et susciter dans le pays des haines formidables. Il y avait à cela deux principales raisons : d'une part la chambre des pairs était le plus grand corps de l'Etat, de l'autre, elle héritait de l'impopularité de sa devancière (2) qui s'était parfois montrée par trop docile aux volontés du prince. Cela avait suffi à éveiller l'animadversion de bien des gens.

Les adversaires de la pairie se recrutaient un peu

1. *Moniteur* du 24 juillet 1831.

2. Le Sénat conservateur de l'Empire.

dans tous les camps. Les démocrates, à cause de leur compréhension de la vie politique, ne pouvaient admettre une puissance, dont la nation n'était pas la source. Beaucoup d'Orléanistes étaient hostiles à la pairie à cause de son attitude passive de 1830. Les pairs en effet avaient vu sans enthousiasme s'établir le Gouvernement de Juillet.

Les libéraux étaient hostiles aux pairs à titre de réciprocité. Mais ils ne pouvaient guère établir que les pairs étaient des ennemis de leur gouvernement, sinon par application de l'aphorisme millénaire : *Quiconque n'est pas avec nous est contre nous.*

Les bonapartistes voulaient un sénat viager. Si on leur objectait que Napoléon à son retour de l'île d'Elbe avait créé une pairie héréditaire, ils répondaient qu'il ne l'avait fait que contraint et forcé par les circonstances et que toutes ses sympathies allaient à son ancien sénat conservateur. D'ailleurs la pairie avait à leurs yeux le tort de rappeler la restauration des Bourbons et ils n'étaient nullement fâchés de la voir amoindrir par la perte de son hérédité.

Les légitimistes, par leurs principes, étaient les défenseurs d'une pairie héréditaire. Mais encore fallait-il que cette pairie fût un des soutiens de la monarchie légitime et héréditaire. Charles X banni du royaume, la monarchie de Louis-Philippe leur paraissait être une monarchie élective ; et avec un tel régime, où le roi n'était pas roi par sa naissance, la pairie ne pouvait

pas être héréditaire sans atteinte à la logique des institutions. A une monarchie élective, il fallait une pairie viagère, sans quoi le roi n'eût été qu'un petit personnage à côté des grands seigneurs de la chambre haute. Ajoutons qu'ils désiraient voir disparaître l'hérédité des pairs, pour une raison plus terre à terre. Ils savaient pertinemment que, privée de l'hérédité, la pairie était une institution finie. Tout comme le sénat avili de Napoléon, elle serait un jouet aux mains du chef de l'Etat, et n'ayant aucune force par elle-même, elle serait incapable de soutenir le trône de Louis-Philippe.

D'après les tendances de ces opinions divergentes, si on ne pouvait encore affirmer que la pairie perdrait l'hérédité, on pouvait être sûr que l'examen auquel on allait se livrer au cours de la session de 1831, introduirait des modifications dans la chambre haute et des modifications, qui ne seraient pas à son avantage.

## § 2.

Dès le premier abord l'examen de l'article 23 de la Charte imposé à la session de 1831 par l'article 68, al. 2 soulevait une question épineuse et sa solution dans un sens ou dans l'autre pouvait être grosse de conséquences. Quelle procédure allait-on suivre ?

Pour une simple loi il n'y a pas d'hésitation possible. La Charte dispose expressément que *la puissance législative s'exerce collectivement par le Roi, la Cham-*

*bre des pairs et la Chambre des députés* (1). Mais ici il s'agit d'examiner un article de la Charte « en vertu d'une délégation du pouvoir constituant (2) ». Comment va-t-on procéder ? Qui va être investi du pouvoir constituant ? La chambre des députés reprenant les errements de sa devancière de 1830, va-t-elle déclarer que ce pouvoir lui appartient par la délégation qui lui en a été faite, et trancher avec la sécurité de l'omnipotence les trois questions (3) incluses en l'article 23 soumis à la révision ? Si la chambre des députés se déclare constituante, le roi et les pairs sont mis hors du débat. Par suite le ministère ne peut, au nom du roi, déposer un projet de loi relatif à l'examen en question. La chambre élective seule a le droit de prendre cette initiative.

C'est pourquoi, le 9 août, M. Eusèbe Salverte dépose sur le bureau de la chambre des députés une proposition de loi (4) relative à la révision de l'article 23 de la Charte constitutionnelle. Le 17 août M. Salverte est appelé par l'ordre du jour à développer sa proposition. Il demande

1. *Charte du 14 août 1830*, article 14. *Collection Duvergier*, tome 30, pages 181 et s.s.

2. C. F. Berriat Saint-Prix, *op. cit.*, p. 170.

3. Ces trois questions étaient les suivantes :

α. — Par qui les pairs seront-ils nommés ?

β. — Leur nombre sera-t-il limité ou non ?

γ. — Seront-ils viagers ou héréditaires ?

4. *Archives parlementaires*. 2<sup>e</sup> série, tome 69, page 62.

le remplacement de la chambre haute par un Sénat composé de membres viagers. Les deux tiers en seront élus par les mêmes électeurs que les députés. Le dernier tiers est réservé à la nomination du roi, qui peut laisser vaquer jusqu'à un tiers des places qu'il a le droit de conférer. Mais ce n'est pas tout que de proposer des changements constitutionnels, il faut avoir le droit de les accomplir. Avec une belle franchise M. Salverte aborde la question du pouvoir constituant. Il nie que chez nous le Parlement soit tout, comme il l'est chez nos voisins d'Outre-Manche (1). Il n'y a qu'un seul et unique titulaire de la souveraineté : c'est la nation. Comment la nation manifeste-t-elle ses opinions ? Par la chambre élective, qui est son organe naturel, attendu que les renouvellements périodiques qu'elle subit lui permettent de rester en communion d'idées avec la majorité du pays.

Il repousse énergiquement l'idée de faire participer les pairs (2) à l'examen de l'article 23. La chambre haute n'a reçu de pouvoirs à cet effet ni de la nation,

1. « Entraînés par l'imitation du langage parlementaire de nos voisins, nous parlons des trois pouvoirs, qui composent notre législature ; c'est à tort : la couronne héréditaire, la chambre inamovible et la chambre élective ne sont point des pouvoirs en France, mais des institutions créées par le pouvoir unique dont toute autorité doit émaner, la souveraineté nationale ». *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 69, p. 287, col. 1.

2. *Idem.* tome 69, p. 290.

dont elle n'émane point, ni de l'opinion publique, qui lui est hostile; elle n'en possède pas davantage par son origine, c'est-à-dire la Charte octroyée, qui est tombée avec branche aînée. Si M. Salverte ne repousse pas en termes exprès la participation du trône, logiquement il semble que le roi doit rester hors du débat. Sa proposition a même pour but d'éviter que le gouvernement ne prenne l'initiative d'un projet de révision de l'article 23 de la Charte.

Seule la chambre des députés a donc qualité pour décider du sort de la pairie « Messieurs l'acte, dont la France attend de vous l'accomplissement, est d'un ordre supérieur aux fonctions qui sont communément dévolues à cette chambre. Il est de nature à ne se renouveler jamais; il constitue une mission spéciale dont seuls vous pouvez être chargés... Mandataires de la nation, c'est à vous de déclarer ce que veut la nation » (1).

Soutenue par M. de Brigode (2), la proposition de M. Salverte fut ardemment combattue par MM. Devaux (du Cher) (3), André (du Haut-Rhin) (4) et Thiers comme inconstitutionnelle. « Il y a, dit ce dernier, dans le projet un caractère d'inconstitutionnalité flagrant ! car la Charte ne nous a réservé que l'examen

1. *Archives parlementaires*, tome 69, p. 290-291.

2. *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 69, p. 292.

3. *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 69, p. 291.

4. *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 69, p. 294.

d'un seul article, de l'article 23. Or on vient demander la suppression de 10 articles de la Charte qui ont rapport à la pairie (1) ».

Et cette critique était exacte. La proposition Salverte dans le but de substituer un Sénat viager à la pairie ne se bornait pas à modifier l'unique article 23. Mais la grande raison, pour laquelle Thiers, André et Devaux l'attaquaient, était autre ; c'était pour empêcher la chambre des députés de s'ériger en assemblée constituante. Leur éloquence ou bien plutôt les mêmes vues, partagées par la majorité orléaniste, empêchèrent que la proposition Salverte fut même prise en considération. C'était un premier échec à la thèse de la chambre des députés détentrice unique du pouvoir constituant par délégation de son omnipotente devancière.

La proposition Salverte eut un effet autre. Elle poussa le ministère à présenter plus tôt un projet de révision de l'article 23, afin d'éviter de voir mettre en doute le droit d'initiative de la couronne en pareille matière. Le 27 août, le président du conseil, Casimir-Périer, présentait enfin aux députés le projet, si longtemps attendu par le pays, si impatiemment demandé par la presse des partis avancés (2). Dans son exposé

1. *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 69, p. 295.

2. En voici le texte. Article unique destiné à remplacer l'article 23 de la Charte. « La nomination des membres de la chambre des pairs appartient au roi. Leur nombre est illimité. La dignité de pair est conférée à vie, elle n'est pas transmissible héréditai-

des motifs, il insiste sur les vœux émis par la nation au cours des élections générales, qui viennent d'avoir lieu. Il reconnaît que maint collège de France s'est prononcé formellement contre le principe essentiel de la pairie, contre son hérédité. Il montre que l'examen de l'article 23 soulève trois questions : celle de la nomination, celle du nombre et enfin celle l'hérédité des pairs. Sur cette dernière question, dominant ses propres opinions, il expose les vues du gouvernement : « Nous vous proposons, comme ministres chargés de recueillir les vœux publics et d'y satisfaire en tout ce qui n'est pas contraire à justice ; nous vous proposons, comme dépositaires des intérêts d'ordre public... de déclarer que la pairie cesse d'être héréditaire ». Cette déclaration produit une sensation profonde dans l'Assemblée. Casimir-Périer annonce également que la réforme, présentement soumise à la chambre des députés, va être faite par les trois pouvoirs, c'est-à-dire selon la voie législative (1).

Avant de passer à la discussion du projet Casimir-

rement. Toutes les dispositions contraires sont et demeurent abrogées. Le présent article pourra être modifié à l'avenir. Néanmoins, aucune proposition à cet effet, ne sera soumise à l'examen d'une législature qu'autant que la législature précédente la lui aura déferée ». *Archives parlementaires*. 2<sup>e</sup> série, tome 69, p. 415, col. 1.

1. Exposé des motifs du projet de Casimir-Périer. *Archives parlementaires*. 2<sup>e</sup> série tome 69, p. 410 à 415.

Périer sur la révision de l'article 23 de la Charte, la chambre, selon l'usage habituel, le renvoie à l'examen d'une commission (1).

§ 3.

Le 17 septembre 1831 la discussion générale s'ouvre devant la chambre des députés par le magistral rapport de M. Béranger. Il s'attaque dès les premiers mots à la dévolution du pouvoir constituant à la *seule* chambre élective. Il rappelle les faits, qui ont eu lieu en 1830. Par eux il montre que la Charte est l'œuvre des deux chambres. Qu'on ne lui objecte pas l'apparente opposition des articles 68 et 69 ; elle ne prouve rien ! Au contraire le préambule de l'édition officielle de la Charte établit d'une manière décisive que la chambre des pairs a pris part à la réfection de la Constitution. Si on a accordé à cette chambre en 1830 une part de l'autorité constituante, de quel droit la lui refuser en 1831 ? « La chambre des pairs, qui a participé à la révision de la Charte, aurait-elle perdu le pouvoir de réviser celle des dispositions de cet acte, dont elle a elle-même concouru à réserver l'examen à cette session ? On ne saurait le penser » (2).

1. La commission fut composée de MM. Viennet, Devaux, Béranger, Daunou, Lherbette, Guizot, Kératry, Ganneron et de Schonen. *Archives parlementaires*, tome 69 p. 427.

2. *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 69, p. 726.

Mais ce n'est pas tout. « Si l'autorité des faits pouvait paraître insuffisante à quelques esprits, il est des considérations élevées, qui viennent ajouter à leur valeur » (1). Le rapporteur se lance alors dans le droit public le plus théorique. Il se demande ce qu'est le pouvoir constituant, qui a le droit de l'exercer et quelle est sa nature. Sur toutes ces questions il s'efforce de donner des idées claires et nettes à ses collègues. Mais sa tentative, pour louable qu'elle soit, n'est pas des plus satisfaisantes. L'explication du pouvoir constituant est difficile, quand on ne veut pas en reconnaître la possession au titulaire de la souveraineté, à la nation. Aussi M. Bérenger, cherchant ailleurs, déclare que le pouvoir constituant se cache avec mystère. Il trouve enfin que « ce pouvoir n'est autre chose que celui qui surgit de la nécessité. Cette nécessité devient une loi » (2). Adoptée à la lettre une telle définition peut justifier toutes les usurpations, mais son auteur a bien garde de s'en apercevoir. Poussés par la nécessité, ce sont les grands corps de l'Etat, qui se sont emparés du pouvoir constituant et ils n'en ont usé que *selon le vœu public*.

M. Bérenger explique encore la nature du pouvoir constituant. « Il serait difficile de concevoir ce pouvoir autrement qu'instantané, subit, né avec les circonstances, finissant avec elles. Sa nature est encore

1. *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, t. 69, page 726.

2. *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 69, p. 726.

d'être indivisible. Il n'est pas susceptible de délégation. Il n'est pas davantage une émanation d'un autre pouvoir constituant ». (1) De ces prémisses l'orateur tire d'habiles conclusions pour étayer sa thèse. Selon lui, l'acte constitutionnel du 7 août a été voté par un pouvoir constituant, dont la brève durée a commencé et fini avec la nécessité. La chambre des pairs et celle des députés « qui s'en sont saisiés simultanément, ont travaillé en commun à un acte indivisible de sa nature ». Supposons un moment que le pouvoir constituant ait appartenu à la seule chambre des députés, en 1830; est-ce une raison pour que la chambre de 1831 l'ait encore ? « On ne saurait admettre que cette chambre ait pu se réserver le même pouvoir, pour plus tard en faire usage elle-même, ou qu'elle ait pu le déléguer à une autre chambre, comme émanation de sa propre puissance » (2).

Ayant ainsi établi sa thèse, M. Béranger n'est pas encore satisfait. En bon dialecticien, il lui faut attaquer la thèse adverse. Tout naturellement il la prend par son côté faible. « La première conséquence de la doctrine contraire serait que le roi lui-même ne pourrait être appelé à concourir à la révision de l'article 23 de la Charte, car il n'est aucun argument contre la participation de la chambre des pairs, qui ne puisse être

1. *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 69, p. 726-727.

2. *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 69, p. 727.

fait avec bien plus d'avantage contre celle de la couronne (1) ». Et ceci est parfaitement juste. C'est un coup droit à la thèse des démocrates ; n'ayant pu le parer, elle ne s'en relèvera pas.

Bien plus, refuser le pouvoir constituant à la chambre des pairs, c'est faire naître l'idée d'examiner si la chambre des députés de 1830 le possédait bien elle-même. Le discuter, c'est le nier en partie. Refuser le pouvoir constituant à la chambre de 1830, c'est à *fortiori* le refuser à celle de 1831. « Déjà quelques esprits n'ont pas reculé devant le danger de le mettre en discussion et de même que toute pensée favorable au *désordre*, quelle que soit la bonne foi avec laquelle on l'exprime, trouve des partisans de trouble empressés à l'accueillir, de même on a vu les organes des opinions les plus contraires entrer évidemment dans cette voie, comme moyen d'arriver plus sûrement à une révolution nouvelle (2). » Faire surgir la perspective de nouveaux troubles, c'est plus qu'il n'en faut pour liguer les hommes de 1830 contre une thèse aussi subversive. Cette tirade du rapporteur fait plus pour rallier à sa thèse la majorité de la chambre que tous les arguments de principes.

M. Bérenger fait connaître enfin les travaux de la commission (3). A une voix de majorité, elle a voté la

1. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 69, p. 727.

2. *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 69, p. 727.

3. *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 69, p. 727 à 738.

suppression de l'hérédité de la pairie. Le rapporteur fait partie de la minorité. Tout comme Casimir Périer, il est partisan du maintien de l'hérédité, mais il le déclare franchement, tandis que le hautain président du conseil, par une subtilité indigne de son caractère, se retranche derrière le vœu du pays pour demander la suppression de l'hérédité, avec l'arrière-pensée toute-fois qu'elle ne sera pas votée.

La thèse soutenue par le rapporteur fut reprise, avec plus ou moins de variantes, par nombre de députés, au cours des longs débats soulevés par l'examen de l'article 23 de la Charte. Citons entre autre MM. Chalret-Durieu (1), André (du Haut-Rhin), (2), de Rémusat (3), et Enouf (4).

M. Chalret-Durieu apporte quelques arguments nouveaux. Il s'appuie notamment sur l'interprétation du mot *session* pour établir la nécessité de la participation des pairs à l'examen de l'article 23. La Charte de 1830 renvoie la révision de cet article à la *session* de 1831 ; et dans ce mot *session* sont comprises les deux chambres.

Partisan du maintien de l'hérédité, l'orateur s'attaque à ces mandats dont a parlé le président du conseil. « Nous ne sommes pas, dit-il, les députés des élec-

1. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 70, p. 236 et ss.
2. *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 70, p. 393.
3. *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 70, p. 437 à 442.
4. *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 70, p. 487 et ss.

teurs ; nous sommes les députés de la France. Nous ne représentons pas seulement les Français payant 200 francs et plus de contributions, qui forment une masse de cent et quelques mille individus, nous représentons les 32 millions d'hommes, qui forment notre population ; c'est dans cet intérêt général que nous siégeons ici, que nous délibérons (1) ». Selon M. Chalret-Durieu et selon les principes constitutionnels de la France moderne, les électeurs n'ont pu donner à leurs élus le mandat impératif de voter pour ou contre l'hérédité de la pairie. Mais l'orateur oublie de reconnaître, qu'ils ont eu raison d'indiquer à leurs députés, quels étaient *leurs vœux*.

Les hommes politiques de ce temps sont constamment tournés vers l'exemple de la libre Angleterre. C'est d'elle, disent-ils, que nous vient le régime représentatif. Louis XVIII, ce prince éclairé, après avoir vécu longtemps dans ce pays, après en avoir compris et admiré les institutions a cru faire le bonheur de la France, en les lui donnant en 1814. Faisons donc ce qui a lieu si simplement en Angleterre : reconnaissons l'omnipotence parlementaire. « Chez un peuple voisin de qui nous tenons notre système parlementaire, déclare M. Chalret-Durieu, il est admis comme principe incontestable, que le roi et les deux Chambres ont le droit de modifier de concert les statuts constitutionnels, d'après le principe de la délégation virtuelle de

1. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, t. 70, p. 236, 2<sup>e</sup> colonne.

la souveraineté à eux implicitement faite par la nation (1) ». Un autre orateur abjure ses collègues de renoncer aux assemblées constituantes pour admettre chez nous ce que les révolutions du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle ont fait reconnaître en Angleterre : « le droit suprême de constituer uni à la puissance législative, et résidant dans le concours libre des deux Chambres et du roi (2) ».

§ 4.

La thèse adverse ne devait pas être soutenue avec moins d'ampleur, ni de talent, par les orateurs de l'opposition, et par tous ceux qui voulaient à tout prix obtenir la suppression de l'hérédité. Parmi les nombreux députés, qui prirent la parole pour demander, que la chambre haute fût exclue des débats, nous trouvons MM. E. Salverte, Thouvenel, Lherbette, Audry de Puyraveau, le général de Thiard, Marchal, Tardieu, Lafayette, Charamaule, Odilon Barrot, Mauguin. Voyons leurs arguments.

Avant toute autre chose, les parlementaires, qui demandent que la chambre des députés se déclare seule constituante, s'appuient sur les précédents.

1. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, t. 70, p. 236.

2. *Idem*, 2<sup>e</sup> série, discours de M. Enouf, t. 70, p. 487, 488.

Pour la plupart, membres des partis avancés, ces hommes n'ont nulle répugnance à placer la souveraineté là où elle se trouve réellement. « Après nos glorieuses et fécondes journées de juillet, déclare Lafayette, il ne restait rien debout que la souveraineté nationale et le peuple vainqueur (1) ». En 1830, cette nation a-t-elle fait expressément usage de sa souveraineté ? Non, mais elle a permis aux quelques députés réunis à Paris le 7 août de réviser la Charte *au mieux de ses intérêts*, et d'appeler au trône *selon son vœu* un roi citoyen. Cette chambre aurait pu trancher la question de l'hérédité de la pairie, tout comme elle venait d'invalider 93 paires, qui avaient été nommés par Charles X. Elle préféra remettre l'examen de cette question à la session de 1831.

Cette question constitutionnelle va-t-elle être tranchée comme une question simplement législative par le roi d'accord avec les deux chambres ? Nullement. Les partis de gauche ne peuvent souffrir chez nous l'omnipotence du Parlement d'Angleterre, qui a le tort, tout en la reconnaissant, d'annihiler la volonté nationale. Qui exercera donc le pouvoir constituant pour réviser l'article 23 de la Charte ? Ce sera le corps politique, qui l'a exercé déjà en 1830, ce sera la chambre élective. Et ceci, parce que sa devancière a légué, et légué à la *seule* chambre des députés de 1831, le pouvoir et le devoir de compléter sa tâche.

1. Archives parlementaires, 2<sup>e</sup> série, t. 70, p. 402.

Mais il n'y a pas que les précédents qui viennent militer en faveur du pouvoir constituant de la chambre des députés. Puisque nous reconnaissons le dogme de la souveraineté nationale, nous devons admettre qu'elle exerce ses pouvoirs par délégation. Quel est son délégué? La chambre élective, parce qu'elle a une origine populaire, parce que ses membres ont reçu de leurs commettants mission (1) de réviser l'article 23 de la Charte dans un sens donné : celui réclamé par le vœu du pays.

Si vous n'admettez pas que seule la chambre des députés doit examiner l'article 23, quel singulier monument constitutionnel vous élevez à la France. Le piédestal est l'œuvre d'un pouvoir unique ; le sommet sera l'œuvre de trois pouvoirs différents. « N'est-il pas aussi rationnel que politique, que tous les articles d'une constitution aient une semblable origine et dérivent du pouvoir qui émane le plus directement de la nation (2) ». Pour la solidité de la constitution, pour le rétablissement infrangible de l'Ordre, que vous avez tant à cœur, reconnaissez qu'il est de toute nécessité de laisser achever l'Acte de 1830 par la chambre qui l'a si bien commencé.

On nous objecte également, (et c'est le président du

1. Cf. discours de M. Thouvenel, *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 70, p. 243, et discours de M. Charamaule, même tome, p. 407 à 414.

2. Discours de M. Thouvenel, *idem*, p. 243.

conseil (1), qui a donné l'exemple), que l'article 68, al. 2 a renvoyé l'article 23 de la Charte à un nouvel examen dans la *session* de 1831. Par le mot *session*, on prétend qu'il faut entendre la réunion légale du roi et des deux chambres. C'est une affirmation, ce n'est pas une preuve. A cette affirmation, nous répondons par une autre, et nous disons que le terme *session* « est seulement expressif de la durée et non de la nature de la législature ». (2)

Nous pouvons invoquer, nous aussi des arguments de droit. C'est par exemple, un vieil axiome juridique, que *nul ne peut être juge et partie*. Appeler les pairs à se prononcer sur les trois questions de l'article 23, c'est les faire juges de leur propre cause. Ne vaut-il pas mieux éviter le scandale d'une telle procédure ? « Ce n'est pas à la chambre des pairs, qu'il convient de juger sa propre cause, dit Lafayette. Cela ne convient ni à eux, ni à nous, ni à ce qui a eu lieu au moment de la Révolution (3) ».

Même en admettant que l'on ne recule pas devant cette monstruosité juridique, pour que les pairs prennent part à la révision de l'article 23, il leur faut un droit. Or ces pairs ont été créés en vertu de la Charte octroyée. Cette Charte est tombée. Donc léga-

1. *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 69, p. 410 à 415.

2. Discours de M. Lherbette, *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 70, p. 248-249.

3. *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 70, p. 402.

lement les pairs n'existent plus. Par un esprit de tolérance blâmable, la chambre des députés de 1830 leur a permis de participer à l'œuvre législative. Qu'elle l'ait fait par nécessité ou autrement, la chambre des députés a commis une lourde faute ! Ce ne serait plus une faute, se serait un crime contre la souveraineté du peuple, que de permettre à ces pairs illégalement législateurs de partager le pouvoir constituant. « Les pairs, dit M. Salverte, sont sans pouvoirs, ils appartiennent à une chambre qui n'existe plus (1) ».

Enfin, vouloir passer outre et permettre aux pairs de prendre part à la discussion de l'article 23, c'est leur reconnaître le droit de se prononcer en connaissance de cause et selon leur conscience. Leur décision peut être diamétralement opposée à celle des députés. C'est un conflit dangereux, une collision, d'autant plus regrettable, qu'il eût été facile de l'éviter. Les esprits vont s'échauffer et voilà une nouvelle cause de trouble pour un gouvernement, qui sort à peine de la révolution (2).

La vérité est que par ce flot d'arguments, dont les uns sont bons et les autres contestables, les partisans de la chambre des députés *constituante* voulaient avant tout aboutir sûrement à l'abolition de l'hérédité de la pairie. Ils ne récusaient tant les pairs dans ce débat que pour leur empêcher de défendre leur hérédité. Je

1. *Archives Parlementaires* tome, 70, p. 353.

2. C. F. Louis Blanc, *op. cit.*, tome 3, p. 35.

n'en veux pour preuve que le fait suivant. Tous ces partisans de l'exclusion des pairs ne trouvent pas mauvais, à de rares exceptions (1) près, que le roi prenne part au débat. Pourtant si la chambre des députés possède le pouvoir constituant par délégation de sa devancière, le roi ne peut pas plus que les pairs prendre part à l'examen de l'article 23. De cette déduction logique on n'a que faire, car on sait pertinemment que Louis-Philippe est hostile à l'hérédité et qu'il en sanctionnera l'abolition. Dès lors il n'y a plus lieu de le récuser. M. Lherbette même va jusqu'à reconnaître expressément que la chambre des députés doit solliciter son concours. Le pouvoir héritier de la chambre de 1830, déclare-t-il, « c'est vous, messieurs, qu'ont désignés les élections; c'est vous d'accord avec la royauté (2) ».

### § 5.

Une opinion intéressante et originale est celle de Royer-Collard. Chef des doctrinaires sous la Restauration,

1. Citons parmi ces exceptions M. Marchal « Le roi, dit-il, fera ce qu'il fit en 1830, et ce que font ou ce que doivent faire les rois, lorsqu'on leur présente des articles de Charte ou de constitution. Le roi, messieurs, recevra notre résolution pour la promulguer et non pour y donner sa sanction ». *archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série tome 70, p. 272-273.

2. *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 70, p. 248-249.

président de la chambre des députés à plusieurs reprises, sa vie politique active avait été brisée par la Révolution de 1830. Un des premiers pourtant il avait prêché la résistance aux ordonnances de Charles X; mais l'évènement dépassa ses désirs, la résistance devint révolution et renversa le trône. « Je suis parmi les victorieux, dit-il alors, mais la victoire est bien triste » (1). Depuis il n'avait plus repris la parole à la chambre. L'hérédité de la pairie, dont il était un défenseur convaincu, allait permettre aux députés d'entendre une fois encore le magistral orateur. De la souveraineté nationale Royer-Collard n'a que faire dans cette question. « Aujourd'hui, comme il y a quarante ans, il est permis d'en appeler du parterre en tumulte au parterre attentif, de la souveraineté du peuple à une autre souveraineté, la seule qui mérite ce nom, souveraineté supérieure aux peuples comme aux rois, souveraineté immuable et immortelle comme son auteur, je veux dire la *souveraineté de la raison*, seul législateur véritable de l'humanité » (2). Au nom de la *raison* Royer-Collard conjure ses collègues de maintenir à la pairie son indispensable hérédité.

Le même but est visé par d'autres députés, par un moyen différent et nouveau. Croyant que l'hérédité ne sera supprimée que si la chambre élective se déclare constituante, ils osent proclamer que les députés ne

1. Cf. Thureau-Daugin, *op cit.*, tome 2, p. 61.

2. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 70, p. 359.

peuvent usurper un tel pouvoir, parce qu'ils ne sont pas les représentants de la France, mais seulement les élus d'une petite fraction du pays. « Si l'on en croit certains théoriciens, la chambre des députés soutient les intérêts de la démocratie et l'on donne ce nom aux 20.000 Français, les plus riches de l'âge de 25 à 80 ans (1) ». Un autre orateur dit dans des termes équivalents « quand sur 32 millions de citoyens, 120,000 sont appelés à choisir des députés entre 20,000 des plus imposés, je demande si l'on peut réellement qualifier de démocratique le résultat d'un choix auquel un si petit nombre est appelé à prendre part (2) ». Ces rappels à la réalité venaient à leur heure, et il était bon que des orateurs les fissent à leurs collègues, dont nombre se croyaient revêtus du caractère constituant en vertu d'une délégation à eux faite par la nation.

En présence de ces différentes prétentions, un impeccable logicien, De Cormenin, se chargea de proclamer les véritables principes. « Les constitutions doivent précéder les lois, écrit-il alors : donc les congrès doivent précéder les chambres. Qui nomme les congrès ? Le peuple. Qui nomme les chambres ? Les électeurs. Voilà les vrais principes : passons à leur application. Le peuple, en France, a-t-il nommé un congrès ? Non. Un congrès a-t-il fait la Charte ? Non. Qui donc l'a

1. Baron de Mornay. C. D. 11 octobre 1831. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 70, p. 520.

2. M. de Tracy. C. D. 12 octobre 1831, *Idem*, p. 543-543.

faite ? Quelques députés. Qui leur en avait donné mandat ? Quelques électeurs. Et les électeurs qui les avait eux-mêmes nommés ? Le peuple ? Non. Si un congrès national était nécessaire pour organiser la Charte, un congrès national n'est-il pas nécessaire pour organiser une fraction de la Charte ? Si la chambre de 1830 a excusé son usurpation sur la souveraineté du peuple par la nécessité des circonstances, la chambre de 1831 peut-elle alléguer la même nécessité ? Et si elle ne le peut pas, nous ne demanderons point quel droit lui reste, mais quel prétexte. En vain dirait-on que les électeurs lui ont donné mandat. Un mandat législatif ? Oui. Mais un mandat constituant ? Non. Peut-on donner ce qu'on n'a pas ? Les électeurs sont-ils le peuple ? Cent mille citoyens sont-ils 33 millions d'hommes ? (1) ».

Cette lettre produisit une grande impression dans la bourgeoisie cultivée. Elle rendit hésitants ceux qui demandaient, que la chambre prît le pouvoir constituant, dans le but unique d'arriver plus sûrement à l'abolition de l'hérédité de la pairie. Elle parut dangereuse au gouvernement parce qu'elle montrait trop clairement combien l'établissement de la monarchie nouvelle laissait à désirer au point de vue légal et quelle entorse avait été donnée aux principes.

1. De Cormenin. *Cinq lettres sur la Charte, la pairie et le pouvoir constituant*. Paris 1832, 1 vol. in-16, 8<sup>e</sup> édition, p. 1 et 2. C. f. également Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, tome 3, p. 23 et 24.

Casimir-Périer fit répondre à De Cormenin par deux dévoués ministériels MM. Devaux (du Cher) et Kératry et leur réponse fut insérée dans le très officieux *Journal des Débats*. Mais ils avaient affaire à trop forte partie et le seul effet de leur essai de réfutation fut pour eux de s'attirer une cinglante réponse (1) du fameux pamphlétaire.

§ 6.

La question de l'hérédité de la pairie ne passionna pas moins la presse que le Parlement. Aussitôt après la dissolution de la chambre qui avait été élue en 1830 les journaux des partis avancés s'efforcent de faire de l'hérédité de la pairie la plate-forme des élections nouvelles; et pour frapper davantage l'esprit des électeurs, ils se gardent prudemment de leur soumettre d'autres questions, qui auraient eu le tort considérable d'éparpiller leur attention. « Nous n'avons demandé aux élections qui s'achèvent en ce moment, dit un journal républicain, qu'une majorité contre la pairie héréditaire. Cette majorité nous l'aurons (2). »

Nous voyons quotidiennement développées dans les journaux de ce temps toutes les thèses, que nous avons précédemment passées en revue.

1. C. f. *Le Courrier Français* du 9 septembre 1831.

2. *Le National* du 8 juillet 1831.

La thèse du gouvernement, qui soumet la révision de l'article 23 aux trois facteurs de la loi, est soutenue avec une constance digne d'éloges par trois journaux tout dévoués à Casimir-Périer : *le Messager*, *la France Nouvelle*, *le Journal des Débats*. « Que faisons-nous ? dit ce dernier. Une loi sur la pairie apparemment. Quels sont les pouvoirs appelés par la Charte à faire une loi quelconque ? La chambre des députés seule ? Non, certes ; mais bien la chambre des députés concourant avec le roi et la chambre des pairs (1) ». Le rejet de la proposition Salverte leur est un premier sujet de joie. Après le dépôt du projet Casimir-Périer, ils triomphent, « La question est tranchée ; par qui le projet a-t-il été présenté ? Par les ministres au nom du Roi. La chambre souffre donc que la royauté entre en partage avec elle dans la décision de cette question. A quel titre exclurait-elle la chambre des pairs ? (2) ». D'ailleurs réfléchissant la pensée du président du conseil, ils espèrent bien conserver l'hérédité de la chambre haute.

Tout autre est le langage de la presse de l'opposition. Le *Journal du Commerce*, le *Courrier Français*, le *National* (3), la *Tribune* (4) et même le *Temps* (5)

1. *Journal des Débats*, du 25 septembre 1831.

2. *Idem*, même numéro.

3. C. F. le *National* du 28 août 1831.

4. C. F. La *Tribune* du 24 août 1831.

5. C. F. Le *Temps* du 26 septembre, et le numéro du 3 octobre 1831.

exhortent la chambre des députés à prendre le pouvoir constituant, et à suivre en cela l'exemple de sa devancière. « Autant sous le rapport des principes que sous celui des convenances et peut-être de la prudence la question demeure entièrement et uniquement de la compétence de la chambre des députés. Les députés sont investis pour la résoudre du pouvoir constituant par une réserve expresse de la Charte qui leur a fixé l'année et presque le jour et l'heure... (1) » Le *Journal du Commerce* affirme hautement que les députés possèdent le pouvoir constituant parce que la nation le leur a délégué. « Ils ont été choisis, dit-il, en vue de la reconstitution de la pairie, et la plupart d'entre eux sont même chargés de mandats exprès à cet égard (2) ».

Les feuilles de l'opposition montrent que la marche préconisée par le gouvernement peut être la source des plus graves difficultés, si les pairs se prononcent pour une solution opposée à celle qu'auront admise les députés. Pour éviter toute collision la chambre élective n'a qu'à exercer le pouvoir constituant. « Supposez que décidés à braver l'orage de l'opinion les pairs rejetassent la loi de l'hérédité ; que ferait la chambre ? Sent-elle par cette difficulté com-

1. *Courrier Français* du 31 août 1831. C. F. même journal n<sup>o</sup>s du 28 août et du 30 septembre 1831.

2. *Journal du Commerce* du 19 août 1831. C. F. même journal, n<sup>o</sup> du 26 août 1831.

bien il lui importe de revendiquer seule le pouvoir constituant (1) ».

Mais l'invocation du pouvoir constituant a le don d'effrayer la majorité de la chambre des députés et du pays censitaire. Aussi lorsqu'il est facile de prévoir que la réforme de l'article 23 sera faite par les trois pouvoirs, le *Journal du Commerce* qui recommandait à la chambre des députés d'y procéder seule s'écrie dépité. « Nous savons bien que ce mot de *pouvoir constituant* effarouche une prodigieuse quantité d'imbéciles, auxquels il semble gros d'une demi-douzaine de révolutions (2) ».

Les lettres de De Cormenin sur la pairie, publiées par le *National* et le *Courrier Français* sont immédiatement mises à profit par la presse avancée. Les deux journaux extrêmes, la *Gazette de France* et la *Révolution*, proclament avec lui que les vrais principes exigent la convocation immédiate du peuple dans ses assemblées primaires. Là il se prononcera non seulement sur la question de l'hérédité de la pairie, mais encore sur la Charte et sur le Roi. « Nous ne reconnaissons, dit la *Révolution*, comme légitime que le pouvoir conféré par le peuple. Hors de là, il y a un fait et non un droit. Nous pensons avec M. de Cormenin (et depuis treize mois nous n'avons cessé d'exprimer cette

1. *La Tribune* du 24 août 1831. C. F. également la *Gazette de France* du 27 août 1831.

2. *Journal du Commerce* du 19 août 1831.

opinion) qu'au mois d'août, le peuple devait être réuni en assemblées primaires, et qu'il devait être consulté sur la forme du gouvernement et le chef à donner à l'Etat (1) ».

Si la *Révolution* espérait voir sortir la république de la consultation nationale, la *Gazette de France* pense bien que « la convocation d'une assemblée générale ou *Etats généraux* (2) » ramènera le jeune duc de Bordeaux sur le trône de ses pères. Aussi recommande-t-elle à ses partisans de se tenir prêts à l'action. « Hommes de la droite préparez-vous donc pour un grand jour qui s'approche, celui de la convocation des assemblées communales ; prenez vos positions dans les élections municipales qui vont avoir lieu ; usez de toutes vos influences naturelles. La domination des doctrinaires et des hommes du monopole touche à sa fin (3) ».

Enfin les journaux, amis de l'ordre, accusent le ministère d'avoir déchaîné trop tôt toutes ces revendications. Et ils sont d'autant plus mécontents que les journaux avancés en demandant une consultation populaire s'appuient sur des principes inattaquables. « Nous-mêmes, avoue *le Temps*, nous avons demandé à plusieurs reprises, comme moyen d'affermir la monarchie

1. *La Révolution* du 14 septembre 1831. C, F. même journal n du 11 septembre 1831.

2. *La Gazette de France* du 31 août 1831.

3. *Idem*, même numéro.

et la Charte, que cette dernière fut soumise à l'acceptation publique (1).

§ 7.

Au Palais-Bourbon, au cours des longs débats qu'elle souleva, l'hérédité de la pairie fut attaquée à fond par MM. Thouvenel, Lherbette, Audry de Puyraveau, Marchal, de Brigode, Tardieu, Daunou, Bignon, Viennet, Eusèbe Salverte, le maréchal Clauzel, les généraux Lafayette et Thiard, Odilon Barrot, de Rémusat, etc. Ses défenseurs les plus éloquents furent MM. Thiers, Guizot, Berryer, Kératry, Jars et Royer-Collard. Ouverts le 30 septembre devant la chambre des députés les débats n'y prirent fin que le 18 octobre. Dans cette séance la chambre élective adopta (2) l'ensemble du projet destiné à remplacer l'article 23 de la charte constitutionnelle. Les adversaires de l'hérédité de la pairie triomphaient (3).

1. Le *Temps* du 31 août 1831.

2. Voici le scrutin détaillé : nombre des votants 426, majorité absolue 214, boules blanches 386, boules noires, 40. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 70, p. 709.

3. Ce résultat était prévu depuis que la chambre le 10 octobre 1831 avait repoussé l'amendement de MM. Enouf et Jay ainsi conçu « Leur dignité est héréditaire... » par 324 voix contre 86 sur 410 votants. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 70, p. 501.

Le projet fut alors transmis à la chambre haute. La procédure préconisée par le gouvernement suivait son cours normal. Toutefois Casimir-Périer eut peur que la chambre des pairs ne fut pas d'une suffisante docilité. « Que faire, si se refusant à un suicide manifeste, elle votait pour le maintien de l'hérédité ? Comment contenir dans cette hypothèse tant de passions prêtes à se déchaîner ? Du conflit des deux chambres qu'allait on voir sortir ? Une révolution, peut-être ! Etourdis par les clameurs qui de toutes parts s'élevaient autour d'eux, effrayés, chancelants, éperdus, les ministres résolurent de prévenir à tout prix l'orage, qu'ils pressentaient. » (1)

Il n'y avait qu'un moyen et il était loin d'être populaire : faire une fournée de pairs. Le gouvernement fut forcé de s'y résoudre. Le 19 novembre, une ordonnance royale créait 36 pairs nouveaux. La communication en fut faite à la chambre haute dans la séance du 21 par son président, le baron Pasquier (2).

Les adversaires de l'hérédité auraient dû se montrer satisfaits, car ils étaient sûrs d'avoir gain de cause sans secousses révolutionnaires. Il n'en fut rien. La journée du 19 novembre fut le signal d'une levée générale de boucliers dans l'opposition. Les députés tinrent chez le restaurateur Lointier des réunions menaçantes et rédigèrent une protestation que Dupont

1. Louis Blanc, *op. cit.* tome 3, p. 35.

2. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 71. p. 696.

(de l'Eure) fut chargé de déposer sur le bureau de la chambre (1).

Du jour au lendemain, les journaux des divers partis atteignent le ton de la polémique la plus âpre et la plus passionnée. On reproche au gouvernement de commettre une illégalité, sous le fallacieux prétexte d'obtenir l'accord des trois facteurs de la loi sur la question de l'hérédité. L'article 68 al. 2 en soumettant l'article 23 à un nouvel examen dans la session de 1831, soutient-on de divers côtés, a suspendu, jusqu'à la fin de cet examen, la faculté pour le roi de nommer des pairs nouveaux. Au lieu de recourir à de tels expédients n'aurait-il pas mieux valu reconnaître à la chambre des députés le pouvoir constituant ?

### § 8.

Le 22 novembre, Casimir-Périer présente à la chambre des pairs le projet que vient de voter celle des députés. « Vous savez, Messieurs, la France sait par quel concours de faits le gouvernement s'est trouvé conduit à prendre un parti, qu'une disposition formelle de la Charte ne permettait pas d'ajourner, et sur lequel le mouvement électoral ne permettait pas d'hésiter » (2). Très habilement le président du conseil

1. C. f. Louis Blanc, *op. cit.* tome 3. p. 36.

2. *Archives Parlementaires*. 2<sup>e</sup> série, tome 71, p. 738.

dégage la responsabilité du gouvernement, qui n'a agi en quelque sorte que contraint et forcé.

Dans sa séance du 25 novembre la chambre des pairs nomme une commission de 14 membres (1) pour étudier la projet gouvernemental.

Le 19 décembre 1831 le duc Decazes présente le rapport (2) de la commission. Il attaque l'opinion qui voulait investir la chambre des députés du pouvoir constituant. Pour lui, le pouvoir constituant ne peut s'exercer qu'un moment, lorsque les pouvoirs réguliers sont tombés et la loi sans autorité, *pour fonder ou réorganiser ces pouvoirs et donner la vie au corps social*. Aujourd'hui la France, qui possède une constitution et des pouvoirs constitués, n'a que faire du pouvoir constituant. La révision de l'article 23 doit donc être faite par le législateur, « C'est une loi qui a été proposée par la couronne à l'autre chambre, c'est une loi que celle-ci a amendée et adoptée, et qui est soumise à votre examen et à votre vote ».

Le projet gouvernemental fut successivement défendu

1. Ce sont le duc de Broglie, le comte Chaptal, le comte Cornudet, le duc Decazes, le comte d'Haubertisart, le maréchal cte Jourdan, le comte Molé, le baron Mounier, le marquis de Mortemart, le comte Portalis, le baron Portal, le comte Sinéon et le comte Séguier. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série tome 72, p. 42.

2. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 72, p. 596 et ss.

par le comte Clément de Ris (1), le comte Cornudet (2), le ministre des affaires étrangères général comte Sébastiani (3), le garde des sceaux Barthe (4). Le duc de Broglie, qui devait appuyer l'abolition de l'hérédité contre sa conviction, préféra s'abstenir. Il fut remplacé sans empressement d'ailleurs, par le duc de Choiseul, qui ne voyait pas non plus cette abolition d'un bon œil. « La loi vous est présentée, dit ce dernier, elle vous est soumise ; je crois la discussion inutile. Rien n'a été omis dans celles qui ont précédé l'envoi de la loi à cette chambre ; nous n'avons plus à examiner, ni à prouver si elle est bonne ou mauvaise ; nous mentirions à nos convictions, à nos consciences peut être en la déclarant bonne. Les raisonnements, il faut le dire, sont en faveur de l'hérédité ; les préventions les sentiments sont contre. Occupons-nous seulement de la nécessité et du bien public (5) ».

L'hérédité trouve d'éloquents défenseurs parmi les pairs, notamment le duc de Fitz-James (6), le marquis

1. C. P. 23 décembre 1831. *Archives parlementaires*. 2<sup>e</sup> série, tome 73, p. 23.

2. C. P. 24 décembre 1831. *Idem*. 2<sup>e</sup> série, t. 73 p. 80.

3. C. P. 22 décembre 1831. *Idem*. 2<sup>e</sup> série, t. 72, p. 711 et ss.

4. C. P. 27 décembre 1831. *Idem*. 2<sup>e</sup> série, t. 73, p. 190.

5. C. P. 22 décembre 1831. *Idem*, 2<sup>e</sup> série, t. 72. p. 699 et suivantes.

6. C. P. 22 décembre 1831. *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 72, p. 707 et suiv.

de Raigecourt (1), le duc de Coigny (2), le marquis de Dreux-Brézé (3), le comte Siméon (4), le comte Portalis (5), le duc de Montebello (6), le baron Mounier (7), le duc de Crillon (8), le comte Boissy d'Anglas (9), le comte d'Arjuzon (10).

Tour à tour ils invoquent excellemment tous les arguments qui peuvent militer en faveur de leur cause. Plusieurs s'arrêtent avec insistance sur les termes de l'article 68 alinéa 2. Ils reconnaissent que l'article 23 doit être examiné à nouveau. Mais, disent-ils, examiner ne comporte pas obligation de changer. Après une discussion libre et sincère si nous reconnaissons que ce qui existe est bon, pourquoi le modifier ? Et tout en conservant l'article 23 actuel nous n'en aurons pas moins obéi à l'article 68 al. 2 de la Charte. « Les choses continueront à être ce qu'elles ont été depuis 1815,

1. C. P. 26 décembre 1831, *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 73, p. 148 et suiv.

2. C. P. 22 décembre 1831, *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 72, p. 697.

3. C. P. 23 décembre 1831, *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 73, p. 10 et suiv.

4. C. P. 24 décembre 1831, *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 73 p. 89 et suiv.

5. C. P. 24 décembre 1831, *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 73, p. 102.

6. C. P. 26 décembre 1831, *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 73, p. 141.

7. C. P. 26 décembre 1831, *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 73, p. 147.

8. C. P. 27 décembre 1831, *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 73, p. 193.

9. C. P. 27 décembre 1831, *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 73, p. 195.

10. C. P. 27 décembre 1831, *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 73, p. 197.

dit le comte Siméon, ce qu'elles sont encore sans que le pays en ait souffert aucun dommage. Les choses resteraient dans l'état présent jusqu'à ce que la question étant reproduite fut soumise à une nouvelle discussion (1) ».

Des légitimistes ardents raillent avec une mordante ironie ce corps électoral de 180000 électeurs et de 20000 éligibles, qui prétend diriger la France et donner un mandat impératif à la chambre élective.

« Et ce sont là nos adversaires. Ah ! c'est une dérision. Et c'est au nom de l'égalité qu'on a osé soulever cette question devenue populaire ! Vous convenez donc que la seule inégalité, qui vous répugne, est celle qui se manifeste à un degré au dessus de vous ; qu'à un degré au-dessous elle est chose belle et bonne à conserver (2) ». Ils reconnaissent que la nation (3) doit être consultée pour cette importante constitution du pouvoir modérateur des députés et du roi. Bien plus, ils proclament que la vieille monarchie française serait encore debout, si elle n'avait pas cessé pendant 170 ans de réunir les États Généraux. Convoquons donc la nation, car sans elle il est impossible de reconstituer la pairie sur de nouvelles bases. « J'appelle

1. *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 73, p. 93.

2. Discours du duc de Fitz-James. C. P. 23 décembre 1831. *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 72, p. 707-708.

3. C. f. duc de Choiseul, C. P., 22 décembre 1831, *Idem*, 2<sup>e</sup> série, t. 72, p. 699-700. — duc de Fitz-James, *Idem*, p. 707 et s. —

dit le marquis de Dreux-Brézé, une représentation vraiment nationale. Si je désire la convocation des assemblées de la nation, c'est parce que je suis intimement convaincu qu'elles seules seraient en possibilité de faire le salut de la patrie, comme elles ont été sous deux races de rois le palladium de la monarchie française (1) ».

Le duc de Fitz-James partisan lui aussi d'un appel général à la nation s'écrie : « On appellerait si l'on voulait cette représentation un congrès national ; je l'appellerais moi, les États Généraux du royaume, moins toutes les vieilleries, qui sont mortes pour ne ressusciter jamais (2) ».

Quelle que fût leur éloquence, quelle que fut la valeur de leurs arguments, les partisans de l'hérédité ne purent la sauver. En effet le 27 décembre la chambre des pairs la rejette par 103 voix contre 70 sur 173 votants (3). Le lendemain l'ensemble du projet de loi, destiné à remplacer l'article 23 de la Charte, passe par

Marquis de Dreux-Brézé, 23 décembre 1831, *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 73, p. 14.

1. C. P. 23 décembre, *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série tome 73, p. 14.

2. C. P. 22 décembre, *Idem*, 2<sup>e</sup> série, tome 72, p. 708.

3. Voici le scrutin intégral — votants 179 — billets blancs 6 ; le nombre des votants se trouve réduit à 173 ; majorité absolue 87. — Oui 103, — non 70. *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 73, p. 204.

102 oui contre 68 non (1).

§ 9.

La réforme de l'article 23 de la Charte venait donc d'avoir lieu selon la procédure de l'article 14 (2). Tout comme la loi la plus ordinaire, une disposition essentiellement constitutionnelle avait été votée par les deux chambres d'accord avec le roi, c'est-à-dire selon la voie législative ordinaire.

La majorité parlementaire de 1831, dans son admiration pour l'Angleterre et son régime représentatif, lui empruntait l'omnipotence de son Parlement. Par un seul vote dans chaque chambre, à la simple majorité de la moitié plus un du nombre des votants la base fondamentale de la pairie était sapée.

Les démocrates triomphaient. Pourtant leur joie aurait dû éclairer les conseillers du roi et les orléanistes, qui les avaient suivis dans leur campagne contre l'hérédité. La Royauté, seule héréditaire désormais, allait vivre à côté d'institutions viagères : Ceci n'allait-il pas tuer cela ? « Dans un pays comme le nôtre, disait le duc de Broglie, dans un pays d'égalité légale et presque sociale, abolir coûte que coûte le peu qui restait d'hérédité, c'était démonétiser d'avance toutes

1. Scrutin détaillé : votants 174, — billets blancs 4, reste 170 ; majorité absolue 83 — oui 102 — non 63. *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tome 73, p. 240.

2. Cf. *supra*, page 82.

les distinctions concevables, et laisser la royauté, seule de son espèce, livrée dans la nudité de son isolement au flot montant de la démocratie (1) ».

Au retour de l'île d'Elbe, Napoléon, écoeuré des actes de son sénat, avait adopté la pairie. Mais sur les conseils sagaces de Benjamin Constant, et dans le but d'obtenir un appui solide pour l'empire, il lui avait conféré *l'hérédité*. Louis XVIII, pendant les années d'exil passées en Angleterre, en avait compris l'utilité à cause du prestige, qu'elle donnait à la Chambre des Lords du parlement britannique ; aussi après Waterloo ne fit-il aucune difficulté pour la conserver.

En 1831 supprimer l'hérédité de la chambre haute, tout en laissant le roi nommer les pairs, c'était fausser le régime représentatif. La pairie, en effet, ne pouvait plus avoir de volonté contre la royauté. Ce n'était plus qu'un *instrumentum regni* (2). « Dépouillée de ce qui faisait son indépendance et son autorité, la chambre des pairs n'existait plus qu'à l'état de conseil administratif ou de tribunal politique. Vainement était-elle riche en capacités, en expériences, en renommées, elle avait désormais perdu toute influence sur la direction du gouvernement ; on ne pouvait y trouver ni un obstacle, ni un appui (3) ».

1. Souvenirs du feu duc de Broglie cités par P. Thureau-Dangin *op. cit.*, tome 1<sup>er</sup>, p. 39.

2. Thureau-Dangin, *op. cit.*, tome 1<sup>er</sup>, page 39.

3. Thureau-Dangin, *op. cit.*, tome 2, page 67.

Logiquement la pairie devenait inutile et il fallait la supprimer. Si on voulait la conserver, il fallait la conserver utile, c'est-à-dire forte et indépendante. Pour cela, à défaut de son hérédité, il y avait un autre moyen, c'était de lui donner une origine populaire. Certains démocrates l'avaient compris et n'avaient pas hésité à le proclamer. Inutile de dire que cette idée, qui était bonne, n'eut pas d'écho.

## CHAPITRE V

### La Charte et les Changements Imprévus.

1. — Il est à prévoir que le temps nécessitera certaines modifications constitutionnelles. Comment auront-elles lieu ?
2. — La Charte en tant que contrat ne peut être modifiée ni par le roi seul, ni par les chambres seules.
3. — Thèse des démocrates et thèse des Orléanistes.
4. — En haine de l'omnipotence parlementaire Berriat Saint-Prix et Hello proclament la distinction nette du constituant et du législatif.
5. — La Charte immuable d'Alexis de Tocqueville.

#### §. 1.

Les hommes de *Juste milieu*, qui avaient dirigé la Révolution de Juillet, créé un roi nouveau et rajeuni la Charte, rêvaient pour leur ouvrage le plus grand avenir. La *Charte octroyée* refaite et devenue la *Charte contractuelle de 1830* leur paraissait la base parfaite du régime représentatif. De même que la révolution de 1688 avait marqué la fin des révolutions anglaises, ils comptaient bien que la révolution de 1830 serait la dernière de la France. Le pays avait obtenu toutes ses

libertés et il n'avait plus aucune raison, croyaient-ils, de tenter de nouveaux bouleversements.

Mais cette *œuvre de vie* qu'était la Charte de 1830, mise à l'épreuve du temps, paraîtrait-elle aussi bonne aux générations futures qu'à celle dont elle était l'œuvre ? Cela était possible, à condition que ce ne fût pas un fétiche intangible, à condition qu'elle se conformât pleinement à la loi d'évolution, qui est aussi logique pour les institutions que pour les êtres des espèces végétales et animales. Aux besoins nouveaux, dont la naissance était imminente, elle devait répondre par des dispositions nouvelles.

Aux yeux des moins perspicaces des auteurs de la Charte, la nécessité de modifications imprévues, née d'événements fortuits, devait fatalement apparaître. Et dès cet instant ce n'était pas minime difficulté que de savoir comment on y procéderait.

## §. 2.

La Charte de 1830 est un contrat entre le roi et la France, représentée par ses chambres. La quatrième partie de la *declaration* de la chambre des députés de 1830 ne laisse aucun doute à cet égard. « *Moyennant*, dit-elle, l'acceptation de ces dispositions et propositions, la chambre des députés déclare enfin que l'intérêt universel et pressant du peuple français appelle au trône S. A. R. Louis-Philippe d'Orléans. En conséquence S. A. R. Louis-Philippe d'Orléans sera invité à

*accepter et à jurer* les clauses et engagements ci-dessus énoncés, l'observation de la Charte constitutionnelle et des modifications indiquées, et *après l'avoir fait*, devant les chambres assemblées, à prendre le titre de roi des Français (1) ». Le duc d'Orléans avait prêté ce serment le 9 août et dès ce moment *le contrat* était formé.

Or un contrat ne peut être modifié que par la volonté des co-contractants. Par suite le roi ne peut apporter par sa seule volonté des changements à la Charte. Ce qui vient encore appuyer cette thèse, c'est le soin minutieux pris par les députés, dans la séance du 7 août 1830, pour éviter une réédition du coup d'état de Charles X. Ce roi avait cru de bonne foi puiser dans l'article 14 de la Charte le droit de tout faire par voie de simple ordonnance. Aussi l'article 14 qui disait : « le roi fait les règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois et la sûreté de l'Etat », est-il remplacé par l'article 13 beaucoup moins dangereux, qui déclare expressément dans son alinéa 1<sup>er</sup> *in fine* : « le roi fait les règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois, *sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution* ». (2).

Donc avec la Charte de 1830 il était impossible au roi de changer tout ou partie de la constitution.

1. Cf. Berriat Saint-Prix, *op. cit.*, p. 25.

2. C. f. *supra*, p. 71.

Mais si la Charte, en tant que contrat liait le roi, elle liait également les chambres. Pas plus que le prince seul, les pairs seuls, ou les députés seuls ne pouvaient apporter à la Charte des modifications, quelles qu'elles fussent. Par qui dès lors la Charte pouvait-elle être modifiée ? Comment le serait-elle ? La Charte était muette sur sa révision (1). Aussi les solutions données à ces questions étaient-elles toutes différentes selon les partis !

### § 3.

Les démocrates, qui au lendemain des journées de juillet avaient proclamé hautement la souveraineté du peuple, ne l'avaient pas fait uniquement pour rendre aux principes et au droit les honneurs diplomatiques. A leurs yeux le principe de la souveraineté nationale n'était pas une religion, qu'on respecte, mais qu'on n'observe pas ; tout au contraire il devait être réellement et loyalement observé. Mais si l'on admettait le principe, logiquement il fallait encore en admettre toutes les conséquences. Aussi en 1830, au lendemain du 7 août, ce fut un tollé général parmi les démocrates, lorsque l'on sut que la chambre des députés, au mépris des droits de la nation, venait de donner un roi à la France et de modifier sa constitution. En 1831 les démocrates proclament également la nécessité de consulter le peu-

1. Cf. A. Esmein, *op. cit.*, p. 377.

ple sur la question de l'hérédité de la pairie. C'est pourquoi, conséquents avec eux-mêmes, ils affirment que le peuple seul a le droit d'introduire dans la Charte les modifications, que peuvent nécessiter des événements imprévus. Seul le peuple possède le pouvoir constituant. Il l'exerce, soit en donnant mandat à des représentants spéciaux de faire les modifications constitutionnelles exigées, soit en permettant aux chambres en fonctions de les voter, à charge de lui en référer, pour obtenir sa ratification. Toutefois si la première de ces procédures est bonne, la seconde a donné jusqu'ici de bien piètres résultats.

Les libéraux et les Orléanistes, qui s'intitulaient le parti du Juste-Milieu, avaient garde d'attaquer la souveraineté nationale. Mais leur premier souci était d'empêcher toutes ses manifestations. Consulter la nation était pour eux une mesure insensée et grosse de révolutions. Or il fallait à tout prix maintenir l'ordre. Par suite on devait éviter soigneusement toute consultation populaire.

Frondeur sous la Restauration, le parti orléaniste obéissait à la logique des partis, une fois au pouvoir, en devenant conservateur. Pour lui la Charte était la plus libérale des constitutions, et le Gouvernement de Juillet, le meilleur des gouvernements représentatifs. Les hommes éclairés de ce parti, et ils étaient nombreux, malgré leur admiration pour l'état de choses, au milieu duquel ils vivaient, étaient trop intelligents

pour rêver l'immobilité de leurs institutions. Ils comprenaient parfaitement, que le cours du temps montrerait, que tels ou tels changements s'imposaient pour répondre à des nécessités nouvelles. Mais tournés vers l'Angleterre, qu'ils avaient prise pour modèle, ils comptaient, en France comme chez sa voisine, voir l'usage prendre une place considérable dans la vie juridique et politique de la nation.

Lorsqu'un usage se serait établi, rien ne serait plus inutile que de mettre en mouvement, pour le sanctionner, cette lourde machine qui s'appelle la consultation nationale. D'ailleurs la nation n'aurait pas à se plaindre, car l'usage, la coutume, n'est-ce pas la règle établie par le consentement tacite de tous. Alors, les chambres et le roi, n'auraient qu'à consacrer législativement, ce qui existerait de fait.

Si une nécessité fortuite exigeait immédiatement une modification constitutionnelle, il fallait encore imiter la sagesse du peuple anglais, qui se remet pleinement de ce soin à son Parlement. Donc à la question : qui modifiera la Charte, les gouvernementaux de la Monarchie de Juillet répondaient *le Parlement*, c'est-à-dire les deux chambres d'accord avec le roi.

#### § 4.

L'omnipotence parlementaire, si elle avait l'approbation des hommes politiques du *Juste-Milieu*, n'avait

pas les bonnes grâces des publicistes. Eux aussi trouvaient que la Charte était bonne pour le pays et s'en faisaient les défenseurs. Mais précisément à cause de cela, ils ne pouvaient admettre qu'elle fût à la merci d'un vote des députés approuvé par les pairs et sanctionné par le roi. Il fallait à tout prix éviter, que les institutions libérales de la Charte fussent à la disposition pleine et entière d'une majorité, même bourgeoise, que les passions pouvaient aveugler. Les publicistes pallient ce danger en appliquant à la Charte la distinction du législatif et du constituant (1).

« Le pouvoir législatif, dit Berriat Saint-Prix, est limité par le pouvoir constituant. En Angleterre on tient pour constant que le roi peut tout, quand il est d'accord avec son Parlement. C'est le dogme de l'omnipotence parlementaire, qui n'a pas prévalu en France dans aucune des constitutions faites depuis 1789 (2) »

Hello est absolument du même avis : « Sous un régime qui place la garantie des droits dans la division des des pouvoirs, c'est une étrange entreprise de réunir dans la même main celui qui constitue l'Etat et celui qui le régit par des lois. L'entreprise est telle qu'il est permis de douter qu'on ait conscience de tout le mal qu'elle renferme. La réunion une fois consommée que reste-t-il de la division des pouvoirs ? Que refuser à

1. C. f. Esmein. *op. cit.*, page 378.

2. F. Berriat Saint-Prix, *op. cit.*, p. 118.

celui qui dispose des deux pouvoirs. Qu'a-t-il à se refuser lui-même. Lequel de nos droits n'est pas à sa merci (1) ». Ces deux publicistes ne sont pas tendres pour l'omnipotence parlementaire, mais ce sont des esprits trop sérieux pour se contenter d'affirmer simplement leur opinion. Aussi s'efforcent-ils d'établir par des raisons solides que le pouvoir constituant est absolument distinct du pouvoir législatif.

Si le législateur pouvait modifier la Charte, il ne le pourrait que par une loi ordinaire. Or Berriat Saint-Prix fait remarquer que le paragraphe 26 de la loi du 29 décembre 1831 prouve qu'une loi secondaire est insuffisante pour modifier des dispositions constitutionnelles. Il dispose en effet « ces conditions (énumérées dans les paragraphes précédents) d'admissibilité à la pairie pourront être modifiées par une loi ». Donc, les conditions d'admissibilité exceptées, toutes les autres dispositions ne sont pas susceptibles d'être modifiées par la voie législative. « Telle qu'elle est, cette disposition est fort importante parce qu'elle consacre assez nettement la distinction du pouvoir constituant et du pouvoir législatif (2) ».

Le même publiciste présente encore cet autre argument. La Charte n'a pas établi de formes pour sa révi-

1. C. G. Hello. *Du régime constitutionnel dans ses rapports avec l'état actuel de la science sociale et politique*. 3<sup>e</sup> édition. Paris 1848, tome 2, ch. 1, p. 23.

2. Berriat Saint-Prix *op. cit.* p. 119 et p. 187.

sion. Qui pourra la modifier en cas de nécessité ? Le Parlement ? Non ! « La Charte est l'expression du *vœu du peuple français* (1) le même vœu seul peut la réformer (2) ». Et ceci qu'il s'agisse des dispositions fondamentales ou des dispositions réglementaires car le vœu national, qui a dicté les unes et les autres, les protège avec la même efficacité.

Le législateur ne peut donc pas modifier la Charte, ni dans ses parties fondamentales, ni dans ses parties réglementaires, car il ne possède pas le pouvoir constituant. S'il se permet une atteinte quelconque à la Charte, elle sera inconstitutionnelle. Les juges, entre le texte de loi voté par les chambres et la constitution à laquelle il est contraire, n'auront pas à hésiter. Ils doivent juger selon la Charte. « Par, exemple dit Berriat Saint-Prix, si une loi rétablissait la censure avec certaines peines, le jugement qui acquitterait un individu inculpé, par le motif que l'article 7 de la Charte défend le rétablissement de la censure, ne serait pas à mon avis susceptible de cassation (3) ». Hâtons-nous de dire que cette doctrine, admise aux Etats-Unis, où les tribunaux sont juges de la constitutionnalité des lois, ne le fut jamais chez nous, quoiqu'en pense le savant publiciste.

Hello nous offre une riche moisson d'arguments pour

1. Déclaration de la Chambre des Députés du 7 Août 1830.

2. Berriat Saint-Prix, *op. cit.*, p. 119.

3. F. Berriat Saint-Prix, *op. cit.*, p. 119-120.

appuyer la thèse de la distinction absolue des pouvoirs constituant et législatif. « L'instinct national, dit-il, plus sûr que notre science, plus sage que nos docteurs, fait à merveille la différence de la Charte et de la loi ; il y voit une sorte de loi magistrale, la loi par excellence, la loi fondamentale, *la loi des lois* » (1). La Charte, en tant que loi constitutionnelle est placée hors des atteintes du législateur, qui ne peut ni la modifier, ni la mutiler, ni l'abroger au gré changeant de son caprice. Elle doit donner à la France une stabilité, qui lui a longtemps manqué. C'est en ce sens, qu'elle est *une vérité*, et que tout le monde la comprend.

Si le pouvoir constituant est apparu en 1830 à la suite de la révolution, c'est que sa nécessité se faisait sentir. Il a modifié la constitution et nommé un roi, puis son œuvre achevée il est rentré dans le néant ; donc il n'est pas passé au législateur. « C'est la parole du créateur, qui commande une fois, pour gouverner toujours ; c'est sa main puissante, qui se repose, pour laisser agir les causes secondes, après avoir donné la vie et le mouvement à tout ce qui existe » (2).

La Charte ne détermine pas le mode de sa révision.

1. Hello, *op. cit.* tome 2. Ch. 1, p. 24-25.

2. Pensée de Portalis citée par Hello à l'appui de sa thèse (Hello, *op. cit.* t. 2, p. 25) ; il est vrai que Dupin dans son rapport sur la loi de régence s'en sert aussi dans un but diamétralement opposé (*Supplément au Moniteur* du 21 août 1842, p. 1832, col. 1).

Est-ce à dire qu'elle ne connaît pas la distinction du constituant et du législatif? Le croire serait une erreur.

Faute de distinction expresse, un examen attentif nous montre dans nombre d'articles une distinction virtuelle. Tel ou tel article contient en effet deux parties distinctes « dont l'une commande et ne peut être que le pouvoir constituant, dont l'autre subordonnée et obéissante ne peut être que le pouvoir législatif (1) ».

La Charte dans son article 7 défend de rétablir la censure. A qui le défend-elle ? Au pouvoir qui l'a rétablie quatre (2) fois sous la Restauration. Que le pouvoir constituant appartienne au législateur ! Il peut rétablir la censure. Et l'article 7 de la Charte ne signifie plus rien (3).

« La dette publique est garantie. Toute espèce d'engagement pris par l'Etat avec ses créanciers est inviolable ». Telle est la disposition de l'article 61. La constitution impose au pouvoir législatif le respect des engagements de l'Etat. Mais à quoi bon cette obligation, si le constituant et le législatif sont confondus entre les mains du législateur ? Le jour où elle le gênera, il la

1. Hello, *op. cit.*, page 26, tome 2.

2 Lois du 21 octobre 1814, 31 mars 1820, 26 juillet 1821, 17 mars 1822.

3. Hello, *op. cit.* p. 27, tome 2.

fera disparaître et reprendra les errements dont ses prédécesseurs lui ont donné l'exemple (1).

Les rédacteurs de la Charte ont consacré en termes exprès le principe de la liberté religieuse. « Chacun professe sa religion avec une égale liberté, dit l'article 5, et obtient pour son culte la même protection ». A l'imitation du Parlement d'Angleterre, la chambre des députés d'accord avec le roi et les pairs peut-elle imposer à la France une religion nouvelle ? Non. Alors le Parlement ne possède pas chez nous le pouvoir constituant, car si ce pouvoir était confondu, dans ses mains, avec le législatif, il pourrait tout faire, et l'article 5 n'aurait plus de sens (2).

« Il serait facile, dit Hello, de répéter cette argumentation sur beaucoup d'autres articles, et de demander si, chez nous, le législateur pourrait créer des commissions judiciaires (art. 54), donner le droit électoral avant 25 ans (art. 34), l'éligibilité avant 30 (art. 32), déclarer que le roi n'est pas inviolable, que les ministres ne sont pas responsables (art. 12), voter l'impôt pour plus d'un an (art. 41), organiser la garde nationale, l'instruction publique, l'administration communale et départementale sans observer les conditions de l'article 69 (3) ».

1. La loi du 9 vendémiaire an VI avait décidé le remboursement des deux tiers de la dette en bons au porteur.

2. Cf. Hello, *op. cit.* tome 2, page 28 et 29.

3. *Idem*, page 29.

Notre publiciste arrive enfin à son principal argument pour établir la distinction du constituant et du législatif. Il le tire des articles 68 et 69 combinés. Ce dernier dispose : « Il sera pourvu successivement par des lois séparées et dans le plus court délai possible aux objets qui suivent ». Dans leur hâte de terminer rapidement la crise révolutionnaire, ouverte par les ordonnances de Charles X, les rédacteurs de la Charte de 1830 statuent seulement sur les points essentiels. Pour nombre d'objets ils s'en réfèrent au législateur de l'avenir, qui y pourvoira par des lois ordinaires et séparées, c'est-à-dire, qui ne seront pas incluses dans la Charte (1).

La question de l'hérédité de la pairie, elle-même, qui avait si vivement passionné les esprits pendant la révolution, (2) ne fut pas tranchée par les rédacteurs de la Charte. Mais elle ne fut pas non plus mise au nombre des objets, qui devaient être réglés par des lois séparées. L'article 68 al. 2 stipule impérativement que « l'article 23 de la Charte sera soumis à un nouvel examen dans la session de 1831 ». Le pouvoir constituant de 1830 a ainsi délégué à la session de 1831 une mission constituante : celle de réviser l'institution de la pairie. L'œuvre du législateur de 1831 porte la marque constituante dans son titre même : *Loi qui remplace l'article 23 de la Charte*. Bien plus cette loi

1. Hello *op. cit.*, page 30.

2. C.f. *suprà* ch. III. § 3. page 75.

établit une distinction entre le caractère viager de la pairie et les conditions d'admissibilité. Et elle ajoute que, seules, les conditions d'admissibilité pourront être modifiées par une loi. Par suite le caractère viager donné à la pairie est hors de la sphère législative ; disons mieux : il lui est supérieur (1).

Le pouvoir constituant n'est donc pas un mythe ; son existence est réelle et il se distingue nettement du pouvoir législatif. Sur un ton de triomphe, notre auteur s'écrie alors : « Niez encore le pouvoir constituant ; le voilà qui marche devant vous (2) ».

Si le pouvoir constituant existe, il faudra le consulter sur les modifications à introduire dans la Charte. Mais comment ? Hello nous propose une procédure pour nous tirer d'embarras. « Pourquoi le cas échéant, ne ferait on pas, ce qu'a fait l'ordonnance du 13 juillet 1815, un appel spécial aux collèges électoraux ? Les collèges électoraux sont le degré de notre organisation politique le plus rapproché de la nation, et son organe le plus immédiat (3) ».

Après avoir recherché avec sollicitude les preuves de l'existence du pouvoir constituant et l'avoir nettement distingué du législatif, Hello reconnaît qu'en cas d'abus de pouvoir de ce dernier, il n'y a pas de sanction possible. Néanmoins il reste très convaincu de la

1. C. f. Hello, *op. cit.*, tome 2, p. 30-31.

2. Hello, *op., cit.*, tome 2, p. 31.

3. Hello, *op. cit.*, tome 2, p. 32 à 34.

valeur de sa distinction. « Le sens de ce que nous venons de dire, ajoute-t-il, c'est que le pouvoir législatif a sa limite, que par conséquent il peut avoir son excès et que *l'omnipotence* parlementaire est une idée subversive ; il n'y a pas de vérité méconnue qu'il importe autant de raffermir (1) ».

§. 5.

Un publiciste, non moins célèbre que les deux précédents, Alexis de Tocqueville, n'admettait pas davantage l'omnipotence parlementaire. Sa thèse est originale.

Comparant la constitution anglaise à la constitution française, il les trouve absolument différentes. La première est à la merci du parlement, qui est à la fois corps législatif et corps constituant. Il en est tout autrement de la seconde : « en France, la constitution est une œuvre immuable ou censée telle (2) ».

D'où vient cette immutabilité de la constitution française ? La Charte est une loi constitutionnelle. Il en résulte qu'elle ne peut être modifiée par une simple loi faite par les chambres d'accord avec le roi. « De qui le roi tient-il ses pouvoirs ? De la constitution. De qui les pairs ? De la constitution. De qui les députés ?

1. Hello, *op. cit.*, tome 2 page 35.

2. Alexis de Tocqueville. De la démocratie en Amérique. 2<sup>e</sup> Edition, Paris 1835, tome 1<sup>er</sup>, page 167.

De la Constitution. Comment donc le roi, les pairs, les députés, en se réunissant, pourraient-ils changer quelque chose à une loi, en vertu de laquelle seule ils gouvernent ! (1) ».

Supposons que, n'en étant pas à une illégalité près, ils se déclarent constituants et veuillent réviser la Charte. Qu'arrivera-t-il ? « De deux choses l'une : ou leurs efforts sont impuissants contre la Charte qui continue à exister en dépit d'eux et alors ils continuent à régner en son nom ; où ils parviennent à changer la Charte, et alors la loi, par laquelle ils existaient, n'existant plus, ils ne sont plus rien eux-mêmes. En détruisant la Charte ils se sont détruits » (2).

La Charte en tant que loi constitutionnelle ne peut donc pas être modifiée par une loi ordinaire. Peut-elle l'être par une loi de même nature ? Elle le pourrait si elle indiquait un moyen de révision. Or elle n'en indique pas plus que sa devancière de 1814. Donc elle ne peut pas davantage être modifiée par une loi constitutionnelle (3).

Que nous reste-t-il à faire ? A conclure logiquement que la Charte de 1830 est immuable. « L'ensemble de la constitution, dit A. de Tocqueville, est immuable parce qu'on n'aperçoit pas de moyens légaux de la charger (4) ».

1. A. de Tocqueville, *op cit*, tome 1<sup>er</sup>, p. 330., note L.

2. A. de Tocqueville, *op. cit.*, tome 1<sup>er</sup>, note L, p. 330-331.

3. Cf. A. Esmein, *op cit.*, p. 378.

4. A. de Tocqueville, *op. cit.*, tome 1<sup>er</sup>, note L, p. 331.

## CHAPITRE VI

### La Question de la Régence.

1. — La mort du duc d'Orléans et la nécessité immédiate de régler l'institution de la régence.
2. — L'attitude des partis ; les journaux.
3. — Les publicistes : Dubois, Duclerc.
4. — Les débats à la chambre des députés. Le vote du projet gouvernemental.
5. — Les débats devant les pairs ; le vote.

#### § 1.

L'évènement imprévu qui devait nécessiter une modification de la Charte se fit attendre douze ans. Et encore ce ne fut pas une modification au sens propre du mot, ce fut une addition. Le 13 juillet 1842 l'héritier du trône, le prince Ferdinand-Philippe-Louis-Charles-Henri d'Orléans, duc d'Orléans, fut tué par un accident de voiture. Cette fin tragique frappa d'autant plus les esprits que le roi Louis-Philippe avait 70 ans et le comte de Paris 4 ans seulement. Une longue minorité était à prévoir, une régence s'imposait.

La douleur fut générale. Les diplomates s'émurent

d'éventualités, qui pouvaient troubler les affaires européennes. « Cette mort, dit Donozo Cortès, a été un événement de la plus haute importance pour la majeure partie des puissances en Europe : tandis que la nation française porte le deuil, de l'autre côté de la Manche et du Rhin on découvre des symptômes de douleur et d'effroi » (1). Lord Palmerston voyait dans ce tragique accident « une calamité pour la France et pour l'Europe (2) ». Le vieux diplomate autrichien écrivait, lui aussi : « L'évènement est un des plus graves auxquels puisse atteindre l'imagination : je lui reconnais toute la valeur d'une catastrophe (3) ».

Plus que les étrangers encore, les Orléanistes furent pris de frayeur en présence de l'avenir sombre, qui s'ouvrait pour leur monarchie. Avant tout il fallait éviter, qu'il y eut une hésitation ou un arrêt dans la marche des affaires du pays, lorsque mourrait Louis-Philippe. C'est d'ailleurs le propre de la monarchie héréditaire de passer d'un règne à l'autre sans à-coup, sans solution de continuité, ainsi que le montre le vieil adage : *le roi est mort, vive le roi*. Mais la Charte n'avait pas prévu la possibilité d'une régence et ne contenait

1. Lettre du 24 juillet 1842 au journal *El Heraldo*. *Œuvres de Donozo Cortès*, tome 1.

2. Lettre du 18 juillet 1842, adressée à son frère. — Bulwer. *Life of Palmerston*, tome 3, p. 96.

3. Lettre adressée par le prince de Metternich au comte Apponyi, le 18 juillet 1842. *Mémoires de Metternich*, tome 6, p. 616.

aucune disposition pour remédier à l'incapacité d'un roi mineur (1). Il importait, sans retard, de combler cette lacune.

Le gouvernement convoque aussitôt les chambres en session extraordinaire. Le 27 juillet, au Palais-Bourbon, a lieu la séance royale d'ouverture. Le vieux roi expose immédiatement aux chambres ce qu'il attend d'elles. « Nous avons ensemble un grand devoir à remplir. Quand il plaira à Dieu de m'appeler à lui, il faut que la France, que la monarchie constitutionnelle ne soient pas un moment exposées à une interruption dans l'exercice de l'autorité royale. Vous aurez donc à délibérer sur les mesures nécessaires pour prévenir pendant la minorité de mon bien aimé petit-fils, cet immense danger » (2).

Sans perdre de temps, le gouvernement se met à l'œuvre, afin de rédiger un projet de loi sur la régence. Le 9 août le maréchal Soult, président du conseil et ministre de la guerre, le présente à la chambre des députés, au nom du roi, « Messieurs nous venons soumettre à vos délibérations un projet de loi, qui a pour objet de fixer en principe l'âge de majorité des rois et de pourvoir pendant les minorités à l'exercice et au maintien de l'autorité royale (3). » Le 11 août la chambre nomme

1. On pouvait cependant appliquer le sénateur-consul du 28 Floréal an XII pour le cas de *minorité* du roi, et la constitution de 1791 (tit. 3, ch. 2, sect. 2, art. 18) pour le cas de *démence*.

2. *Moniteur* du 27 juillet 1842.

3. *Moniteur* du 10 août 1842, page 1768.

une commission pour examiner le projet du gouvernement (1).

§ 2.

Pendant quelque temps les partis hostiles à la Monarchie de Juillet cessèrent leurs attaques. Partisans et adversaires du gouvernement de Louis-Philippe se réunirent dans une pensée commune pour plaindre le roi de l'immense deuil, qui l'accablait. Mais cette trêve fut courte. Aussitôt qu'ils virent que le ministère voulait profiter de l'universelle bonne volonté, pour faire voter une loi de régence faite à sa guise, ils l'accusèrent d'exploiter la pitié humaine. Ils lui reprochèrent de n'avoir pas même le respect de la mort, qui commande d'attendre que le défunt soit dans la tombe, avant de régler sa succession. A l'annonce que le ministère comptait faire voter la loi sur la régence par les chambres, tout comme une loi ordinaire, les attaques atteignirent leur summum de virulence.

L'historien habituel de la monarchie de juillet retraçant l'attitude des partis avancés s'exprime en ces termes : « Rien à espérer des radicaux et des légitimistes : ennemis jurés de la monarchie de juillet, ils

1. Voici les membres de la commission : MM. Dufaure, La crosse, Thil, Hébert, Gillon, Comte de Salvandy, Maréchal Comte Sébastiani, Dupin, Laurence. *Moniteur* du 12 août 1842, p. 1777.

ne se prêtaient pas à réparer le mal qu'un accident venait de lui faire ; les légitimistes surtout étaient impitoyables. » (1)

*La Gazette de France*, organe des carlistes, et le *National*, organe des républicains, s'entendent pour proclamer, que les chambres en fonctions sont incompetentes, pour connaître d'une question constitutionnelle, quelle qu'elle soit. La régence, qui est une question constitutionnelle de la plus haute importance, ne peut donc pas être réglée par le législateur, selon la procédure de l'article 14. (2) Par qui le sera-t-elle ? Par le seul pouvoir qualifié pour le faire, par la nation. « En mettant une chambre nouvelle en face d'un catafalque, dit la *Gazette de France*, et en ouvrant une session par des funérailles, les politiques de l'ordre de choses actuel comptent obtenir de la pitié et des émotions d'une chambre sans pouvoirs, pour résoudre une si grave question, une réponse qu'il n'appartient qu'à la France entière, réellement consultée, de prononcer par la voix de ses représentants légitimes. » (3)

Le *National* n'est pas moins affirmatif. « Le pays, dit-il, la nation entière est seul juge de la question ; or cette question est constituante, le pouvoir constituant est dans la souveraineté et aux termes de la

1. P. Thureau Dangin, *op. cit.*, tome 5, p. 92.

2. C. f. *supra*, p. 82.

3. *Gazette de France* du 21 Juillet 1842. C. f. même journal, n° du 29 juillet.

Charte il n'y a que le peuple qui soit souverain » (1).

Si, en 1830, la chambre des députés, en invoquant l'inéluctable nécessité, a pu usurper la souveraineté nationale et faire une Charte et un roi, en 1842 la situation n'a rien de désespéré et la nation doit être appelée à exercer ses droits. Les chambres n'ont que trop longtemps usurpé le pouvoir constituant. Et aujourd'hui, il ne faut pas leur laisser voter « une royauté entre une loi de chemins de fer et une loi sur la vaine pâture ». (2)

Les journaux de province sont aussi passionnés que ceux de Paris, pour proclamer les droits imprescriptibles de la nation à se constituer. Eux aussi demandent que la question de la régence soit décidée par une Assemblée Nationale. « Ce qu'il importe, dit l'un d'eux, c'est que la personne qui sera revêtue de cette dignité, le soit en vertu d'un droit, qui ne saurait être contesté. Or nous le demandons, qui pourra jamais plus utilement, plus irrévocablement conférer un pareil droit, soit par déclaration générale, soit par disposition spéciale, si ce n'est une assemblée nationale, convoquée extraordinairement et exceptionnellement, et rentrant le lendemain dans le néant » (3).

D'autres journaux de nuance moins avancée ne reconnaissent pas davantage au Parlement le droit de

1. *Le National* du 20 juillet 1842.

2. *Le National* du 17 juillet 1842.

3. *Le Journal de Rouen*, cité par le *National* du 20 juillet 1842.

s'arroger le pouvoir constituant (1). Mais ils ne voient pas non plus la nécessité d'un appel au pays pour constituer la Régence. Pourquoi remuer les masses profondes de la nation, n'est-il pas beaucoup plus simple de régler ce point non prévu par la Charte par une loi spéciale? Si oui, la procédure est simple, car une loi spéciale n'est pas constituante ; le simple vote des deux chambres et l'assentiment du roi suffisent pour la faire. « Fera-t-on une loi générale sur la régence, une loi qui embrasse l'avenir monarchique du pays, ou bien s'arrêtera-t-on à une loi, qui règle le cas spécial de la minorité du comte de Paris? Nous penchons pour cette dernière solution (2) » Voter une loi spéciale présente les plus grands avantages, car la modification ou l'abrogation en est facile. « C'est évidemment une loi ordinaire, à laquelle le pouvoir législatif peut en substituer une autre, au moment même où le besoin l'exigera (3) ».

*Le Siècle*, journal d'Odilon Barrot reconnaît la compétence du parlement pour d'autres raisons. « Le souverain constitue, dit-il, il ne gouverne pas. Or la régence n'étant que la délégation de l'exercice temporaire d'un pouvoir constitué, c'est à la législature à régler et à déléguer la régence, qui ne change

1. C. F. *Le Courrier Français* du 18 juillet 1842.

2. *Courrier Français* du 17 juillet 1842.

3. *Constitutionnel* du 13 août 1842. C. F. également le n° du 12 août.

rien et qui ne doit rien changer aux attributions constitutionnelles de la royauté (1) ».

Quant aux feuilles ministérielles, elles pensent naturellement que la meilleure procédure à suivre, pour régler la question de la régence, est celle que compte suivre le gouvernement. Elles déclarent que les chambres de 1842 sont aussi qualifiées que celles de 1830 et 1831 pour régler une question constitutionnelle, « Dans nos institutions, la nation est représentée par le pouvoir législatif, c'est-à-dire par le roi et les chambres. Toutes les questions, même les questions fondamentales et constitutionnelles sont légitimement résolues par ce pouvoir. Oui, sans doute, la question de la régence est essentiellement constitutionnelle, la loi qui la résoudra ne sera pas une loi ordinaire; ce sera comme la loi du 29 décembre 1831 une loi organique complémentaire de la Charte du 9 août; mais cette loi, les chambres et le roi réunis peuvent la faire, comme ils ont fait celle du 29 décembre. En eux résident, en effet, tous les droits, tous les pouvoirs de la souveraineté » (2). On ne saurait plus formellement proclamer le dogme de l'omnipotence parlementaire (3).

1. *Le Siècle* du 19 juillet 1842.

2. *La Presse*, citée par le *National* du 13 juillet 1842.

3. C. f. la collection du *Journal des Débats* de juillet et août 1842.

§ 3.

L'opinion des publicistes sur la question de la régence était également très divisée. Dès 1836, Félix Berriat Saint-Prix prévoyant la possibilité d'une régence déclarait : « La Charte ne prévoit pas le cas où le roi serait mineur ou insensé ; il appartient au pouvoir législatif de combler cette lacune » (1).

En 1842, la mort tragique du duc d'Orléans est la cause de l'éclosion d'une quantité de brochures sur la régence. Leurs auteurs veulent les uns la régence féminine de la duchesse d'Orléans, les autres demandent, que le législateur, par une loi spéciale, dispose seulement de la régence, pour le cas présent, en faveur du duc de Nemours. D'autres enfin déclarent que la nation seule a le droit de se prononcer sur la question constitutionnelle de la régence.

Un parlementaire, qui a une crainte salutaire de la tribune, M. Dubois (de la Loire-Inférieure), éprouve néanmoins le besoin de faire connaître son opinion sur la question, qui passionne alors la France. Il publie une petite brochure sur ce sujet. A la question de savoir si le pouvoir législatif a mandat pour régler l'établissement de la régence, il répond sans détours : « Je ne saurais, dit-il, je l'avoue avoir sur ce point le moindre scrupule. La monarchie représentative se trouva

1. F. Berriat Saint-Prix, *op. cit.*, pages 92-93.

reconstituée le lendemain de sa chute, sous la seule condition pratique de suffire par elle-même, avec les trois pouvoirs qui la composent, à tous les perfectionnements qu'exigeraient et la marche du temps et le progrès des mœurs politiques et les soudaines nécessités. Tout ce que la Charte n'a pas constitué a toujours reste en dehors de ses prévisions et objet d'une loi » (1). Voilà une fois de plus proclamé qu'en France le Parlement peut tout faire.

Entre toutes les autres une brochure fit sensation ; ce fut celle de M. E. Duclerc. Ses adversaires eux-mêmes s'accordent pour la trouver remarquable (2). En voici l'exposé succinct.

La Régence est-elle une fonction ou une institution ? Si c'est une fonction le chef du pouvoir exécutif est tout naturellement investi du droit d'en nommer le titulaire. Si c'est une institution le roi n'a aucun droit pour en disposer. Le pouvoir législatif est-il mieux qualifié ? Il y a lieu de distinguer : ou la constitution a jeté les fondements de l'institution et le pouvoir législatif peut en régler l'exercice ; ou la constitution est muette et « le pouvoir législatif, qui n'existe, ne se meut que par la constitution, est virtuellement frappé d'impuissance (3) ».

1. Dubois (de la Loire-Inférieure), *Opinion sur la Régence*, brochure in-8°, Nantes, 1842, page 4.

2. Cf. *Le Constitutionnel* du 12 août 1842.

3. E. Duclerc. *Droit public, de la Régence*, Paris, 1842, ch. I, p. 12, 13.

Or la régence est non pas une fonction, mais une royauté temporaire c'est-à-dire une institution et une institution fondamentale du royaume (1) ; de plus la Charte est muette à son sujet. Donc ni le roi, ni le pouvoir législatif ne peuvent en régler l'exercice.

Qui aura le pouvoir de le faire ? « Dans la société seule, dans le peuple, dans l'universalité des citoyens, réside exclusivement le droit de créer ou d'abroger les lois fondamentales... Au pouvoir constituant, au pouvoir souverain, qui a créé la constitution, appartient le droit exclusif et inaliénable de la changer, d'en retrancher ce qui paraît inutile ou dangereux, d'y ajouter les dispositions réputées nécessaires ou seulement utiles (2) ». Cette doctrine n'est pas nouvelle. Vattel (3) l'exposait il y a deux siècles et un orateur royaliste, Cazalès (4) la défendait à l'Assemblée Constituante.

La loi fondamentale de l'Etat n'a rien statué sur la régence. Par suite, il faut recourir au pouvoir souverain, au peuple, qui seul a le droit de combler cette lacune. Cette opinion est celle de Grotius (5), de Barbeyrac son savant traducteur et commentateur, et celle du théoricien des Cortès, l'espagnol Marina (6). Elle

1. E. Duclerc, *op cit.* p. 14 à 25.

2. E. Duclerc, *op. cit.*, ch, 3, p. 18 et ss.

3. Vattel. *Droit des gens*, t, 1, p. 73, 74.

4. Cazalès. *Discours à l'Assemblée Constituante*, séance du 28 mars 1791. *Moniteur* année 1791, 1<sup>er</sup> semestre, p. 363, col. 3.

5. Grotius. *Le droit de la guerre*. I, 1, ch. III. § XV.

6. Marina. *Théorie des Cortès*, tome 2, p. 197.

fut même développée par Philippe Pot (1) aux Etats généraux de 1484.

La législature actuelle, avons-nous dit, est incapable de voter une loi de régence. Une chambre nouvelle, élue *ad hoc* par le corps électoral, le pourrait-elle ? Pas davantage. Il faut recourir à un pouvoir supérieur à celui du corps électoral, il faut recourir au pouvoir constituant, qui appartient en propre à la nation (2).

Si le pouvoir législatif est inhabile à voter une loi organique, est-il qualifié pour voter une loi spéciale, comme bien des gens l'ont proclamé dans la presse et ailleurs ? « En principe, il est impossible d'établir ici une distinction entre une loi organique et une loi spéciale, la loi ne changera pas le caractère essentiel de l'institution (3) ». Par conséquent le pouvoir législatif ne peut pas plus trancher la question de la Régence, sans usurpation, par une loi spéciale que par une loi organique.

Parmi les hommes politiques et les publicistes, les uns (4) sont partisans de la régence de la mère du roi

1. *Harangue* de Philippe Pot, seigneur de la Roche, député de la noblesse de Bourgogne aux Etats généraux de 1484. Dans *le Journal* de Jehan Masselin p. 147 et dans Isambert, *Anciennes lois françaises*, tome 11, p. 25.

2. E. Duclerc, *op. cit.*, p. 73 à 76.

3. E. Duclerc, *op. cit.*, Ch. X, p. 86-87.

4. C. F. *Discours* de Lamartine, C. D. 18 août 1842. *Moniteur* 1<sup>er</sup> supplément au n° du 19 août 1842.

mineur, les autres demandent la régence du prince du sang royal le plus proche du trône. Les mères ont droit à la régence par leur titre de mère et les princes du sang par l'ordre de leur naissance. Mais ces droits s'inclinent devant un droit plus puissant : celui de la nation à être bien gouvernée. C'est donc à elle à régler la dévolution de la régence. Ici encore la pratique des affaires est d'accord avec les principes (1).

« Donc, soit que l'on consulte les principes généraux du droit public, soit que l'on consulte la Charte, ni la chambre actuelle, ni une chambre élue *ad hoc* par le corps électoral, ne peuvent instituer une régence ou nommer un régent (2) ». Seule la nation possède ce droit, et c'est à elle à l'exercer.

#### § 4.

Le problème constituant soulevé par la question de la régence ne fut pas seulement examiné dans la presse et dans les brochures des publicistes, il fut encore longuement discuté devant l'une et l'autre chambre.

Le 16 août à la chambre des députés, Dupin, député de la Nièvre, fait son rapport au nom de la commission chargée d'étudier le projet gouvernemental. Les chambres ont-elles un pouvoir suffisant pour le voter ? C'est absolument sa conviction. Le pouvoir constituant n'est

1. E. Duclerc, *op. cit.* Ch. XI, p. 100.

2. E. Duclerc, *op. cit.* Ch. XVIII, p. 139.

apparu qu'une fois en 1830. Mais la Charte une fois modifiée, et le pacte social juré par le roi, il est rentré dans le néant. Par conséquent c'est aux pouvoirs constitués à étendre partout leur action. « La raison seule indique, dit Dupin, qu'une constitution ne pouvant tout prévoir, laisse à l'avenir le soin de pourvoir à toutes les éventualités, à toutes les survenances, à tous les besoins de la société (1) ». Les trois facteurs de la loi ont non seulement le droit de prévenir tous les arrêts auxquels est exposée la marche normale du gouvernement représentatif, mais encore le devoir de le faire.

Cette thèse du rapporteur n'est nullement du goût des démocrates. Au début de la séance suivante, Carnot dépose une pétition, couverte de nombreuses signatures, dont l'objet est de déclarer que « la chambre outrepasserait ses droits en votant une loi de régence (2) ». Le porte-fanion des démocrates, leur grand orateur, Ledru-Rollin, monte à la tribune pour soutenir les revendications de son parti. Dès les premiers mots, il aborde la question de savoir qui a le droit de faire une loi organique, et réfute la thèse de Dupin et du gouvernement. Avec une franchise, qui ne manque pas de crânerie, il proclame que la souveraineté appartient en propre à la nation et à elle seule. A son accepta-

1. *Moniteur Universel*, supplément aux n<sup>os</sup> des 16 et 17 août 1842, p. 1797, col. 2.

2. C. D. 18 août 1842. *Moniteur* du 19, p. 1806, col. 3.

tion doivent être soumises toutes les lois de la constitution. « Si donc, messieurs, nous jetons un regard sur le passé, depuis 1791 jusqu'en 1814, toutes les lois constitutives, toutes sans exception ont été ratifiées par le peuple, soumises à l'assentiment du peuple. Un mot résume cette longue période de 1791 à 1830. Les droits souverains de la nation, son pouvoir constituant ont été permanents, continus, consacrés sans interruption. » (1)

Un légitimiste ardent, M. de Larochejaquelin succède à la tribune au grand orateur démocrate. Tout comme lui, il proclame hautement l'incompétence des chambres. La question de la régence ne peut être tranchée que par la volonté nationale. « C'est à la volonté nationale, messieurs, que l'on devrait s'adresser; mais alors, ce n'est pas à vous, dans les circonstances où vous avez été élus, qu'on peut demander une loi constituante; car 200.000 électeurs ne sont pas la nation dans un pays de 34 millions d'habitants (2) ».

Les partis avancés demandaient donc un plébiscite ou une convention. Rien n'était plus antipathique à la bourgeoisie dirigeante. Aussi les orateurs de la majorité gouvernementale veulent-ils à tout prix échapper à cette alternative. Consulter le peuple ce serait amener le trouble et l'anarchie dans la société. On ne le

1. *Moniteur* du 19 août 1842.

2. *Moniteur*, 1<sup>er</sup> supplément au n° du 19 août 1842, p. 1808.

consultera pas. Mais seul il possède le pouvoir constituant, et la loi sur la régence est constitutionnelle. Comment sortir de cette impasse. Par une subtilité, qui ne leur fait pas grand honneur, les ministériels déclarent que le projet ne touche pas à la constitution. « On a voulu, dit Dupin, à toute force supposer que nous faisons plus que nous n'avions le pouvoir de faire, parce que disait-on, nous faisons un appendice à la Charte... Messieurs, l'objection porte à faux; nous ne faisons pas un article de la Charte, nous ne sommes pas obligés de recourir au pouvoir constituant (1) ». « Si vous ne pouvez pas tout, dit Hello, l'acte qu'on vous propose n'a en lui-même rien de constituant (2) ». Après avoir présenté la loi sur la régence comme non constitutionnelle, les modérés n'auront plus aucun scrupule pour la voter.

Que penser de cette manière de voir? sinon qu'elle était par trop contraire à la vérité pour qu'un esprit aussi subtil que Dupin put l'exposer avec conviction! La loi de régence était bel et bien une loi constitutionnelle, et elle venait combler une lacune de la Charte. Seuls, les gouvernementaux voulaient bien ne voir là qu'une loi ordinaire, et en ceci ils étaient plutôt complices que dupes.

1. C. D. 19 août 1842. *Moniteur*, 1<sup>er</sup> supplément au n° du 21 août 1842.

2. C. D. 18 août 1842. *Moniteur*, 1<sup>er</sup> supplément au n° du 19 août 1842.

Le 18 août, Guizot eut au moins le mérite de développer la thèse du gouvernement avec plus de franchise. Il se posa sans détour la question de savoir si le Parlement avait le droit de compléter la Charte, et de voter la loi qui lui était soumise. Sa réponse est nette : le pouvoir constituant se trouve là où la Charte a établi l'autorité législative.

Il s'attaque avec véhémence à la distinction proposée par les démocrates et appuyée par les légitimistes. « Si on prétend qu'il existe ou qu'il doit exister au sein de la société deux pouvoirs, l'un ordinaire, l'autre extraordinaire, l'un pour les jours ouvrables, l'autre pour les jours fériés, en vérité, messieurs, on dit une chose insensée, pleine de dangers et fatale ». Le plébiscite n'a pas plus la faveur de Guizot, qu'il n'a celle des autres doctrinaires. « Ces votes, ces bulletins, ces appels au peuple, ces registres ouverts, tout cela, c'est de la fiction, du simulacre de l'hypocrisie ». La conclusion d'un tel discours était à prévoir. « Soyez tranquilles, messieurs ; nous, les trois pouvoirs constitutionnels, nous sommes les seuls organes légitimes et réguliers de la souveraineté nationale. Hors de nous il n'y a je le répète qu'usurpation ou révolution (1) ».

Thiers, qui en haine de Guizot et de son gouvernement avait passé à l'*opposition dynastique*, vient ce-

1. Guizot. *Discours*, Paris, 1863-1864 tome 3, p. 679 et ss., et *Moniteur universel*, 2<sup>e</sup> supplément au n<sup>o</sup> du 10 août 1842.

pendant défendre la même thèse que ce ministre. Il reconnaît qu'il existe une différence entre un article de la Charte et un article de loi ; mais il ne croit pas au pouvoir constituant ; bien plus s'il existait encore comme l'entendent les démocrates ce serait la violation de la Charte. « Maintenant quelle est la présomption ordinaire dans un gouvernement où le pouvoir constituant et le pouvoir constitué n'ont pas été distingués. La présomption la voici d'après ce qui s'est passé en Angleterre et chez nous. Quand la constitution n'a pas distingué un pouvoir constituant et un pouvoir constitué et qu'il s'agit d'un acte important, quel qu'en soit le caractère, on s'adresse à qui ? Aux trois pouvoirs auxquels la constitution a déferé la souveraineté, a déferé les actes les plus importants (1) ». Thiers affirme donc que le pouvoir constituant, tout comme le législatif, appartient au roi et aux deux chambres. Mais il reconnaît que la loi, qui va être votée, n'aura pas le caractère irrévocable qu'aurait eu un article inséré dans la Charte douze ans auparavant. « Nous faisons un article de loi révocable, voilà tout ».

Le 19 août, la chambre des députés vote le projet du gouvernement par 310 voix contre 94 sur 404 votants (2). Thiers, Guizot et les ministériels triomphaient.

1. Thiers. *Discours*, Paris, 1879-1891, tome 6, p. 205 et ss. et *Moniteur*, 1<sup>er</sup> supplément au n° du 21 août 1842.

2. *Moniteur*, C. D. 19 août. 2<sup>e</sup> supplément au n° du 21 août 1842.

Mais ce n'était nullement par la logique, de leur argumentation. Les circonstances faisaient tout. Les hommes du Juste Milieu qui étaient au pouvoir désiraient ardemment maintenir l'ordre et un état de choses favorable à leurs intérêts. Ils avaient peur, en reconnaissant la souveraineté là où elle était, que son exercice amenât des troubles. Consulter le peuple par un plébiscite, ou lui faire nommer des députés à une convention, c'était lui montrer sa toute puissance. La confusion du législatif et du constituant, entre les mains du roi des députés et des pairs, avait le mérite d'éviter tout danger, tout réveil des passions populaires.

Mais cette confusion du constituant et du législatif entre les mains du législateur n'était pas sans soulever de sérieuses critiques. Nous avons vu que Berriat Saint-Prix, Hello et A. de Tocqueville la combattaient avec succès (1). Son fondement doctrinal était loin d'être inattaquable. Guizot l'exprime en ces termes. « Aujourd'hui nous n'aurions pas le droit nous pouvoirs constitutionnels, établis, éprouvés depuis douze ans, nous n'aurions pas le droit de fonder une loi de régence, quand nos devanciers ont fait une royauté en 1830 ! Messieurs cela choque le simple bon sens, cela est contraire aux plus évidentes leçons de l'expérience du monde et de la nôtre (2) ».

Dire que, qui a fait une Charte et un roi, peut bien

1. *Suprà*, chapitre V, §§ 4 et 5. p. 124 et ss.

2. *Moniteur*, 2<sup>e</sup> supplément au n<sup>o</sup> du 19 août 1842.

faire un régent, c'est-à-dire qui peut le plus peut le moins, est un raisonnement contestable (1). La nécessité de donner une constitution nouvelle à la France et l'urgence de mettre fin à la crise révolutionnaire peuvent, sinon justifier, du moins expliquer l'incorrection commise en 1830. Mais en 1842 la situation est toute autre ; il n'y a plus ni crise ni urgence pour excuser l'entorse nouvelle donnée aux principes. Une consultation du peuple souverain s'imposait !

§ 5.

La loi sur la régence, discutée et votée en trois séances (2) par la chambre des députés, arrive à la chambre des pairs. Sans attendre la décision de cette dernière, les députés se séparent. Ils commettent une irrégularité car l'article 21 de la Charte stipule : « La chambre des pairs est convoquée par le roi, en même temps que la chambre des députés. *La session de l'une commence et finit en même temps que celle de l'autre* ». De plus cette attitude incorrecte marque un dédain non dissimulé pour les pairs, qu'on juge incapables de

1. C. F. M. E. Chavegrin, *Cours cité*, chapitre 2. 1<sup>re</sup> partie.

2. Séances des 16, 18 et 19 août 1842.

repousser une loi votée par l'autre chambre, ou simplement d'oser y introduire des modifications. La pairie n'a qu'à enregistrer la volonté du roi et de la chambre élective.

Déposé au Luxembourg le 22 août par le maréchal Soult, le projet de loi sur la régence est soumis le 23 à l'examen d'une commission (1). Le 27, le duc de Broglie, chargé du rapport, développe ses conclusions (2). Dès les premiers mots, il aborde la question de savoir si les chambres ont le pouvoir de compléter la Charte. « Les questions que 1830 a léguées à l'avenir, avons-nous le droit de les décider ? Les institutions, qui manquent au pays, avons-nous le droit de les lui donner, ou bien faut-il recourir à quelque autre pouvoir que nous ? » S'il le fallait, il y aurait en France deux gouvernements, l'un manifeste, l'autre occulte ; la Charte aurait quelque article 14 à double entente, elle n'aurait rien de définitif, ce ne serait qu'un mensonge. « En appeler de la souveraineté fondée et réglée par la Charte à quelque autre souveraineté, qu'on le sache ou non, c'est en appeler au nombre, à la force brutale ; c'est prétendre organiser le désordre et réaliser le néant ». Tout comme Dupin, Guizot et Thiers, le duc de Broglie reconnaît la compétence

1. En voici les membres: MM. le comte d'Argout, Franck-Carré le comte Molé, Béranger (de la Drôme), marquis de Cordoue, duc de Broglie, Cousin. *Moniteur* du 24 août 1842.

2. C. P. 27 Août 1842. *Moniteur* du 28 Août.

des chambres pour établir la régence. Examinons donc librement, dit-il, dans la plénitude de nos droits, dans la paix de notre conscience, comme législateurs, la loi qui nous est proposée ».

Telle n'est pas l'opinion du marquis de Dreux-Brézé. Sans nier l'omnipotence parlementaire proclamée par les orateurs ministériels, il juge qu'elle ne peut qu'être néfaste à la royauté. « Je doute, que ce soit un moyen de raffermir et de fortifier la monarchie, ébranlée par 50 ans de révolutions, que de déclarer que les pouvoirs publics peuvent modifier ou compléter à leur gré la loi qui les régit, quand cette loi n'est autre chose que la constitution même de l'Etat ». Sans aller jusqu'à proclamer qu'il faut revenir aux pratiques de l'ancienne France, dans laquelle à la mort du roi laissant un fils en bas-âge, les grands corps de l'Etat disposaient de la Régence, il propose quelque chose, qui en est l'imitation. « Le seul acte, dit-il, qui me paraîtrait raisonnable et possible aujourd'hui, serait une loi qui consisterait à conférer au prince le plus près du trône le titre et les fonctions de lieutenant-général du royaume, et à lui donner le pouvoir et la mission, de convoquer les chambres dans le délai de quarante jours, afin qu'elles aient à statuer sur la régence et sur tout ce qui s'y rattache (1) ».

La pairie était trop accoutumée à obéir aux volon-

1. C. P. 29 août 1842. *Moniteur* du 30 août.

tés royales, pour prêter un instant d'attention aux thèses développées soit par les démocrates, soit par les légitimistes. En une seule séance, elle discute et vote le projet gouvernemental par 163 voix contre 14 sur 177 votants (1).

Une fois de plus une loi essentiellement constitutionnelle venait d'être votée, au mépris de la souveraineté de la nation, par les trois facteurs de la loi, selon la voie législative ordinaire.

1. C. P. 29 août 1842. *Moniteur* du 30 août 1842.

## CHAPITRE VII

### Conclusion.

1. — Sous la Monarchie de Juillet le pouvoir constituant fut confondu avec le législatif.
2. — Cette confusion, admise par peur des périls révolutionnaires, pouvait causer d'autres périls aussi graves.
3. — Que la méconnaissance des droits souverains du peuple est une des principales causes de la Révolution de Février 1848.

#### § 1.

Au lendemain de la Révolution de 1830, nous avons vu la chambre des députés refaire la constitution et choisir un roi. *Réellement* ce fut elle qui fit tout dans sa mémorable séance du 7 août. Mais elle envoya, ce même jour, une expédition de ses délibérations à la chambre des pairs, qui y adhéra le soir même. Le 9, le roi acceptait la Charte « telle qu'elle avait été amendée par les deux chambres le 7 août (1) ». Dès lors, *juridiquement*, la Charte de 1830 était l'œuvre de la

1. Préambule de l'édition officielle du 14 août 1830. *Collection Duvergier*, tome 30, p. 181. et *supra*, page 43, en note.

chambre des députés d'accord avec la chambre des pairs et le roi. Un vote unique, à la majorité ordinaire avait suffi pour faire la nouvelle constitution de la France.

En 1831, le pouvoir constituant entre encore en action pour régler *l'hérédité de la pairie*. Tout comme douze mois plus tôt, les trois facteurs de la loi font cette réforme constitutionnelle, selon la voie législative ordinaire.

En 1842, la mort du prince héritier fait subitement envisager la possibilité *d'une régence*. On s'aperçoit que la Charte est muette sur cette question. Très rapidement, comme si la nécessité était on ne peut plus urgente, le gouvernement présente un projet que votent successivement les deux chambres. Cette fois encore la loi constitutionnelle, qui détermine le régent, l'étendue de ses attributions et l'âge de la majorité du roi est faite par les trois facteurs de la loi « tout comme une loi sur les chemins de fer ou la vaine pâture (1) ».

Une conclusion s'impose à nous logiquement ; c'est que, sous la Monarchie de Juillet, le pouvoir constituant fut confondu avec le pouvoir législatif. A l'imitation du Parlement d'Angleterre (2), le roi d'accord avec les deux chambres pouvait chez nous faire, défaire, et refaire toutes les lois, tant constitutionnelles qu'ordi-

1. *Le National* du 17 juillet 1842.

2. Sur l'omnipotence du parlement anglais c. f. la magistrale étude de M. E. Chavegrin, *cours cité*, chapitre 1.

naires. Il semble même que l'omnipotence parlementaire fut plus étendue de 1830 à 1848 qu'elle ne l'avait été de 1814 à 1830. Pendant la Restauration, en effet, il avait été admis que les dispositions réglementaires (1) de la Charte pouvaient seules être modifiées par le législateur. Pour imprécise qu'elle était, cette distinction entre les dispositions réglementaires et les dispositions fondamentales intangibles était une limite à la toute puissance du Parlement. Elle est en désuétude sous la Monarchie de Juillet et le Parlement omnipotent peut, à son gré et selon les besoins du moment, faire des lois constitutionnelles ou des lois ordinaires.

## § 2.

Cette confusion du législatif et du constituant est due à deux causes. La première est que la bourgeoisie aisée, qui était au pouvoir, voulait imiter d'aussi près que possible le régime représentatif de l'Angleterre. A ses yeux, en effet, c'était la plus haute expression de la liberté politique. La seconde cause est la répugnance de cette même classe à laisser exercer le pouvoir constituant par le titulaire de la souveraineté : la nation. Elle pensait que l'exercice du pouvoir constituant par le peuple serait une suite de bouleversements sociaux. C'est pourquoi elle avait accordé le pouvoir constituant et le pouvoir législatif au roi et

1. C. f. *Suprà*. Ch. 1 § 2 *in fine*, p. 16.

aux chambres. Elle évitait ainsi les périls révolutionnaires.

Mais, peut-être, ne le faisait-elle, que pour se lancer dans des périls, qui pour être autres, n'en étaient pas moins redoutables. Le Parlement pouvait, sans raison sérieuse, modifier la Charte ; et la constitution, au gré de ses caprices, s'en serait allée lambeaux par lambeaux (1). Outre ce danger d'instabilité constitutionnelle, il y en avait un autre. Le Parlement était dominé par un de ses éléments, la chambre élective. Or cette chambre était élue par un corps électoral composé de 200.000 censitaires. Ce corps de privilégiés de la fortune pouvait, à un moment donné, être pris de panique, en face des revendications des classes ouvrières, qui commençaient à regimber sous le fouet de la misère les cinglant au ventre. Si donc les censitaires avaient jugé la Charte trop libérale, leurs élus n'auraient pas hésité à en faire disparaître des institutions, dont l'absence se serait fait cruellement sentir (2).

Cette conséquence possible de la confusion du pouvoir constituant et du législatif n'échappa pas aux hommes de la Monarchie de Juillet. Pour rassurer les esprits alarmés, Dupin (3) dit, que la Charte était la

1. Cf. Discours d'Odilon Barrot, C.-D. 19 août 1842, 1<sup>er</sup> supplément au *Moniteur* du 20 août 1842.

2. Cf. M. E. Chavegrin, *cours cité*, ch. 2. 1<sup>re</sup> partie.

3. Cf. C. D. 20 août 1842. *Moniteur* 1<sup>er</sup> supplément au numéro du 21 août 1842, p. 1832., col. I.

loi des lois (1); Guizot (2) déclara, que la société et le gouvernement ne sont pas une seule et même chose, et que le législateur ne peut se permettre de tout faire; Thiers (3) plaça les articles de la Charte au-dessus des atteintes de la loi. Mais ce n'étaient qu'affirmations d'hommes d'Etat éloquents, bonnes tout au plus à satisfaire les gens avides d'être convaincus.

D'ailleurs, ils se gardèrent bien d'indiquer, quelles étaient les bornes mises au pouvoir constituant du législateur, car il n'y en avait pas. Donc le Parlement omnipotent pouvait exercer le pouvoir constituant selon son bon plaisir.

### § 3.

Une telle situation, admissible à la rigueur dans un pays de suffrage universel, était sous le gouvernement de Louis-Philippe un défi jeté à la nation. Deux cent mille censitaires menaient trente quatre millions d'hommes. Ceci d'ailleurs était une conséquence de la base équivoque, sur laquelle reposait la Monarchie de Juillet. Elle n'était pas la royauté héréditaire. Elle ne voulut pas être la royauté élective nommée ou ratifiée par le peuple.

1. C. f. également Hello, *op. cit.*, t. 2, ch. I, p. 24-25. *Suprà*, page 128.

2. C. D. 18 août 1842. *Moniteur* 2. suppl. au numéro du 19 août 1842, p. 1811; col. 3.

3. C. D. 20 août 1842. *Moniteur*. 1<sup>re</sup> suppl. au numéro du 21 août 1842, p. 1829, col. 3.

Pendant toute sa durée, d'août 1830 à février 1848, le peuple et la petite bourgeoisie furent quantités négligeables. Les hommes de gouvernement de ce temps commirent la faute impardonnable de ne pas voir, qu'ils ne représentaient que les intérêts d'une classe, tandis qu'ils méconnaissaient les aspirations de toute une société. Pour le Gouvernement de Juillet, les désirs de la bourgeoisie étaient des ordres. Louis-Philippe lors des revues de la garde-nationale, uniquement recrutée dans la classe aisée, écoutait attentivement les demandes qui lui étaient faites et s'empressait d'y faire droit. Il eut le grand tort de croire entendre là l'écho fidèle des vœux de la nation ! En revanche, on commit la maladresse insigne de ne jamais donner satisfaction aux réclamations des classes populaires. C'en était plus qu'il n'en fallait pour causer un soulèvement nouveau de ce pays, que n'effrayaient plus les révolutions !

---

Vu : le président de la thèse  
CHAVEGRIN

Vu : le Doyen  
GLASSON

Vu et permis d'imprimer :  
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,  
GRÉARD.

## BIBLIOGRAPHIE

- Louis Blanc.** — *Histoire de Dix ans* (1830-1840) 12<sup>e</sup> édition. Paris, 1877. 5 volumes, in-8°.
- Ch. Lacretelle.** — *Histoire de France depuis la Restauration*. Paris, Delaunay. 1829-1835, 4 vol. in-8°.
- M. F.-P. Lubis.** — *Histoire de la Restauration*, 2<sup>e</sup> édition. Paris, Parent-Desbarres, 1848, 6 vol. in-8°.
- Albert Maurin.** — *Histoire de la chute des Bourbons. Grandeur et décadence de la Bourgeoisie*, 7 vol. gr. in-8°. Paris, 1849.
- Elias Regnault.** — *Histoire de Huit Ans* (1840-48). Paris, Pagnerre, 1860. 3 vol. in-8°.
- Emile Renard.** — *Histoire de la Restauration suivie d'un précis de la Révolution de Juillet*. Paris, 1842, 1 vol. in-8°.
- A.-L. von Rochau.** — *Geschichte Frankreichs vom stürze Napoleons*, trad. Rosenwald. Paris, 1867.
- Paul Thureau-Dangin.** — *Histoire de la Monarchie de Juillet*, 2<sup>e</sup> édition. Paris, 1888-92, 7 vol. in-8°.
- A. de Vaulabelle.** — *Histoire des Deux Restaurations*, 7<sup>e</sup> édition. Paris, Garnier frères, 8 vol. in-8°.
-

- Duchesse d'Abrantès.** — *Mémoires sur la Restauration, ou souvenirs historiques sur cette époque, la Révolution de Juillet et les premières années du règne de Louis-Philippe.* Paris, 1835-36, 6 vol. in-8°.
- Comte d'Alton-Shée.** — *Mes Mémoires,* (1826-1848). Paris, 1869, 3 vol. in-8°.
- S. Bérard.** — *Souvenirs historiques sur la Révolution de 1830,* 1 vol. in-8°. Paris, 1834.
- Chateaubriand.** — *Mémoires d'Outre-Tombe.* Paris Garnier, 6 vol. in-8°.
- Dupin.** — *Mémoires,* 4 vol. Paris, 1855.
- Gisquet.** — *Mémoires,* 6 vol. in-8°. Bruxelles, 1841.
- Guizot.** — *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps.* Paris, 1870, 8 vol. in-8°.
- J. Laffitte.** — *Souvenirs racontés par lui-même,* 3 vol. in-8°, Paris, 1844.
- Lafayette.** — *Mémoires, correspondances et manuscrits publiés par sa famille.* Paris, 1837-38, 6 vol.
- Général Max. Lamarque.** — *Mémoires et souvenirs* 3 vol. in-8°. Paris, 1835-36.
- Ch. Liadières.** — *Souvenirs historiques et parlementaires.* Paris, 1855, 1 vol. in-8°.
- Comte de Montalivet.** — *Fragments et souvenirs.* Paris, 1899, (le tome 1<sup>er</sup> a seul paru).
- Maréchal Marmont.** — *Mémoires de 1792 à 1841.* Paris, 1857, 9 vol. in-8°.
- A. Nettement.** — *Souvenirs de la Restauration.* Paris, Perny

1858, 1 vol. in-18°.

**L.-Ph. d'Orléans.** — *Correspondances, mémoires et discours inédits.* Paris, 1865, 1 vol. in-18°.

**Pasquier.** — *Mémoires.* Paris, 1893, 6 vol. in-8°.

**Soult.** — *Mémoires.* Paris, 1854.

**Prince de Talleyrand-Périgord.** — *Extrait de ses Mémoires publiés par le Baron de Lamoignon-Langon.* Paris, 1838-39. 4 vol. in-8°.

---

**A. E. Billault de Géraînville.** — *Histoire de Louis-Philippe.* Paris, 1870-71, 1 vol. in-8°.

**D<sup>r</sup> Christian Birch.** — *Ludwig Philipp der Erste, Stuttgart,* 1846, 3 vol. in-8°.

**Amédée Boudin.** — *Histoire de Louis-Philippe.* Paris, gr. in-8°.

**Aug. Burck.** — *Ludwig Philipp.* Weimar 1839, 1 vol. in-8°.

**A. de Chateauneuf.** — *Louis-Philippe 1<sup>er</sup>. Précis historique.* 4<sup>e</sup> édition. Paris 1831, 1 vol in-8°.

**J. Crétineau-Joly.** — *Histoire de Louis-Philippe d'Orléans et de l'Orléantisme.* Paris. 1862-65, 2 vol. in-8°.

**C. A. Dauban.** — *Histoire du règne de Louis-Philippe 1<sup>er</sup> et de la 2<sup>e</sup> république.* Paris, 1872, 1 vol in-18°.

**A. Nettement.** — *Vie de Louis-Philippe.* Paris, 1848, 1 vol. in-16°.

**V. de Novvion.** — *Histoire du règne de Louis-Philippe 1<sup>er</sup>* (1830-48). Paris, 1857-59, 4 vol. in-8°.

**X** *Personen und Zustände aus der Restauration und dem Julikonigthum*, (1817-1848). Berlin, 1853, 1 vol. in-8°.

---

**Mavidal et Laurent.** — *Archives Parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, tomes 63, 69. 70,71, 72, 73.

**Moniteur universel.** — Années 1830-1831-1842.

---

**F. Berriat Saint-Prix.** — *Commentaire sur la Charte constitutionnelle*. Paris, 1836.

**E. Chavegrin.** — *Le Pouvoir constituant*. Cours professé à la Faculté de droit de Paris, en 1899-1900.

**Dupin.** — *La Révolution de juillet. Son caractère légal et politique*. Paris, 1835.

**Duvergier de Hauranne.** — *Histoire du gouvernement parlementaire en France*, 2<sup>e</sup> édition. Paris, 1870, 10 volumes.

**A. Esmein.** — *Eléments de Droit constitutionnel Français et comparé*. 2<sup>e</sup> édition. Paris, 1899.

**Guizot.** — *Discours*, 5 volumes, in-8°. Paris, 1863-64.

**C. G. Hello.** — *Du régime constitutionnel dans ses rapports avec l'état actuel de la science sociale et politique*. 3<sup>e</sup> édition. Paris, 1848, 2 vol.

**A. de Lamartine.** — *La France Parlementaire* (1834-1851) *œuvres oratoires et écrits patriotiques*. Paris, 1864, 6 vol. in-8°.

**Ledru-Rollin.** — *Discours politiques et écrits divers.*  
2 vol. Paris, 1879.

**Pinheiro-Ferreira.** — *Cours de droit public.* Paris,  
1830-1838, 3 volumes.

**Thiers.** — *La Monarchie de 1830.* Paris, 1831.

— *Discours*, 16 volumes, in-8°. Paris, 1879-1891.

**A. de Tocqueville.** — *De la démocratie en Amérique,*  
2<sup>e</sup> édition. Paris 1835, 2 vol.

**Tchernoff.** — *Le Parti républicain sous la monarchie  
de juillet.* Paris, 1901, 1 vol. in-8°.

---

**Léonce Adam.** — *Des chambres, de la Charte et de  
l'hérédité de la pairie,* Paris, 1830, brochure  
in-8°.

**Anisson-Duperron,** — *Aide-toi, le ciel t'aidera. Notes  
et fragments sur la chambre de 1830.* Clermont,  
1832, broch. in-8°.

**L. Bezout.** — *Révolution de juillet 1830.* Paris, 1830,  
broch. in-8°.

**Baron Blein.** — *Examen de la Charte.* Paris, 1830  
broch. in-8°.

**Simon Blocquel.** — *La quinzaine mémorable.* Paris,  
1830, br. in-18°.

**A. Bret.** — *Plaidoyer pour le peuple.* Paris 1830, br.  
in-8°.

**Capefigue.** — *Le gouvernement de juillet, les partis et  
les hommes politiques, (1830-35).* Paris 1835, 2  
vol. in-8°.

- A. Caunes (père).** — *Des moyens d'instituer le gouvernement républicain.* Paris, 1831. 1 vol. in-8°.
- J. M. Caron.** — *Essai sur la Révolution de 1830.* Paris, 1830, 1 vol. in-18.
- Cauchois-Lemaire.** — *Histoire de la Révolution de 1830.* Paris, 1842. 1 vol. in-8°.
- Cousin d'Avallon.** — *Révolution mémorable des journées des 27, 28, et 29 juillet 1830.* Paris 1830. 1 vol. in-18.
- G. Cavaignac.** — *Aide-toi, le ciel t'aidera.* Paris, 20 août 1830, broch. in-4°.
- G. Desjardins.** — *Que le gouvernement définitif qui va s'installer doit s'appuyer sur le peuple.* Paris 1830, br, in-8°.
- Duran.** — *Projet de sanction relatif à la nouvelle à la Charte constitutionnelle.* Foix, 1830, br. in-8°.
- A. Fabre.** — *La Révolution de 1830 et le véritable parti républicain.* Paris, 1833, 2 vol. in-8°.
- J. F. Faily.** — *Jugement du coup d'Etat et de la révolution de 1830.* Paris, 1830, 1. V, in-8°.
- J. Fiévée.** — *Causes et conséquences des événements du mois de juillet 1830,* 2<sup>e</sup> édition. Paris, 1830, 1 vol. in-8°.
- Vte de Foucauld.** — *Mémoires sur les événements de juillet 1830,* Paris, 1831.
- Fourquet d'Hachette.** — *Coup d'œil rapide sur les révolutions françaises de 1789 et 1830.* Paris, 1830, br. in-8°.

— *Un mot sur la nouvelle Charte constitutionnelle des Français.* Paris, 1830, br. in-8°.

**Gallois (Léonard).** — *La dernière semaine de juillet* 1830. Paris, 1830, br. in-8°.

**Gardeton (César).** — *Révolution française ou journées sanglantes des 27, 28 et 29 juillet* 1830. Paris, 1830.

**Laforest d'Armaillé (A. de).** — *Observations sur la Charte constitutionnelle.* Rennes, 1830, 1. v, in-8°.

**Launier (Ch.).** — *Histoire de la mémorable semaine de juillet* 1830, 6<sup>e</sup> édition. Paris 1830, I. V, in-18

**Lepelletier-Girault.** — *Esquisses sur les événements des 27, 28 et 29 juillet* 1830. Paris 1830, br. in-8°.

**Lions (J.).** — *La grande semaine de juillet* 1830. Lyo. 1830, 2 vol. in-12°.

**Marrast (Armand).** — *Doctrines républicaines.* Paris 1833, 1 br. in-8°.

— *Conduite des députés durant le règne du peuple les 26, 27, 28, 29 et 30 juillet* 1830. Paris, 1831, 1 br. in-8°.

**Massias (E<sup>on</sup>).** — *Questions sur la révolution de 1830.* Paris, 1830, 1 br. in-8°.

**Motte (Ch.).** — *Révolutions de Paris, 1830.* Paris, 1830, in-folio.

**Noël.** — *Coup d'œil sur les événements de 1830.* Paris 1830, 1 br. in-8°.

- Pépin (A.).** — *Deux années de règne, 1830-32.* 2<sup>e</sup> édition. Paris, 1833.
- Petit (M.).** — *Histoire de la Révolution de 1830.* Paris, 1831, 1 vol. in-folio.
- Rastoin (E.).** — *Histoire populaire de la Révolution de 1830.* Paris 1830. 2 vol. in-18°.
- Reboul (H.).** — *Essai d'analyse sur la révolution française et la Charte de 1830.* Pézenas, 1830.
- Rivoire (H.).** — *De la république selon la Charte.* Paris, 1830.
- Rousseau (A.).** — *Vive la Charte ! Modifiera-t-on la Charte ? Quelques réflexions à ce sujet.* Paris, 1830, 1 brochure in-8°.
- Roussel (ainé).** — *De la Charte et des Chambres.* Paris, 1880, 1 br. in-8°.
- *De la nécessité d'une réforme radicale,* Paris 6 août 1830, 1 br. in-8°.
- Sarraus (B.).** — *Lafayette et la révolution de 1830.* 2<sup>e</sup> édition. Paris, 1833. 2 vol. in-8°.
- Vergnaud (A-D.).** — *De la Charte d'un peuple libre* Strasbourg 1830, 1 br. in-8°.
- X.** — *Déclarations de principes de la société des droits de l'Homme et du citoyen.* Paris, août 1830, 1 br. in-8°.
- *La République et Philippe d'Orléans.* Paris 1830, 1 br. in-8°.
- *Evènements de Paris du 26, 27, 28 et 29 juillet*

1830 par plusieurs témoins oculaires. 7<sup>e</sup> édition.  
Paris 1830, 1. v, in-18°.

— *Bataille de Paris. — Portrait du roi Louis-Philippe. — Anecdotes sur sa vie. — Révolution de 1830. — Charte Constitutionnelle.* —  
Troyes 1830, 1 vol.in-12.

— *Du gouvernement républicain.* Paris 1831, 1 br.  
in-8°.

---

**A. G.** — *Un mot sur l'hérédité de la pairie*, Nantes 1831.  
1 br. in-8°.

**M. Becheu.** — *De l'hérédité de la pairie.* Paris 1831, 1  
br. in-8°.

**Boissière.** — *Opinion sur l'hérédité de la pairie.* Melun  
1831, 1 br. in-8°.

**De Cormenin.** — *Lettres complètes sur la Charte, la  
pairie et la liste civile*, 8<sup>e</sup> édition, Paris 1832,  
1 vol. in-16°.

**F. Delarue.** — *Du pouvoir consituant et du principe  
souverain d'après M. Cormenin au sujet de la  
Charte de 1830.* Paris 1831, 1 br. in-8°.

**Dubois** (de la Loire-Inférieure). — *Discours sur la pai-  
rie.* Paris 1831, 1 br. in-8°.

**W. Feryztall.** — *Encore un mot sur la pairie.* Paris  
1831, 1 br. in-8°.

**J. Fiévée.** — *De la pairie.* Paris, 1831.

**Marquis de la Gervaisis.** — *La pairie jugée par les  
pairs.* Paris, 1831.

**B. de L. F.** — *Opinion sur la pairie*, Paris 1831, 1 br.  
in-4°.

**M. D.** — *De l'hérédité de la pairie*, Paris, 1831, 1 br.  
in-8°.

**B. de la Mathe.** *Essai général sur la pairie en France*,  
Paris 15 juin 1831, 1. v. in-8°.

**Baron Massias.** — *Vues sur l'organisation de la Pairie*.  
Paris 1831, 1 br. in-8°.

— *Conséquences qui découlent invinciblement  
d'une prairie à vie*. Paris 1831, 1 br. in-8°.

**M. H. C. Mittre.** — *Quelques réflexions sur la révolution  
de 1830 et principalement sur la pairie*,  
Paris, 1831, in-8°.

**Anselme Petetin.** — *De la pairie*. Paris 1831, 1 br.  
in-8°.

**L. M. Perenon.** — *Opinion et projet de loi d'un lyonnais  
libre pour la pairie conditionnellement  
héréditaire*, Lyon 1831, 1 br. in-8°.

**M. Pierson.** — *Quelques mots sur l'hérédité de la pairie*,  
Nancy 1831, 1 br. in-8°.

**Eugène Renault.** — *Simple questions sur l'hérédité  
et la constitution de la pairie en France*, Paris  
1831, 1 br., in-8°.

— *Examen du projet de loi sur la pairie*. Paris,  
août 1831 1 br. in-8°.

**J. S.** — *De l'organisation de la pairie*. Strasbourg 1831,  
1 br. in-8°.

**S. D.** — *De la pairie, observations nouvelles et conclusions*, Paris 1831, 1 br. in-8°.

**M. Taillefer.** — *Projet de constitution de la pairie nouvelle*, Paris, août 1831. 1 br. in-8°

**J. Tétard** (de la Côte-d'Or). — *Un mot sur la loi de la pairie de 1831*. Paris 1831, 1 br., in-8°.

**Aug. Valette.** — *De la pairie héréditaire*. Paris 1831, 1 br. in-8°.

X\*\*\*\* *De la pairie héréditaire*. Paris 1831, 1 br. in-8°.

— *Quelques réflexions sur l'hérédité de la pairie*  
Paris 1831, 1 br., in-8°.

— *De l'hérédité*, Paris 1831, 1 br. in-8°.

— *Réflexions d'un citoyen sur la révision de l'article 23 de la Charte*, Paris 8 août 1831, 1 br. in-8°.

— *De la pairie dans ses rapports avec la constitution de l'Etat*. Paris, 8 août 1831, 1 br. in-8°.

— *Qu'est-ce que la pairie*. Paris 1831, 1 br. in-8°.

— *Projet conciliatoire sur la constitution de la pairie*. Paris, 10 septembre 1831, 1 br. in-8°.

— *De la pairie par un ancien jurisconsulte*  
Paris, 1831, 1 br. in-8°.

— *Mon opinion sur la pairie*, Versailles 1831, 1 br. in-8°.

— *Opinion d'un ancien député à l'Assemblée Législative sur l'organisation de la pairie*. Paris 1831, 1 br. in-8°.

**Comte de\*\*\*.** — *Note sur la pairie*, Paris 1831 1 br. in-8°.

---

**A. R. B.** — *Mme la duchesse d'Orléans régente*. Paris, 1842, 1 br., in-8°.

**Comte de Beaumont Rochemure.** — *Lettre à M. Guizot sur la loi de régence*. Paris, 1842, 1 br. in-8°.

**M. J. M. Berton.** — *De la Régence sous le régime représentatif*. Paris, 17 août 1842, 1 br. in-8°.

**V. Considérant.** — *De la souveraineté et de la régence*. Paris, 1842.

**P. David (du Calvados).** — *De la régence*. Paris, 1842, 1 br. in-8°.

**L.-Ch. Debranz.** — *La question de la régence*. Paris, 1<sup>er</sup> août 1842, 1 br. in-8°.

**Dubois** (de la Loire-Inférieure). *Opinion sur la Régence*. Nantes, 1842. 1 br. in-8°.

**E. Duclerc.** — *Droit Public. De la régence*. Paris, 1842, 1 vol. in-32°.

**Antoine Floret.** — *Droit public constitutionnel. Essai sur la régence*. Paris, 20 juillet 1842. 1 br. in-8°.

**J.-G. Human.** — *De la régence en France, son passé et son avenir*. Paris, 1842. 1 br. in-8°.

**Scipion Marin.** *Lettres russes. De la régence*. Paris, 1842. 1 br. in-18°.

**M. Matton-Gaillard.** — *Pas de Régent*. Paris, août, 1842, 1 br, in-8°.

**Artus Mayeux.** — *D'une régence en France*. Paris, juillet 1842, 1 br. in-8°.

**Prince de la Moskawa.** — *Etude sur la question soulevée par la loi sur la régence du royaume, envisagée au point de vue historique et politique.* Paris, 1842, 1 vol gr. in-8°.

**Fr. de Mouisse.** — *La Régence.* Paris, 1842. 1 br. in-8°.

**P.-M. Rozier.** — *De la régence à l'occasion de la mort du duc d'Orléans.* Paris, 1842, 1 br. in-8°.

**X** *De la régence d'après la discussion à l'Assemblée Nationale en 1791,* Paris, 1842.

— *Sentiment d'une dame mogole sur la régence éventuelle.* Paris, 25 juillet 1842. 1 br. in-4°

— *Questions de la régence par un vieux publiciste,* Paris, 22 juillet 1842. 1 br. in-8°.

---

*Le Constitutionnel.* Année 1830, numéros de juillet et août; année 1831, nos du 2<sup>e</sup> semestre; année 1842, nos de juillet et août.

*Le Courrier Français.* Mêmes années, mêmes numéros.

*Les Débats.* Mêmes années, mêmes numéros.

*La France nouvelle.* Nos du 2<sup>e</sup> semestre de 1831.

*La Gazette de France.* Nos de juillet-août 1830, du 2<sup>e</sup> semestre de 1831 et de juillet-août 1842.

*Le Globe.* Nos de juillet-août 1830.

*Le Journal du Commerce.* Nos de juillet à décembre 1831.

*Le Journal de Rouen.* Nos de juillet-août 1842.

*Le Messager.* Nos du 2<sup>e</sup> semestre de 1831.

*Le National.* Nos de juillet-août 1830, juillet-décembre 1831, et juillet-août 1842.

*Le Patriote.* N<sup>os</sup> de juillet-août 1830.

*La Presse.* N<sup>os</sup> de juillet-août 1842.

*La Quotidienne.* N<sup>os</sup> de juillet-août 1830.

*La Révolution.* N<sup>os</sup> de juillet-août 1830, et juillet-décembre 1831.

*Le Siècle.* N<sup>os</sup> de juillet-août 1842.

*Le Temps.* N<sup>os</sup> de juillet-août 1830, et juillet-décembre, 1831.

*La Tribune.* N<sup>os</sup> de juillet-août 1830, juillet-décembre 1831.

*L'Univers.* N<sup>os</sup> de juillet-août 1842.

---



## TABLE DES MATIÈRES

### INTRODUCTION

1. — La souveraineté nationale et le pouvoir constituant... 7
2. — Plan de notre étude..... 10

### CHAPITRE I

#### Le Pouvoir constituant sous la Restauration.

1. — La Rentrée de Louis XVIII en France. La déclaration de Saint-Ouen. La Charte du 4 juin 1814..... 11
2. — Quelle sera la procédure de révision constitutionnelle ?  
Les diverses thèses ; la doctrine admise..... 12
3. — Les ordonnances de Charles X et la Révolution de Juillet 1830..... 16

### CHAPITRE II

#### Les conséquences de la Révolution de juillet. La Charte de 1830

1. — Les actes du lieutenant général et des chambres du 3  
au 7 août 1830..... 19
2. — Les Partis
  - A. — Le parti républicain..... 22
  - B. — Le parti légitimiste..... 26

|                                                                                                                                                                                                                                                                                         |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| C. — Le parti impérialiste.....                                                                                                                                                                                                                                                         | 28 |
| D. — Le parti orléaniste.....                                                                                                                                                                                                                                                           | 29 |
| 3. — Les députés refont la Charte et nomment un roi dans la mémorable séance du 7 août. Adhésion des pairs. Séance d'apparat du 9 août.....                                                                                                                                             | 32 |
| 4. — Le pouvoir constituant exercé réellement par la chambre des députés et juridiquement par les trois facteurs de la loi. Examen critique de <i>l'impérieuse nécessité</i> et du <i>vœu universel</i> , par lesquels le législateur a voulu justifier ses actes constitutionnels..... | 43 |
| 5. — Les véritables principes.....                                                                                                                                                                                                                                                      | 50 |
| 6. — Les Orléanistes s'efforcent de prouver que le peuple a tacitement ratifié le Gouvernement de Juillet.....                                                                                                                                                                          | 61 |

### CHAPITRE III

#### Les modifications faites à la Charte en 1830 et les modifications annoncées.

|                                                                           |    |
|---------------------------------------------------------------------------|----|
| 1. — Les modifications faites à la Charte.....                            | 68 |
| 2. — Les modifications annoncées. L'article 69.....                       | 73 |
| 3. — L'article 68 alinéa 2 et la question de l'hérédité de la pairie..... | 75 |

### CHAPITRE IV

#### La question de l'Hérédité et la Pairie.

|                                                                                                                                            |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1. — Le ministère Casimir-Périer. Les élections de 1831. L'article 68. al. 2 de la Charte et l'hérédité de la pairie devant l'opinion..... | 77 |
| 2. — Quelle procédure sera suivie dans l'examen de l'article 23 ? La proposition Salverte. Le projet Casimir-                              |    |

|                                                                                                                                    |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Périer.....                                                                                                                        | 82  |
| 3. — Les partisans d'une réforme faite par les trois facteurs de la loi, selon la voie législative ordinaire. Leurs arguments..... | 88  |
| 4. — Les partisans de la chambre des députés constituante. Leurs arguments.....                                                    | 94  |
| 5. — Royer-Collard et la raison. — Les censitaires ne sont pas la nation. — De Cormenin et la souveraineté du peuple.....          | 99  |
| 6. — La campagne de presse faite pour et contre l'hérédité de la pairie par les divers journaux.....                               | 103 |
| 7. — Le projet voté par les députés sera porté devant les pairs. L'ordonnance du 19 novembre 1831.....                             | 108 |
| 8. — Les débats devant les pairs. Le vote.....                                                                                     | 110 |
| 9. — Comment la réforme de la pairie s'est-elle affectée ? L'avenir de la chambre haute.....                                       | 116 |

## CHAPITRE V

### La charte et les changements imprévus.

|                                                                                                                                                |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1. — Il est à prévoir que le temps nécessitera certaines modifications constitutionnelles. Comment auront-elles lieu.....                      | 119 |
| 2. — La Charte en tant que contrat ne peut être modifiée ni par le roi seul, ni par les chambres seules.....                                   | 120 |
| 3. — Thèse des démocrates et thèse des orléanistes.....                                                                                        | 122 |
| 4. — En haine de l'omnipotence parlementaire Berriat Saint-Prix, et Hello proclament la distinction nette du constituant et du législatif..... | 124 |
| 5. — La Charte immuable d'Alexis de Tocqueville.....                                                                                           | 133 |

## CHAPITRE VI

### La question de la régence.

|                                                                                                       |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1. — La mort du duc d'Orléans et la nécessité immédiate<br>de régler l'institution de la régence..... | 135 |
| 2. — L'attitude des partis ; les journaux.....                                                        | 138 |
| 3. — Les publicistes : Dubois, Duclerc.....                                                           | 143 |
| 4. — Les débats à la chambre des députés. Le vote du<br>projet gouvernemental.....                    | 147 |
| 5. — Les débats devant les pairs ; le vote.....                                                       | 154 |

## CHAPITRE VII

### Conclusion.

|                                                                                                                                       |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1. — Sous la Monarchie de Juillet, le pouvoir constituant fut<br>confondu avec le législatif.....                                     | 158 |
| 2. — Cette confusion admise par peur des périls révolu-<br>tionnaires pouvait causer d'autres périls aussi graves.                    | 160 |
| 3. — Que la méconnaissance des droits souverains du peuple<br>est une des causes principales de la Révolution de<br>Février 1848..... | 162 |
| BIBLIOGRAPHIE.....                                                                                                                    | 164 |



